

**HISTOIRE**  
**POLITIQUE**  
**DE LA RÉVOLUTION**  
**EN FRANCE.**



HISTOIRE

POLITIQUE

DE LA RÉVOLUTION

EN FRANCE

19<sup>Se</sup>

HISTOIRE  
POLITIQUE  
DE LA RÉVOLUTION  
EN FRANCE,  
OU  
CORRESPONDANCE  
ENTRE  
LORD D\*\*\*  
ET  
LORD T\*\*\*

---

TOME SECONDE.

---



A LONDRES.

---

1789.

HISTOIRE

POLITIQUE

DE LA RÉVOLUTION

EN FRANCE,

OU

CORRESPONDANCE

PAR

LORD D\*\*\*

ET

LORD F\*\*\*

---

TOME SECOND

---

A LONDRES.

---

1789.



HISTOIRE POLITIQUE  
DE LA RÉVOLUTION  
EN FRANCE, &c.

---

LETRE XXX.

MILORD,

C'EST dans la discussion des grands intérêts que l'esprit fait de grands efforts; c'est alors que des idées mères, & qui, pour ainsi dire, germaient dans le silence, on tire une génération d'idées nouvelles dont on est souvent étonné soi-même,

*Tome II.*

A



mais qui deviennent la jouissance la plus délicate. En Angleterre, une constitution, sinon parfaite, du moins la meilleure connue, est assise sur une base si solide & si ferme, que les idées ne se tournent que sur les effers. A l'abri des grands mouvemens & par conséquent des grandes questions, toute notre politique est concentrée dans le maintien de l'équilibre des membres législatifs, toute notre activité est prise par l'attaque & la défense, toute notre attention occupée à ne laisser dominer aucun d'eux. Les idées d'un Anglais, resserrées dans ce cercle étroit, n'ont ni intérêt, ni motif pour s'élever jusqu'aux premiers principes de la morale, à ces grandes questions, qui sont les premiers anneaux de la grande chaîne politique. Nos pères les ont fixés pour nous. Ils ont planté l'arbre de la liberté; ils ne nous ont laissé que les soins & les inquiétudes de la culture. Il vaut

mieux peut-être se borner à la jouissance des biens que donne cet arbre antique, que d'avoir encore à courir les dangers du premier défrichement, quand même les produits en devraient être plus abondans.

Mais si, en qualité d'Anglais, je ne desirerai rien de plus. Ici ma tête fermente en cosmopolite. Je me sens électrisé par la chaleur & l'intérêt des discussions, & malgré moi j'épouse un parti; mais avec cet avantage, que, dégagé d'intérêt personnel & de ses illusions, je pénètre celles qui m'entourent, & je conserve le sang-froid d'un arbitre. Ce sang-froid est d'une grande ressource chez une Nation où la rapide succession d'idées & la vélocité des paroles vous portent, comme un trait, à cent pas de la question. Je permets en modes d'abonder dans son sens. Mais, dans la discussion d'intérêts si grands, je désirerais que la mobilité nationale sût se

rallentir ; qu'on se persuadât que l'instruction ne vient point en dormant , & que les ignorans sçussent se rendre justice.

L'instruction n'est point ici , à beaucoup près , aussi répandue qu'on l'imagine. Les Français ont fait sans doute de grandes découvertes en morale. Mais les grands-hommes ne sont plus , ou il en reste un très-petit nombre , & l'on peut dire comme le Barde Ossian (1).

Hélas ! les Fils des chants sont au sein du repos ,  
Et leur voix ne fait plus raisonner nos échos.

L'instruction est moins dans la Nation que dans ses livres. Helvétius , celui de tous les écrivains du monde , sans en excepter les nôtres , qui a le mieux analysé l'homme & ses passions , qui a le mieux posé la base de ses droits , est à peine connu des Ecrivains eux-mêmes.

---

(1) Mac-Pherfon

Aussi la grêle de pamphlets qui nous écrasent, a presque pour objet unique la discussion des faits. Un très-petit nombre a discuté le droit, & aucun n'en a encore fait une application raisonnée aux changemens qui sont à faire. Aucun n'a sondé la profondeur des maux, & indiqué les remèdes. C'est pourtant là l'objet important pour le bonheur national. Le plus pressant est de mettre l'Assemblée en état de l'opérer, de lui préparer les bases justes & vraies d'une liberté également préservée des abus du pouvoir arbitraire & des égaremens de la licence. C'est un grand problème à résoudre, le plus digne sans doute d'occuper l'esprit humain. Si je me trouve le courage de rassembler mes idées sur cette question intéressante, j'en mettrai sous vos yeux l'enchaînement successif. Adieu.



---

*LETTRE XXXI.***MILORD,**

AVANT de commencer la tâche que je me suis imposée, il ne fera pas inutile, peut-être, de jeter un coup-d'œil sur la position actuelle des puissances de l'Europe. Elle n'est pas indifférente à la révolution qui s'opère en France; & les ennemis secrets de cet Empire ne voient pas, peut-être, sans dépit, le calme que promet à ses arrangemens politiques, la crise presque généralement éprouvée par toutes les nations, quoique par des causes différentes.

L'Anglais était naturellement le voisin dont elle avait le plus à craindre. Une ancienne rivalité, aiguillonnée encore par une vengeance à remplir, pouvait inspirer de justes alarmes : ce n'était,

Sans doute que prendre sa revanche. Si les Souverains écoutent en général la voix de l'intérêt beaucoup plus que celle de la justice, il faut avouer qu'en formant, qu'en excitant même les mécontentemens dans les provinces de France, l'Angleterre eût coloré sa conduite d'une représaille qui lui aurait sauvé une grande partie de l'odieux de ses procédés, trop communs aux Etats. Qui protégea l'Amérique insurgente, aurait-elle dit, mérite à son tour de voir protéger ses sujets mécontents. Mais le hasard le plus rare l'a préservée de ce danger. L'Angleterre, occupée d'une régence forcée & non prévue, a eu besoin elle-même de toute son attention, pour prévenir les troubles intérieurs qu'elle eût pu produire.

La Hollande asservie, courbant sa tête sous le joug d'un sujet, devenu son maître, n'offre plus que la paix & le silence de la tombe.

Les deux Couronnes Impériales, livrées à la frénésie de la guerre & des conquêtes; humiliées par un peuple trop peu connu, trop méprisé; épuisées par la campagne passée; inquiètes sur la campagne prochaine, ne peuvent offrir d'offensif que des regrets impuissans. Le Turc promet encore à leur ambition trop de repentirs; & la Ligue Germanique, trop d'embarras, pour en appréhender des écarts. Le reste de l'Europe est allié de la France, ou n'a point d'intérêt à fomenter ses troubles.

C'est à l'abri de ce concours heureux de circonstances, que la France peut se régénérer. Le hasard a tout fait pour elle. Si elle fait en profiter, l'ambition de ses voisins, enchaînée par des accidens mieux préparés que tout ce qu'aurait pu produire la plus adroite politique, la verra, non sans regret, peut-être, terminer ses différens, sans pouvoir les aggraver ou en profiter.

La conquête est, en général, le terme de l'existence de tout peuple corrompu. Le génie qui préside à la France en a autrement décidé ; il ne lui a point laissé de conquérans : mais qu'elle sache profiter du bonheur des circonstances, & en éternisant ses querelles, qu'elle ne donne pas à l'ambition le tems d'en faire naître.

---

## LETTRE XXXII.

MILORD,

UN peuple qui a passé par tous les degrés de civilisation pour arriver à une profonde corruption, quand il ne doit pas la fin de son existence à la conquête, est plus difficile à reconstituer sainement, qu'une nation nouvelle & encore vierge, si l'on peut parler ainsi. L'une n'a que



peu d'idées ; mais l'autre n'en a que de viciées. Celle-ci a à détruire pour édifier ; celle-là n'attend que la main qui bâtit. Chez la vieille nation , on ne trouve qu'entêtement & faiblesse : chez le nouveau peuple, croyance & énergie ; & si , pour le dernier , il ne faut qu'un Législateur éclairé ; pour l'autre , il faut , de plus , qu'il joigne à l'instruction , une adresse consommée & l'art , si difficile , de diriger les passions déréglées.

Pour parvenir à ce but , pour ôter aux intérêts , à l'égoïsme des corps & des associations privées , les subterfuges & les sophismes ; il me semble qu'il faut , sur-tout , que le Législateur mette le plus grand ordre dans ses idées. Il faut d'abord qu'il pose , de la manière la plus claire , les premiers principes de l'association ; qu'il classe ensuite les matières de manière que chacune soit attachée à la souche à laquelle elle appartient. La génération des idées devient par-là plus

facile à saisir; & on en suit la succession, sans courir le danger de se voir dévoyer.

Quel est l'objet de tout peuple, en pareille position? D'assurer sa liberté, sa propriété, sa sûreté : or, tous ces intérêts constituent la liberté publique & la liberté civile d'une nation. La liberté publique d'un peuple consiste dans le rapport de ce peuple au pouvoir législatif. La liberté civile, dans ce même rapport avec les Loix. L'une tient à la cause, & l'autre aux effets. Par-tout où le peuple consent ses loix, il y a une liberté publique : par-tout où ce consentement est éclairé par l'instruction, il y a une liberté civile.

Ainsi donc, toute nation sage, légalement assemblée, s'occupera d'abord de tous les points qui constituent sa liberté publique, par la raison qu'on pose les fondemens avant de bâtir sa maison : elle déterminera l'organisation juste de ses

assemblées, la manière d'y voter, les époques de ses séances, & la quotité des charges publiques. C'est d'après ces bases indispensables, qu'elle pourra s'occuper avec fruit de la liberté civile, dont l'influence plus détaillée se fait sentir davantage à toutes les actions & dans tous les instans de la vie.

---

### LETTRE XXXIII.

MILORD,

JE disais, dans ma dernière Lettre, que la liberté publique d'un Peuple consiste dans le rapport de ce Peuple avec le pouvoir législatif. Cette définition, la seule vraie, se tire du droit que tout Peuple tient de l'essence même de l'association de consentir ces loix, ou, ce qui est la même chose, de coopérer

à sa législation. Par-tout où il est dépouillé de ce droit sacré, inaliénable, il ne peut exister de liberté publique. Le Peuple est esclave, & le pouvoir législatif, abusif.

En effet, toute autorité est le fruit de l'usurpation, ou d'une délégation & de la procuration d'un Peuple. Celle qui vient de l'usurpation n'a de titre que la force, & par conséquent sa faiblesse devient son crime. Celle qui dérive de la délégation du Peuple est respectable & sacrée. Mais celle-là même, en raison du penchant qui pousse l'homme vers l'amour du pouvoir, peut abuser & étendre sa procuration au-delà de ses limites. Ce sont donc ces limites qu'il est essentiel de définir & de bien déterminer.

Lorsqu'un Peuple se donne un Chef, son objet est de créer un Magistrat public, qui fasse observer les loix gardiennes de sa liberté, de sa sûreté, de



sa propriété. La prudence le conduit à le faire héréditaire , parce que l'ambition de tous , enchaînée & sans espérance , assure sa tranquillité. Il le charge de l'administration générale de la force publique , parce qu'une seule volonté communique aux Ordres une célérité & un ensemble qui fait la sûreté au-dehors & la tranquillité au-dedans , & le pouvoir exécutif lui est confié dans toute sa plénitude. Mais en est-il de même du pouvoir législatif ? Si le Magistrat public pouvait changer les loix par sa simple volonté , n'est-il pas évident qu'il pourrait anéantir les clauses mêmes du contrat social , & le Commis dépouiller ses Commettans de leurs droits ? L'absurdité seule d'une pareille procuration , quand un Peuple serait assez fou pour la donner , en ferait la nullité.

C'est d'après ce grand principe , que l'Auteur du contrat social a , le premier ,

offre une distinction bien prononcée , entre le Souverain & le Prince , le Souverain qui fait les Loix , le Souverain à qui appartient le pouvoir législatif & qui est essentiellement la réunion des voix de tous : le Prince qui les fait observer , & à qui appartient le pouvoir exécutif. Telle est la véritable nature de la Monarchie , gouvernement trop peu connu , trop souvent confondu avec le Despotisme , duquel il diffère autant que la Démocratie diffère de l'Aristocratie ; gouvernement peu connu des anciens , & dont il était réservé à l'Europe moderne , de fixer enfin les vraies bases & d'en montrer la perfection.

Les Grecs en avoient entrevu l'idée ; mais inquiets sur leur liberté , ils donnèrent à leurs Rois , dans la personne des Ephores , des Censeurs plus dangereux qu'utiles. « Ils oublièrent , dit un » Auteur moderne ( 1 ) en parlant de

---

(1) M. le Scène des Maisons , Hist. de la dern. révol. de Suède.

» la Suède , que le moyen de contenir  
 » tous les Ordres de l'Etat , était de  
 » donner au Prince assez de puissance  
 » pour défendre ses droits & leur servir  
 » de barrière; ils oublièrent qu'un Prin-  
 » ce , gêné par de si dures entraves ,  
 » pouvait s'abandonner au désespoir ,  
 » & pour se mettre en liberté , avoir  
 » recours aux plus fatales extrêmités ».

Mais ce qui peut être mérite d'être re-  
 marqué , & prouve combien l'esprit hu-  
 main en tout pays & dans tout les tems ,  
 fournit les mêmes résultats dans les mê-  
 mes circonstances , c'est ce que rap-  
 porte le célèbre Cook , du Gouverne-  
 ment des Isles de la Société. Il prit long-  
 tems pour le Roi un Prince nommé Fee-  
 rou , qui n'était dans le fait que l'Ephore  
 de Sparte ; à qui , quoique sujet , son  
 office donnait une sorte de censure sur  
 les actions du véritable Prince.

L'Angleterre a mieux combiné ces  
 rapports. Elle a prévenu tous les incon-  
 vénients

véniens en faisant le Prince membre essentiel de la Législation. C'était le point qui avait échappé pour porter la Monarchie au degré de perfection dont elle est susceptible. Intéressé essentiellement au bonheur général, le Prince seul n'appartient à aucune classe de Citoyens, & appartient à toutes. Lui seul est donc à portée de les empêcher mutuellement de prendre trop d'ascendant , & de maintenir entre les branches diverses de la Législation , dans la confection des Loix , une balance qui fait autant la sûreté générale que la sienne propre.

C'est sous cet aspect unique que le pouvoir législatif peut s'allier au pouvoir exécutif dans une même personne , sans opérer la confusion ; parce qu'alors le Prince ne fait pas les Loix , mais il y donne la sanction ; c'est-à-dire il est revêtu du pouvoir d'empêcher un Ordre dominant d'en faire passer de préjudiciables à un autre Ordre ; parce qu'enfin



son droit à la Législation , n'est que celui d'empêcher le mal , sans pouvoir l'opérer lui-même.

Cette constitution politique , la plus parfaite sans doute , n'appartient pas moins à la France qu'à l'Angleterre , & cette prérogative royale y est autant fondée sur les usages antiques de cette Monarchie que sur la raison. C'est absolument l'organisation que trace Hincmar , l'un des plus anciens Historiens Français , lorsqu'en parlant des Assemblées nationales , sous la seconde dynastie , il décrit les débats sur les affaires publiques , & comment , lorsqu'on avait formé des Arrêtés , le Roi y donnait sa sanction pour en faire des Loix.

Les Etats-Généraux du Royaume , c'est-à-dire les Représentans librement élus , de toutes les classes de Citoyens , réunis au Prince , forment donc le véritable Souverain , dans lequel réside la plénitude du pouvoir législatif ; c'est

donc la première Loi constitutionnelle à consacrer pour tout Peuple qui s'assemble pour régénérer sa constitution.

---

## LETTRE XXXIV.

MILORD,

LA représentation réelle d'un peuple est une question qui paraît simple au premier coup-d'œil, mais qui se complique à mesure qu'on discute les prétentions & l'organisation du peuple. Elle mérite par conséquent l'examen le plus réfléchi.

L'assemblée d'une Nation est sans doute l'assemblage de tous les Membres ou de tous les Citoyens. Mais pour être Membre suffit-il de vivre dans une Société, ou existe-t-il des conditions sans lesquelles un homme ne saurait être ci-

royen ? Pour être citoyen d'un pays il faut que l'intérêt de l'individu tienne nécessairement à l'intérêt général. Or, l'intérêt n'y tient essentiellement que lorsqu'on possède une propriété quelconque, faisant portion de la propriété générale; puisqu'alors on participe de droit aux charges publiques; & l'on doit par conséquent s'intéresser à la propriété de la chose publique. La propriété est donc la première condition qui constitue le Citoyen.

La seconde est l'indépendance de son état. Tout homme qui, par état, n'a point de volonté à lui, celui qui, pour subsister, est obligé de vendre son service & ses bras à son Concitoyen, perd par cela même, son droit de délibérer sur la chose publique. Sa volonté étant nécessairement subordonnée, celui de qui elle dépend en aurait l'exercice, & fort de plusieurs volontés, il obtiendrait dans les délibérations une influence prépondérante, & par conséquent illégale;

puisque les votes de tous les Membres de la Communauté doivent être nécessairement égaux. Ainsi tout homme sans propriété ou sans volonté indépendante , c'est-à-dire , qui est au service d'autrui , est , par sa position , exclus des délibérations publiques.

Mais dans nos sociétés modernes où le luxe , en attirant dans les villes presque tous les Propriétaires fonciers , a créé une nouvelle classe de Citoyens sous le nom de Cultivateurs ; où le commerce est devenu un des grands moyens d'activité & de richesses ; ceux qui se sont chargés de faire naître toutes les productions territoriales , & ceux qui , en les manufacturant , ou en les échangeant , leur ont donné une si grande valeur , possèdent d'immenses richesses mobilières qui attachent leur intérêt à la prospérité publique. Cette prospérité dépend elle-même , en grande partie des Loix relatives à leurs opérations , &



l'impôt dont l'extension ne connaît point de bornes , y trouve aussi un puissant aliment. Ces deux classes ne peuvent donc pas être regardées comme des non-propriétaires , & leur admission aux délibérations nationales paraît aussi juste que nécessaire. Ainsi dans l'état actuel des choses , la réelle représentation d'un grand Peuple comme le Français , se réduit à tous les Propriétaires fonciers , à tous les Cultivateurs tenant une terre à bail , & aux Villes représentant le commerce & l'industrie. Hors ces trois classes , personne n'a droit d'y être admis ; personne n'a intérêt d'y être admis ; personne ne peut y être admis sans inconvénient. Car en vain argumenterait-on de la liberté personnelle qui intéresse autant le non-propriétaire que le propriétaire. Les Loix faites pour celui-ci seront également protectrices de celui-là , puisque le Propriétaire n'a pas moins d'intérêt à assurer sa liberté personnelle que celui qui ne possède rien.

Mais le Représentant doit-il être pris exclusivement dans la classe des Représentés , ou un Ordre doit-il être maître de charger de sa procuration un homme d'un Ordre différent ? Je crois que cette question ne peut former de doute que faute de l'avoir méditée ; & j'aimerais autant demander si dans un procès on peut prendre son adversaire pour Procureur. Dès qu'un Peuple est divisé en Ordres divers, ces Ordres ont nécessairement des préjugés, des prétentions différentes, autrement les distinctions d'Ordre s'anéantiraient d'elles-mêmes. Or, tant qu'elles subsistent, chacun est lié par un certain préjugé d'honneur à ces différentes distinctions, & elles deviennent un intérêt personnel. Comment donc imaginer de placer l'homme dans une alternative indispensable de déshonneur, entre l'alternative dangereuse de son intérêt comme individu, & de l'intérêt de sa commission, comme repré-

sentant. Auquel prêtera-t-il l'oreille, ou de son devoir, comme Membre d'un Ordre, ou de son devoir comme l'homme de confiance d'un autre ? Lequel des deux trahira-t-il, & d'après quelle règle résoudra-t-il une question si délicate ? En Angleterre le fils ou le frère d'un Pair représente le Peuple dans les Communes. Un Etranger, qui part de ses préjugés, voit toujours un Noble dans sa personne ; mais notre constitution n'y voit qu'un Membre des Communes. Aux yeux de la Loi il n'existe de Noblesse que dans la Pairie, & le reste de nos familles n'est essentiellement que comme le reste de la Nation. La Pairie, si l'on veut, peut être pour eux un futur contingent, mais elle l'est également pour tout Citoyen qui méritera d'y être élevé ; & sous tous les aspects la représentation est absolue. C'est un homme des Communes qui représente les Communes. Mais dans un pays où la Noblesse est

indistinctement transmise à tous les descendants , le cadet ne doit pas avoir moins de préjugés que son aîné , puisque la même ligne de démarcation le sépare des autres Ordres , & lui assigne les mêmes droits. Je fais que cette séparation entre les Membres d'un même Peuple , est anti-sociale ; je fais que loin de produire une union desirable , elle semble entretenir les préjugés qui les repoussent. Mais détruira-t-on l'opposition sans détruire le principe. A un mal déjà existant , on ajoutera un mal plus grand encore. On ne défend bien que ce dont on est bien pénétré : & en fait d'intérêt , il n'en est point qu'on soutienne mieux que le sien propre.

J'ai souvent entendu déclamer en Angleterre contre l'oubli de la loi qui voulait que tout Représentant du peuple fût propriétaire foncier. Comme tendant à maintenir la valeur des terres , & à les faire prospérer avant tout , cette



loi était sage, sans doute ; mais , quant à la corruption qu'elle avait pour but de prévenir , je n'en ai jamais senti l'utilité. Le propriétaire d'une terre de cinq cens livres sterlings est-il plus qu'un autre à l'abri de la séduction ? Dans un pays d'un luxe immense , l'avidité voit toujours ce qu'elle peut avoir , & non ce qu'elle a. En effet , l'expérience nous a-t-elle montré que le propriétaire foncier fût celui qui résiste le plus à l'influence & aux séductions de la Couronne ? Je crois , Milord , qu'elle ne nous a guères appris à penser ainsi ; & vous en connaissez plus d'un qui a eu l'œil sur la trésorerie plus que sur ses terres , pour décider de sa conduite. L'opinion publique est , selon moi , le seul agent puissant. Le mérite & le talent m'ont toujours paru , dans la machine politique , les roues qui vont le mieux. L'esprit est pour l'homme la première des prétentions & le plus cher des inté-

rêts; & l'esprit joue un mauvais rôle, en trahissant sa patrie, au milieu d'un peuple maître d'applaudir ou de huer.

Mais ce que le ministère Français a beaucoup mieux saisi que nos pères, c'est la proportion des Représentans des Provinces respectives. Lors de l'établissement de notre constitution, les corporations puissantes eurent trop d'influence sur la nouvelle organisation. Il est révoltant de voir de misérables Bourgs députer souvent plusieurs Membres, tandis que des districts riches & peuplés n'en ont point. C'est une erreur à réparer, & dont il faut regretter que la motion n'ait pas été faite encore. Je prévois que l'intérêt personnel ne négligera rien pour la faire rejeter. Mais quelque soit l'époque où il sera possible de réparer cette illégalité dangereuse, on ne pourra mieux faire que d'adopter la proportion qu'on suit en France. Elle se fait d'après la combi-

naïson des richesses & de la population ; on n'en pouvait trouver de plus juste. Mais le nombre collectif des Membres ne m'a pas semblé suffisant. J'aurais voulu qu'une nation de vingt-quatre millions d'hommes fût représentée par un nombre plus grand que mille ; en le doublant, en le triplant même, il n'eût point augmenté les embarras , & il aurait rassemblé plus de lumieres ; il aurait exprimé des vœux plus sentis, plus distingués & plus fermes. Cette premiere Assemblée sur-tout était d'une si grande importance, que le grand nombre n'y étoit pas indifférent peut-être.

Cette idée me conduit naturellement à la discussion d'un projet qui paraît arrêté pour simplifier , à l'avenir , les opérations d'une si grande machine ; & mon esprit s'y fixe d'autant plus, qu'il est fait pour séduire un peuple enfant en politique , & qui n'a pas encore ap-

pris à juger les objets à distance. Il ne suffit pas de vouloir le bien pour le faire ; il faut encore ne pas se tromper sur sa nature. L'erreur politique est tout près de la vérité. L'expérience seule apprend à les distinguer ; & elle n'est pas moins utile aux gouvernans, qu'aux gouvernés.

D'après la division du Royaume en Bailliages, calculée sur la population & la richesse combinées, on obtiendra, sans doute, une représentation proportionnelle exacte, & par conséquent la plus légale possible. Ce que décidera cette Assemblée, sera donc légal comme elle.

On se propose d'établir des Etats particuliers dans toutes les Provinces ; leur organisation uniforme sera déterminée & fixée dans les Etats-Généraux. Ces Etats particuliers seront donc les véritables Représentans de la Nation.



Or, dans l'ordre à établir pour le retour périodique des Etats-Généraux, au lieu de convoquer la Nation par de nouvelles élections, on imagine qu'il ferait plus simple que des Députés de chacun des Etats particuliers fussent appelés pour les Etats-Généraux; & l'on dit: les Etats particuliers étant élus légalement par la Nation, les Députés qu'ils éliront eux-mêmes pour former la grande Assemblée nationale, seront toujours de véritables Députés de la Nation; l'habitude même des affaires les aura préparés & rendus plus propres à décider des grands intérêts.

Vous voyez que je vous donne le projet dans tout son brillant; & ce n'est pas à tort que j'en ai annoncé l'apparence séduisante. J'avoue pourtant que je le regarde comme très-dangereux; je vous en donnerai mes raisons.

L'exercice des droits qui constituent

la liberté d'un peuple, est celui qui demande le moins d'interruption & le plus d'activité, celui qu'on ne peut confier à personne sans danger. Ce fut cette négligence funeste qui conduisit tous les peuples à la perte du premier de tous leurs biens, la liberté.

Les Etats provinciaux seront créés pour décider de tous les intérêts communs de la Nation, ou simplement des intérêts privés de chaque Province. S'ils décident de tout, leur dénomination n'est pas juste; ils sont des Etats-Généraux permanens; mais cette permanence d'une Assemblée demande la réunion, & alors ils sont mal organisés. Si, d'après leur dénomination, ils sont créés pour les intérêts particuliers de la Province, ils n'ont qu'une procuration spéciale portant sur des objets connus; & pour traiter de plus grands & de nouveaux intérêts, il leur faut une nouvelle procuration. Mais le Procu-

reur, dans ce cas, peut-il se reconstituer lui-même ? & cette nouvelle mission, le moindre changement à l'ancienne mission, peut-il être légal sans l'aveu positivement exprimé de ses commettans ?

Car enfin, supposons l'impôt déterminé par une Assemblée d'Etats-Généraux ; supposons les Etats-Provinceaux élus pour sa répartition, & les autres intérêts privés des Provinces respectives ; un Ministre veut établir un nouvel impôt d'une nécessité réelle ou imaginaire : il convoque soudain des Etats-Généraux extraordinaires ; c'est assurément une prérogative de la Couronne. Ces Etats sont composés de Députés des Etats-Provinceaux. Où est, dans ce cas, leur mission pour voter sur un objet inconnu, qui n'a pu être soupçonné par la Nation ? Comme ils seraient en petit nombre, combien de moyens n'aurait-on pas de les rendre faciles ?

faciles ? L'impôt consenti en pareil cas & par de tels Représentans , pourrait-il être regardé comme le vœu d'un peuple , qui n'y aurait eu aucune participation ? Serait-il sage , en fondant une constitution , d'admettre pour baze un acte aussi essentiellement illégal dans son principe ? Cherchons-en les effets.

Dans une nouvelle institution , tout est ferveur & enthousiasme ; mais il est dans la nature des choses , que cette première chaleur se ralentisse. Parmi les électeurs , un grand nombre distraits par leurs affaires privées , par leur ignorance , par la fréquence même des élections , négligeront bientôt l'exercice d'un droit dont les effets ne sont pas directement sentis. Les élections se resserreront dans un cercle plus étroit d'électeurs. Les familles considérées & puissantes y domineront par leur propre importance & leurs créatures , &



ce droit négligé fera avec le tems un droit perdu. Il sera perdu par l'usurpation des forts , l'impuissance & le respect des foibles. Un petit nombre de familles deviendront alors les seules éligibles par le fait. Le Gouvernement intéressé à connaître cette influence , aura mille moyens de s'en emparer , d'en tirer parti ; & dans un terme donné d'années , ce régime produira nécessairement l'aristocratie la plus inexpugnable.

Si au contraire les Etats-Généraux exigent une nouvelle commission , la distinction seule des deux mandats rendra le dernier plus intéressant & plus solennel. On obtiendra par-là une plus grande généralité de votes , par conséquent plus d'opposition & moins de moyens de dominer. Celui qui aura manqué aux élections des Etats Provinciaux , ne négligera point celles des Etats-Généraux , parce qu'il faudra qu'il s'y agit de plus grands intérêts ; parce que ces élections

seront moins fréquentes ; parce que ce sera pour envoyer à l'Assemblée de toutes les Provinces ; parce qu'enfin ce sera une Assemblée éloignée & plus grande ; & celui qui connaît le Peuple , fait combien ces idées ont sur lui d'influence. Enfin un nouveau mandat pour les Etats-Généraux , quand il ne seroit pas indispensable pour les rendre légaux , pour arrêter la marche aristocratique que j'ai tracée d'après la marche même des choses humaines , serait encore le seul moyen de réveiller l'intérêt public , & de faire sortir de l'engourdissement que produiront bientôt les Etats Provinciaux dans le plus grand nombre des Electeurs.

Faut-il des faits à l'appui de cette théorie ; jettons les yeux sur la hierarchie politique de la Hollande , qui paraît avoir fourni ce projet. Son exemple offrira à ce sujet une leçon effrayante & instructive. En fondant sa liberté , la Ba-

tave avait établi des assemblées publiques, qui nommaient les Magistrats ou Gouverneurs de chaque Ville Souveraine. Ces Magistrats nommaient eux-mêmes des Députés aux Etats de la Province, & ceux-ci députaient aux Etats-Généraux. Le Peuple, distrait par son commerce, négligea bientôt ces élections. Elles se resserrèrent peu-à-peu jusqu'à ce qu'enfin un certain nombre de familles puissantes en restèrent maîtresses. Les places ne sortirent plus des familles régentes, & les Etats-Généraux furent composés de ces Députés aristocrates. Le Stathouder se servit alternativement de l'ignorante fureur des Peuples pour les abattre, & de leur autorité usurpée pour enchaîner le Peuple, jusqu'à ce qu'enfin le joug, tombant sur toutes les têtes, apprit aux Bataves & à tout Peuple qui veut conserver sa liberté, combien il est important de n'altérer en rien le droit précieux de la représentation.

---

*LETTRE XXXV.***MILORD,**

LES époques des Assemblées Nationales forment une question du plus grand intérêt, & de laquelle dépend peut-être la liberté de la Nation. Les Etats de 1614 avaient bien déterminé qu'on s'assemblerait encore ; mais n'ayant rien fixé pour les époques, la couronne, à qui le soin en avait été laissé, put éluder une décision illusoire, puisqu'elle n'avait pas été rendue indépendante.

Si l'attachement aux formes antiques faisait adopter un retour périodique, il ne devrait pas sans doute être porté plus loin que trois années. Mais alors il faudrait qu'une loi positive & constitutionnelle autorisât la Nation à procéder aux élections de ses représentans, tous les



premier Avril de chaque trois années , pour se trouver au premier de Mai au lieu indiqué par le Prince ; mais comme la prérogative royale doit sur-tout comporter tous les moyens d'opérer le plus grand bien , ce serait au Prince seul qu'il appartiendrait de juger des cas où l'intérêt général pourrait exiger des assemblées extraordinaires , & à lui seul serait attribué le droit de les convoquer hors des époques fixées par la Nation.

Cependant il est difficile de se défendre des craintes que mille inconvéniens , attachés à cette interruption d'assemblées , inspirent. Si c'est une vérité morale de la plus grande évidence , que l'homme tend toujours à l'augmentation de son pouvoir , combien de fois la succession des règnes n'offrirait-elle pas , dans les agens du pouvoir exécutif, ces ames hardies & entreprenantes , qui comptent leur avantage pour tout , & celui du Public pour rien. Les Princes

ne font que trop souvent entourés de ces hommes pervers , qui cherchent leur aggrandissement futur dans la spoliation de leurs Concitoyens ; qui savent éveiller , égarer les passions de leurs Maîtres , pour en faire les instrumens de leur propre ambition. Un intervalle de trois années ne fournira-t-il pas mille moyens à un Ministre corrompu pour anéantir tout ce que la sagesse d'un Prince vertueux aurait fait pour ses Peuples ? Une armée considérable à ses ordres , les suites d'une guerre heureuse , la sécurité même d'un Peuple qui se reposera de son bonheur sur une constitution sage & bienfaisante , tout servira à l'ambitieux pour plonger de nouveau la Nation dans un esclavage d'autant plus affreux , qu'on redoutera le souvenir même de son bonheur.

Ces considérations sont bien dignes sans doute de fixer l'attention de la Nation , & du Prince lui-même , qui n'a

pas un moindre intérêt à établir le bonheur général sur la base la plus solide.

La permanence des Etats , ou de l'Assemblée générale , est la seule qui promette à l'édifice publique une consistance inébranlable ; & s'il était possible d'amener les corps au sacrifice des prétentions de l'égoïsme , pourquoi n'adopterait-on pas l'unique moyen d'un bonheur permanent. Ce sont ces prétentions funestes , qui , alarmant sans cesse l'autorité sur ses prérogatives , couvrent de ce prétexte coupable , des intérêts personnels & dangereux.

Qu'entend-on par prérogative d'un Monarque ? C'est sans doute , ce ne peut être que toute l'étendue de pouvoir possible pour opérer le bien général. C'est la définition que n'oserait nier le plus mal intentionné fauteur du pouvoir arbitraire. Hors de cette définition , il ne reste que le pouvoir de faire le mal , & s'il est des hommes assez pervers pour

le désirer , il n'est point de front assez hardi pour l'avouer sans le déguiser & le couvrir de la gaze des illusions. Il est donc pour le Prince , qui cherche la vérité , un thermomètre sûr du degré d'honnêteté & de perversité des avis qu'on lui donne. Toute prérogative , qui peut devenir le moyen d'opérer le mal , qui n'influe pas sur le caractère du Prince qui l'exerce ; mais au contraire en reçoit elle-même une influence qui la rend bonne ou mauvaise , ne peut-être une prérogative ni désirable ni juste. Elle n'est point juste , puisqu'elle peut léser les intérêts qui lui sont confiés , & que cet effet doit être très-fréquent en raison du plus grand nombre d'hommes dépravés que d'hommes justes : elle n'est point désirable , puisque le Prince étant obligé de s'en remettre sur autrui de l'exercice de ses prérogatives , ceux qui en sont chargés , tentés sans cesse de sacrifier l'intérêt public à leur avantage



particulier , parce que tel est la nature de l'homme sans frein , couvrent leurs crimes de son nom , & ils l'associent à des malversations auxquelles il n'a , il ne peut avoir aucun intérêt.

Un Monarque est en puissance l'homme vertueux par excellence , parce qu'il n'a point d'intérêt en opposition avec autrui. En possession d'un pouvoir , d'une richesse , d'une considération , qui ne craignent aucune rivalité , c'est le seul être dans la nature sur la justice , sur la vertu duquel on puisse compter sans réserve. En effet , quelle position plus grande , plus noble , plus satisfaisante que celle du Chef d'une Monarchie bien ordonnée ! la portion la plus belle du pouvoir législatif lui appartient. Il ne fait pas les Loix & il n'a point intérêt de les faire. Au contraire , sans cesse exposé à l'erreur par les illusions qu'on lui prépare , il pourrait , sans le vouloir , faire le malheur public. Mais il juge

ces Loix , il prononce sur leur sagesse , parce qu'il a intérêt qu'elles soient justes ; c'est lui , dont la sanction , semblable à l'Être Suprême , devient la source de l'ordre & du bonheur , en imprimant le sceau du respect & de la vénération aux Loix qui gouvernent ses Peuples. Toute la plénitude du pouvoir exécutif lui est remise , parce que la Loi étant sa volonté , on ne peut sur cet objet égarer sa justice , qui a toujours l'étoile qui le dirige. Ce n'est donc point le Monarque qui peut s'intéresser à des prérogatives , qui ne feraient que le pouvoir d'opérer le mal.

Mais ceux qui l'entourent , mais ceux qui l'approchent , mais ceux qu'il charge de l'exercice de sa puissance sont dans une position bien différente ; comme ils ne diffèrent des autres Sujets que par le pouvoir qu'il leur communique ; comme ils se trouvent par tous les autres rapports en rivalité avec un plus ou

moindre nombre de leurs Concitoyens ; comme ils sont agités par toutes les passions que cette rivalité excite ; que ce n'est qu'aux dépens d'autrui qu'ils peuvent les satisfaire ; que c'est par des coups d'autorité qu'ils inspirent la crainte & vengent les ressentimens particuliers ; que c'est par une manutention arbitraire des deniers publics , qu'ils peuvent accumuler des fortunes énormes , un intérêt impérieux les pousse à porter les prérogatives du Prince au-delà de leur terme naturel , parce que c'est au-delà de ce terme seul qu'ils peuvent satisfaire des passions déréglées.

C'est donc de l'ambition privée des hommes ou des Corps , dont une Nation doit se garantir : c'est de la corruption qui l'entoure , que le Prince doit se préserver. Son intérêt autant que l'intérêt national demande une garde toujours existante pour protéger l'ordre public , & cette garde ne peut se trouver

que dans la permanence des Assemblées nationales; entre les mains de ceux qui y ont le plus d'intérêt, & qui ne peuvent être trompés. C'est la force du Prince, comme la sûreté de la Nation, & l'expérience ne concourt pas moins que les principes, à prouver que le Trône, qui a toujours trouvé dans les Peuples son plus ferme appui, n'a été quelquefois ébranlé que par l'ambition des Puissans.

La permanence des Etats-Généraux nécessiterait plusieurs changemens importans dans la hiérarchie politique de l'État. Mais avant d'obtenir un résultat clair & complet, il est indispensable de se faire une idée juste de la nature des Corps ou Ordres, qui causent tant d'embarras. Je commencerai par le Tiers-État.



---

**LETTRE XXXVI.****MILORD,**

Je ne connais point d'abus d'expression aussi révoltant, aussi insensé que celui de Tiers-État. Quand les affranchissemens, l'industrie & le commerce eurent rendu au Peuple cette importance, qui devint utile aux Rois, & le fit rappeler aux Assemblées nationales, on lui donna une dénomination qu'il n'avait point portée dans l'origine de la Monarchie : alors on l'appellait la Nation. Mais par une suite de l'abus, qui lui avait ravi sa liberté, en la lui rendant, en l'appellant de nouveau à la discussion de ses affaires, l'orgueil des Tyrans lui conserva une trace de sa servitude ; on lui donna une déno-

mination qui emportait l'idée de faveur, & ce ne fut que comme un tiers qu'il fut admis aux délibérations des deux Ordres existans. Assurément cet orgueil n'était guères géomètre, en donnant au contenu plus de capacité qu'au contenant, & en regardant la partie comme plus grande que son tout.

Qu'est-ce qu'une Nation? C'est la collection de tous les individus qui la composent. Toutes les petites associations qui peuvent se former dans son sein, sous quelque dénomination que ce puisse être, sont toujours des parties de ce tout, qui ne changent rien à son essence. Ce sont les branches d'un arbre; quelque soit leur nombre, leur forme ou leur dimension, elles appartiennent toujours au tronc qui les porte & en sont dépendantes. Une grande Nation exige un immense service. Ce service fait naître un nombre infini d'emplois. Il en est de plus ou de moins distingués : ceux

qui commandent sont plus élevés que ceux qui obéissent ; mais tous sont subordonnés à l'être collectif, appelé la Nation ; & jamais , sous aucun prétexte , les intérêts ou les prétentions isolés de ces Corps ne peuvent entrer en concurrence avec l'intérêt national.

Par quelle étrange subversion d'idées, des Corps , qui ne sont à la Nation , que comme un à vingt-cinq , prétendent-ils concentrer en eux-mêmes des pouvoirs qui n'appartiennent qu'à elle ? Par quelle étrange folie donne-t-on à la Nation la dénomination absurde de Tiers-État , comme si elle n'était qu'une troisième partie d'elle-même ? S'il était question de diviser une Nation en Ordres ou États , la nature même de la Société n'en offrirait que trois. Le Propriétaire ou Cultivateur qui fait renaître les richesses , le Commerce qui donne la valeur à ses richesses , & l'Industrie qui , payée par ces deux Classes , leur fournit

tous

tous les objets de nécessité , d'utilité ou d'agrément. Tels sont les trois Ordres qui constituent essentiellement une Société , sans lesquels elle ne peut prospérer , ni même exister. La force publique elle-même lui appartient bien , mais n'en fait point une partie absolue. Faite pour protéger & défendre l'association , elle est à son service , mais elle n'en est point nécessairement membre. Toute autre composition est abusive , ridicule & absurde.

Telles sont les trois , ou , si l'on veut , les quatre classes de citoyens , qui forment essentiellement toute nation quelconque. Toute dénomination , tout emploi , toute occupation , qui n'appartiennent point à l'une de ces divisions , sont absolument étrangères à l'association , ne sauraient avoir intérêt à la chose publique , & par conséquent avoir voix à ses délibérations. Si la Société les admet , les tolère dans son sein , cette



tolérance, fondée sur le respect pour la liberté de l'homme, doit s'arrêter là où elle pourrait devenir nuisible ; on ne doit pas permettre sur-tout que des confédérations factices & étrangères à l'ordre social, s'emparent de la chose publique, & n'admettent la Nation qu'en tiers à ses propres délibérations. Le Clergé & la Noblesse ne feraient-ils pas précisément dans le cas de cette hypothèse impolitique & absurde ?

---

# LETTRE XXXVII.

## MILORD,

JE ne m'étonne point que le Clergé ait formé, ait maintenu toutes sortes de prétentions, tant que l'ignorance des peuples leur a défendu la discussion. Il faudrait plutôt s'étonner, qu'un corps,

avec les moyens d'abuser, se fût maintenu dans de justes limites. Le Philosophe, surpris d'un effet qui contrarierait la marche de la nature, serait obligé de chercher dans quelque circonstance extraordinaire, la cause de ce phénomène inconnu jusqu'à présent.

Mais lors du réveil de la raison, quand le peuple, frappé de son erreur, ouvre les yeux à la lumière; il n'est pas moins surprenant peut-être, qu'un Corps, qui n'a pu avoir d'existence politique, que par l'aveuglement des hommes, espère encore faire illusion & tienne à des prétentions, dont lui-même n'ignore pas la futilité.

La Religion Chrétienne se glissa dans les États, sans bruit, lentement & dans les ténèbres. Le premier abus du Clergé, fut la malversation des fortunes de ses Néophytes, qui, vivant en communauté, l'avaient fait le dispensateur de leurs biens. Quand la Religion devint domi-

nante, elle continua de prêcher le mépris des richesses & le mérite des privations. L'ingénieuse fable de la fin prochaine du monde vint à l'appui des prédictions. Les hommes aveuglés, crurent qu'il fallait être pauvre pour arriver au ciel. On se dépouilla pour enrichir l'Eglise, & l'avidité même du Clergé à s'approprier des richesses, qui selon lui fermaient l'entrée du Ciel, ne fut pas capable de détruire cet étrange aveuglement.

Mais tout fut perdu à l'époque de cette barbare ignorance, dans laquelle fut plongée l'Europe, depuis le neuvième jusqu'au seizième siècle. L'esprit de guerre, d'anarchie & de brigandage, la passion atroce des croisades, ce mélange de superstition & d'injustice, confondirent toutes les idées, détruisirent tous les principes, dénaturèrent jusqu'à la vertu. On se permit tous les crimes pendant sa vie : on dépouilla la veuve,

l'orphelin. Quand l'instant de tout quitter arrivait ; on tranquilisait sa conscience, en cédant le produit de tant d'iniquités à l'Eglise (1) ; à l'Eglise , qui osait vendre la paix du juste au scélérat, quand l'infortune de l'innocent était souvent le prix de ce honteux marché. Tout resta pauvre, excepté le Clergé qui seul possédait plus que l'Etat tout entier.

Tant de richesses , composées des dons impolitiques des Princes , des acquisitions personnelles , des produits d'une pieuse supercherie, avaient donné au Clergé une importance, que fortifiaient encore l'opinion & l'ignorance. Placés dans les Conseils des Rois , revêtus des dignités & des fiefs , les Evêques se virent par-tout consultés , révé-  
rés , obéis : dans les assemblées nationales, le respect leur donnait la première

---

(1) Il y eut à Rome un tarif pour tous les crimes. Les vols , les assassinats mêmes , se rachetèrent, en composant avec cette Cour.



place; & quand elles prirent quelque forme, il n'est pas surprenant que le Clergé y devînt le premier ordre.

Si la Religion s'était établie dans un tems de lumière; si Dieu l'avait donnée au monde dans le dix-huitième siècle, on n'aurait pas vu, sans doute, ses Ministres montrer tant d'opposition entre leur conduite & ses préceptes. Apôtres d'un Evangile qui leur ordonne la pauvreté, on ne les aurait pas vus régorgir de richesses : de préceptes qui leur défendent l'ambition & l'attachement au règne de ce monde ; ils n'auraient pas formé des prétentions d'ordre politique dans les Etats. Ces vices furent les effets de ces siècles d'abrutissement qui n'ont eu que trop d'influence sur les siècles qui ont suivi.

Si donc, toutes ces institutions vicieuses furent des erreurs de la société, pourquoi ne les corrigerait-on pas? Les Corps politiques, comme les individus,

ont leur enfance, leur maturité. Leur vie politique, à les mêmes époques, éprouve les mêmes inconvéniens que la vie morale de ceux-ci. Pourquoi donc les Sociétés, sujettes à l'ignorance, aux erreurs de la jeunesse, ne pourraient-elles pas y remédier à l'âge de la prudence? Refuserait-on aux hommes réunis un droit que toutes les associations accordent à chacun en particulier?

Mais, disent les partisans du Clergé, de quel droit dépouiller un grand Corps des privilèges qui font partie de sa propriété? On demande quels sont ses titres : & quels sont les titres de tous les propriétaires, du pouvoir lui-même, sinon l'usage, la jouissance & la prescription?

Ce langage souvent tenu, souvent répété, n'est cependant qu'un pur sophisme. Oui, on trouveroit difficilement des titres aux abus de la propriété. Mais, pour la propriété même, on fixe aisé-

ment son origine. On la suit dans sa marche, on détermine le comment, le pourquoi chaque membre d'une association, le pouvoir lui-même jouit des droits qu'il exerce.

La Société, forcée par sa multiplication, de demander à la terre une surabondance de fruits qu'elle ne pouvait fournir spontanément, divisa ses possessions entre ses membres. Cette division eut donc pour but l'intérêt de tous, puisque la propriété eut pour objet la multiplication des subsistances. La différente fécondité des familles mit d'abord de l'inégalité dans la race qui succéda. L'avarice accumula, la prodigalité dissipa; il y eut des riches; il y eut des pauvres. Il est aisé de suivre cette marche nécessaire de l'Ordre social, & de fixer au milieu de ces variations le titre des possessions particulières & des droits qui en dérivent.

La Société eut besoin d'une force pu-

blique, pour maintenir l'ordre au-dedans & la sûreté au-dehors. Un corps , un homme fut choisi pour mouvoir & diriger cette force publique, & ce corps ou cet homme fut appelé Prince. On lui attribua des droits pour le mettre en état d'exécuter, des prérogatives pour le dédommager du fardeau dont il était chargé. Toutes ces institutions eurent un but politique, dont on peut assigner les titres. Elles doivent être respectées. Y toucher, ce serait attaquer l'existence même de la Société.

Que chacun ait donné à ses droits plus d'extension qu'on n'en avait d'abord accordé, cela peut être; cela est, sans doute; c'est un effet presque inévitable des passions humaines qui tendent toujours à se satisfaire, & ne peuvent guère y réussir qu'aux dépens d'autrui. C'est là l'abus; mais le titre, mais la chose n'en existe pas moins.

Comment comparer à ces institu-



tions sociales , une propriété abusive dans son principe , qui n'a aucun but relatif à l'ordre social , qui n'est propre qu'à lui nuire , & qui n'a d'autre titre que l'abus de l'ignorance & de l'inexpérience des sociétés ? Comment défendre les privilèges d'un corps , qui ne s'empara des richesses , qu'en procédant contre ses propres principes , qui demanda d'être admis en renonçant à tout , & bientôt s'empara de tout. Car , enfin , s'ils sont apôtres de l'Evangile , si c'est à ce titre qu'ils ont une existence dans l'état , l'Evangile leur défend la propriété. Ils ne peuvent étayer sur ce code une propriété qu'il réprouve ? A quoi tiennent donc ces droits , s'il ne dérivent ni de la société , ni même de la religion ?

Mais , pour ne laisser aucun doute sur cette importante question , analysons l'histoire des biens du Clergé ; & si le résultat forme une évidence de mes

assertions, j'ai d'un seul coup anéanti toutes les prétentions.

L'Histoire des biens ecclésiastiques présente trois époques remarquables, & qui jetteront un grand jour sur les principes que j'ai établis.

Les premiers Chrétiens vécurent en communauté. Un mélange de platonisme & de stoïcisme; le mépris des choses terrestres pour ne s'occuper que d'une vie à venir : des vertus austères & rigides, telles que les pratiquent toujours une secte nouvelle, changèrent les idées des nouveaux Prosélites, donnèrent une autre tournure à leurs passions. Tous les biens furent mis en commun. C'était assez pour un Chrétien d'avoir le simple nécessaire pour soutenir une vie que l'on regardait comme un exil, & cette subsistance journalière était fournie par la Communauté. C'était dans l'état une sorte de république religieuse, où tout se faisait à la pluralité des voix,

& dont les Prêtres étaient les agens , les commis & les directeurs.

Sans doute cette fraternité offre un spectacle très-touchant & trop peu admiré. Nous vantons sans cesse les institutions de Sparte. On cite Lacédémone comme le modèle du Gouvernement le plus vertueux. Cette communauté chrétienne l'emporte pourtant à beaucoup de titres. La première eut pour but de faire des guerriers & des destructeurs ; la seconde de rendre les hommes bons & humains. L'une fut le produit d'une législation politique , étayée des forces d'un état pour s'établir , & n'eut point d'obstacles à combattre. L'autre fut l'ouvrage d'un sentiment exalté , vainqueur de toutes les passions. Etrangère dans l'état , poursuivie , tourmentée , elle se soutint par son seul enthousiasme ; & sous ce point de vue , le Législateur Chrétien l'emporte sur le Législateur Grec.

Dès que Lacédémone devint conquérante , elle cessa d'être vertueuse , & cela dû être. C'est la marche de la nature. On ne contient plus une passion , à laquelle on a donné de l'activité. La Religion Chrétienne , devenue dominante , s'étendit , acquit des richesses , & comme Sparte elle perdit cette égalité , qui avait fait le charme & le mérite des premiers Chrétiens. Les circonstances l'enrichirent ; la nécessité la divisa. Il y eut une Eglise de Rome , une Eglise de Constantinople , & nombre d'autres , qui toutes séparèrent leur intérêt de l'intérêt de leurs frères. En se multipliant davantage , il ne fut plus possible de vivre en communauté. Alors la nécessité , qui dû mettre fin à tout Gouvernement patriarchal , modèle de celui-ci , la trop grande multiplication des Membres relâcha les nœuds mêmes des Chrétiens de la même Eglise. Les biens qui appartenaient à tous , se divi-



serent entre tous. Une portion fut pour l'Evêque , l'autre pour les Prêtres ; la troisième pour la Fabrique , c'est-à-dire pour subvenir aux dépenses communes ; la quatrième & la plus considérable fut pour les pauvres , les veuves & les orphelins. Tel fut le changement qui constitue la seconde époque ; mais avant de l'abandonner , il est deux remarques essentielles à faire.

La première , c'est que l'Eglise ne s'entendait point , comme aujourd'hui , du Clergé seulement , mais de tous les Chrétiens indistinctement ; que le Prêtre n'avait pas plus de droit que le Laïc ; que les biens appartenaien à tous ; qu'enfin tout ce qui concernait le culte & la discipline était décidée à la pluralité des voix de la société toute entière.

La seconde est que , du moment que la Religion devînt propriétaire , elle paya le tribut pour ses possessions , parce que la propriété , en quelque main qu'elle

passe , est toujours le gage de l'aliment  
 de la force publique , puisque c'est pour  
 sa sûreté qu'elle existe. Ainsi Constantin  
 Pagonat , en 681 , remit à l'Eglise de  
 Rome une partie des tributs qu'elle payait  
 depuis ses acquisitions , & Justinien Rit-  
 menus lui remit le reste. C'était donc une  
 faveur , & non pas un droit. Le Prince  
 avait-il lui-même celui de l'exempter  
 d'une partie des tributs pour la faire sup-  
 porter aux autres Propriétaires ? Sans  
 doute non , & cet acte impolitique te-  
 nait plus à la superstition qui régnait , qu'à  
 la justice ou à la raison. Cette redevance  
 des biens ecclésiastiques , est encore con-  
 firmée par le canon , trop peu connu ,  
 de Saint Ambroise. *Si l'Empereur veut  
 un tribut , nous y consentons : que les  
 biens ecclésiastiques paient l'impôt. Si l'Em-  
 pereur veut s'emparer des terres de l'Eglise ,  
 il en est le Maître : qu'il les prenne ; je  
 ne les donne ni les refuse.*

Les Evêques & les principaux Abbés ,

devenus riches & puissans , s'occupèrent bientôt des affaires temporelles , beaucoup plus que des choses spirituelles. Ils entretenirent des guerriers , se mêlèrent des querelles des Rois ; & l'ambition , stimulant leur avarice , ils s'emparèrent des portions & des pauvres & de la Fabrique , & des autres Ecclésiastiques. Ceux-ci , qui seuls s'occupaient de leur mission & des devoirs apostoliques , furent réduits à un état de misère , qui tomba à la charge des Peuples. La piété & la compassion , l'effet d'une vie austère sur des esprits qui avaient pour objet de comparaison la conduite scandaleuse des Evêques , leur valurent des offrandes qui les firent vivre. Mais cet état était trop précaire. Leur pauvreté devint industrieuse. On chercha à persuader au Peuple , que la dîme des biens , annexés aux Lévites par l'Ancien Testament devait être également payée dans le Nouveau. Ce fut en France que cette doctrine prit

prit naissance (1). La dîme fut d'abord payée volontairement, parce qu'elle ne

(1) Les Capitulaires recueillis par Baluze, t. 2, nous instruisent de la manière dont autrefois les Ecclésiastiques parvinrent à se faire payer la dîme en France. Ils firent descendre du Ciel une lettre de Jésus-Christ. Par cette lettre, l'Homme-Dieu menace les Païens, les Sorciers & ceux qui ne paient pas la dîme, de frapper leurs champs de stérilité, & d'envoyer des serpens ailés pour dévorer les rétons de leurs femmes.

Cette première lettre n'ayant point réussi; les Ecclésiastiques ont recours au Diable. Ils le produisent (voyez les mêmes Capitulaires) dans une Assemblée de la Nation; & le Diable, devenu tout-à-coup apôtre & missionnaire, y prend à cœur le salut des Français. Il tâche de les rappeler à leur devoir par des châtimens salutaires. « Ouvrez enfin les yeux, disait le Clergé; le Diable lui-même est l'auteur de la dernière famine. Lui-même a dévoré les grains dans les épis. Redoutez sa fureur. Au milieu des campagnes, il a déclaré par des hurlemens affreux, qu'il exercerait les plus cruels châtimens sur les Chrétiens endurcis qui nous refusent la dîme.

Tant d'impostures de la part du Clergé, prouvent qu'au tems de Charlemagne, les gens pieux étaient les seuls qui payassent la dîme. Si le Clergé eût eu le droit de la lever, aurait-il eu successivement recours à Dieu & au Diable?

*Tome II.*

E



fut pas exigée comme un droit, & que la pauvreté du bas Clergé sollicitait la charité des Peuples. Mais le caractère du Prêtre se dévoila bientôt, & il en arriva, comme de toutes les usurpations ecclésiastiques. On introduisait d'abord un usage par la persuasion. On argumentait ensuite de l'usage pour l'établir en droit.

La dîme passa de France en Italie avec les Carlovingiens. Les Papes cherchèrent alors à l'introduire dans toute la chrétienté. Il est vrai qu'elle essuya beaucoup de contradictions. S. Bernard, S. Grégoire & tant d'autres, déclamèrent contre ces usurpations du Clergé, & sur-tout contre l'emploi de ces richesses.

En effet, les institutions de Moïse, faites pour le Peuple Juif, avaient été abolies par la nouvelle loi; &, quand on aurait voulu adopter ce précepte, il eût fallu l'adopter tout entier. Or,

Moïse, en donnant aux Lévites la dîme des biens d'Israël, leur avait défendu d'avoir aucune propriété; mais le Clergé Chrétien ajoutait ce nouveau revenu à des possessions déjà immenses; il l'ajoutait à la mine inépuisable du Purgatoire.

Cependant, les ténèbres s'étaient trop épaissies; les Papes avaient pris trop d'ascendant sur des peuples ignorans & crédules, pour que la raison pût tenir contre les censures ecclésiastiques & les excommunications de Rome. Ces foudres commencèrent à tonner sur toutes les opinions; & les Nations, baissant la tête, s'abandonnèrent à l'usurpation la plus avide qui ait jamais tyrannisé le monde.

Ce fut au milieu de ce désordre que le Clergé devint si nombreux, qu'il dévora la substance des peuples. Dans les premiers siècles du christianisme, on n'ordonnait d'Ecclésiastiques que sui-

vant le nombre des Eglises ; c'était à l'instant même d'une vacance , & non autrement , que se présentaient les candidats. Jusqu'au sixième siècle , l'emploi fut inséparable de l'ordination ; mais dans la suite , l'ambition des Evêques , qui cherchaient à multiplier leurs sujets , les immunités accordées aux Clercs en augmentèrent prodigieusement le nombre. Tous voulaient entrer dans un état qui procurait tant d'importance , qui mettait hors de la dépendance des Princes mêmes. Ce furent les incursions des Lombards qui donnèrent lieu à cette innovation , & elle eut des suites si curieuses pour l'orgueil du Clergé , qu'elles méritent qu'on s'y arrête un instant.

Tous les Prêtres faits , comme je viens de le dire , pour servir une Eglise vacante , s'appelaient *ordonnés*. Lors du débordement des Lombards , grand nombre de ces *ordonnés* furent entraî-

nés par ce torrent ; & , en perdant leur résidence détruite , ils se virent forcés de chercher ailleurs emploi & subsistance. Les Eglises de Rome & de Ravenne , qui étaient les plus riches , leur donnèrent asyle ; & ces nouveaux venus furent appelés *incardinés* pour les distinguer des *ordonnés*. Delà vint qu'à Rome & à Ravenne , où l'usage en devint fréquent , tous les Prêtres s'appellèrent Prêtres cardinaux : mais en 1543 , Paul III abrogea cet usage à Ravenne , afin que cette dénomination , restant à la seule Eglise de Rome , lui procurât une distinction dont on pût tirer parti pour étayer son élévation ; le nom de Cardinal perdit par là la signification qu'il avait dans son origine , pour devenir une des premières dignités du monde. Ainsi le bloc , longtemps dédaigné , travaillé par le statuaire & façonné dans un Saint révééré des Peuples , est élevé en pompe , & do-



mine orgueilleusement sur l'opinion.

Ce fut par la même marche & avec la même intention , que les Evêques de Rome s'attribuèrent exclusivement le nom de Pape. Ce nom , commun à tous les Evêques , était employé indistinctement pendant les dix premiers siècles de l'Eglise : on les nommait tous souverains Pontifes. S. Cyprien , Evêque de Carthage , est plus d'une fois appelé Pape. Jérôme , Augustin , Sidoine , Apollinaire & tant d'autres , se donnent réciproquement le nom de Pape. Ce ne fut qu'en 1076 que l'entreprenant Grégoire VII ordonna le premier , que le nom de Pape lui serait exclusivement attribué.

Si donc les biens de l'Eglise appartinrent , dans le principe du christianisme , à la généralité des Chrétiens ; s'ils firent une masse commune ; si le Clergé n'en fut , n'en est effectivement que l'administrateur , cette propriété

commune ne peut donner à celui qui en est l'éconôme, aucun droit de représentation. Tout citoyen a le même titre pour la représenter dans l'Assemblée nationale. Comme cette espèce de propriété n'eut d'autre but que l'avantage général, c'est à la généralité à juger de cet avantage. Si même, avec le tems & les circonstances, cet avantage public avait changé d'objet, nul doute que la généralité ne fût maîtresse, conformément à tous les principes, d'en faire une application plus utile.

---

## LETTRE XXXVIII.

MILORD,

TOUTES les sociétés connues nous offrent des distinctions entre les classes des citoyens. L'Inde qui paraît le ber-

ceau du monde, a fixé entre elles des barrières impénétrables. La Chine, le Mogol, tous les Etats qui l'environnent, les ont admises, plus ou moins prononcées; & si delà on s'avance vers l'occident, en jettant à droite & à gauche un œil observateur, par-tout les associations politiques présentent des classes d'hommes distinctes, & l'image de cette Noblesse, dont on discute aujourd'hui les prérogatives & les droits.

Quelques publicistes ont cru que la Noblesse provenait naturellement de la propriété; mais cette origine, démentie par la plupart des sociétés, me paraît plus combattue encore par la raison & les principes constitutifs de toute association bien ordonnée. La propriété met déjà par elle-même une si grande distance entre le propriétaire & le non-propriétaire, qu'en y attachant encore des distinctions factices, ce serait ré-

duire indispensablement le non-propriétaire à l'esclavage, & l'esclavage est un état contre nature. Toute distinction dans une société, dont l'égalité fait la base, doit être consentie. Une telle Noblesse ne serait donc qu'un abus du riche, & son existence ne pourrait s'attribuer qu'à l'impuissance de la détruire.

Les Gouvernemens théocratiques ont attaché la Noblesse au sacerdoce. Le Prêtre la faisait descendre du Dieu qu'il avait inventé. Aussi faite par lui & pour lui, son origine céleste la rendit toujours le joug le plus terrible & le plus difficile à secouer. Les Brame ne perdront leur prééminence, que lorsqu'une autre secte les subjuguera.

La Chine en fixa l'idée au mérite & à l'instruction. Cette Noblesse personnelle & réelle, y fit le bonheur & la prospérité des peuples. Son influence fut si puissante, que deux fois conquise,



la Chine subjuga par ses mœurs , ceux-là même qui l'avaient subjuguée par les armes.

Dans nos Gouvernemens à demi-barbares , la Noblesse se confondit avec la valeur. Des Peuples usurpateurs & ignorans , avides de sang & de dépouilles , durent regarder le courage comme le premier mérite , & ce mérite fit la Noblesse.

Quand les Francs s'emparèrent des Gaules , la conquête établit une distinction entre le vainqueur & le vaincu , & le seul usurpateur fut Noble. Mais perdant bientôt la férocité de leurs ancêtres , comme le dit un Historien (1) qui écrivait sous la première dynastie , ils prirent des Romains leurs connoissances politiques. Alors les vainqueurs & les vaincus se confondirent. Les distinctions odieuses furent anéanties. Les emplois furent rem-

---

(1) Agatias.

plis par élection , & il est bien douteux qu'il ait existé , jusqu'à la troisième dynastie , d'autre Noblesse que celle du mérite personnel ; du moins n'en restet-il point de trace.

Les troubles affreux qui accompagnèrent la destruction des Carlovingiens , & le pouvoir naissant des Capets , donnèrent naissance à un nouvel ordre de choses. Les fiefs , ou bénéfices , comme le dit encore l'Auteur que j'ai cité , étaient donnés par élection aux hommes distingués par leur mérite , à la charge de défendre les Peuples pendant la guerre , & de rendre la justice pendant la paix. Les fiefs étaient donc la solde de cet office utile , la Noblesse personnelle en était la récompense. Mais au milieu de l'anarchie des vassaux & de la faiblesse des Rois , ceux qui tenaient ces fiefs lucratifs , les passèrent à leurs enfans. Munis des forces de l'Etat , ils s'en servirent pour leur propre for-

rune. Le tems, donnant à l'usurpation une certaine consistance, les fiefs devinrent héréditaires. Par une erreur assez ordinaire aux hommes, qui sont toujours conduits par les noms & non par les choses, l'habitude de la considération accordée aux Magistrats, dont les fiefs étaient la solde, confondit aisément les idées. Cette considération suivit les fiefs, même entre les mains de ceux qui les possédaient sans titre, & à qui on ne devait point de considération. Le respect, passa de la chose à l'homme, du fief à l'usurpateur du fief, & la Noblesse devint héréditaire comme lui.

L'abus ne s'en tint pas là. Il marche à pas de géant. La considération ou la Noblesse, qu'on ne tenait plus de l'aveu ou du choix des Peuples, mais de la naissance, mit naturellement le hasard de la naissance à la place du mérite. Cette nouvelle confusion d'idées augmenta le désordre. Ce ne fut plus le

seul possesseur du fief, qui jouit de la considération ou de la Noblesse. Elle s'étendit à tout ce qui tenait à la même origine : frères, neveux, cousins, tout fut noble, & une distinction factice, faite uniquement pour flatter la vanité des individus, s'introduisit dans la société.

Tels sont les faits qu'offre l'Histoire. Le Pair Anglais qui remonte à la conquête, & le Pair de France, qui compte depuis Capet, ne sauraient se faire illusion sur leur descendance féodale. En vain voudraient-ils attacher leur origine à la naissance du monde, jamais la raison ne se prêtera à cette Noblesse imaginaire. L'époque de l'hérédité des fiefs est la seule époque d'une Noblesse héréditaire parmi nous.

Les faits n'offrent donc à la cause des Nobles que des moyens stériles. Convenons-en, Milord, on perd plus en se défendant avec de mauvaises raisons



qu'en employant la franchise. Au tort de sa cause, on ajoute le tort de sa mauvaise foi, & au moins, c'est trop d'un. Car, enfin, en fondant tous les droits sur des faits, on les fait dépendre d'une simple vérification, qui est dans les mains de tout le monde. Quand cette vérification se tourne contre nous, il n'y a entêtement qui tienne; ce qui se montre noir ne paraîtra jamais blanc.

○ Ce n'est pas que, jusqu'à un certain point, je ne croie la Noblesse excusable. Elle était d'abord de bonne foi, & elle devait l'être. Des abus antiques & successifs lui avaient attribué des privilèges dont elle jouissait sans trouble. Elle n'avait point d'intérêt d'en chercher où d'en discuter les titres. Il étaient injustes; mais cette injustice, dont la source se cachait dans la nuit des tems, devait leur paraître un droit. La paresse, la vanité, & l'amour des jouissances, fortifiaient l'illusion, & je ne m'étonne

point que les premières attaques aient excité une opposition repoussante.

Mais quand la querelle fut engagée, quand l'activité de la Nation lui eut fait recueillir tous les faits qui démontraient l'origine abusive de ces privilèges; quand on leur eut prouvé qu'en matière de charges publiques, toute exemption était une injustice, que nul n'a droit d'accorder, que nul n'a droit d'obtenir: c'était alors, ce me semble, qu'il fallait changer de système. Les Parlemens leur en avaient donné l'exemple. Ils avaient eu l'adresse d'abandonner à tems une prérogative flatteuse, soutenue si long-tems, mais qu'ils sentaient s'échapper de leur main. La Noblesse, frappée de la justice des réclamations de la Nation, devait également offrir le sacrifice de ses exemptions, non à titre de générosité, car c'était se donner l'apparence de conserver une arme cachée, mais à titre de droit & de justice. Elle aurait dû pro-

poser elle-même d'anéantir le moyen qui avait introduit des maux dont elle reconnaissait l'existence. Dès qu'on ne desirait plus les effets, on ne doit point s'intéresser à la cause. La représentation égale du Privilégié & du non Privilégié, devait donc être sollicitée par elle-même, puisque c'était par ce vice politique que le mal s'était introduit. Elle aurait dû enfin mépriser le subterfuge de voter par ordre, qui rend cette égalité illusoire, & entretient des doutes sur sa bonne-foi.

C'était perdre beaucoup, j'en conviens, si l'on peut calculer comme perte ce qui ne nous appartient pas. Mais ce parti était toujours avantageux. On y gagnait l'opinion publique & la considération qui la suit; on y gagnait d'éviter des discussions désagréables sur la propriété des fiefs; on y gagnait de pouvoir s'offrir avec moins de défaveur à la discussion du droit, qui est bien plus accablant

blant encore pour les préjugés de Noblesse, que ne le sont les faits.

Tous les hommes sont égaux par la nature ; ils le sont encore par l'association, puisqu'elle n'est autre chose que la garantie de leurs droits réciproques. Mais bientôt la marche naturelle des choses établit entr'eux une inégalité factice & indispensable. Il faut bien que le plus intelligent prospère ; que le plus actif amasse ; il faut que le paresseux & le prodigue dissipent. De ce concours de facultés ou de moyens divers naît l'inégalité de propriété. Loin d'être un désordre, elle n'est pas moins avantageuse à la société qu'elle est inévitable. C'est le foyer de cette utile industrie qui fournit les commodités & les agrémens de la vie. Contenue dans ses bornes naturelles, elle est au corps politique ce que l'exercice est pour les individus. C'est le principe de la vigueur & de la santé.



L'intérêt de la société, sa prospérité, sa sûreté lui font une loi d'établir une seconde inégalité idéale, mais dont les effets ne contribuent pas moins à son bonheur. Les loix forcent l'homme à être juste, & le petit nombre de devoirs qu'elles comprennent & qui constituent la justice, forment la grande charpente de l'ordre social. Mais ce ne serait jamais qu'un squelette si la vertu, qui comprend toutes les actions utiles, mais libres de l'homme social, ne lui donnait l'embonpoint, la vigueur & la vie.

Or pour déterminer ces actions libres vers le bonheur commun, il faut donner à l'homme un mobile quelconque; & envain chercherait-on ce ressort ailleurs que dans son amour des jouissances. Le beau moral de Mylord Shefterbury & de son disciple Ferguson n'est qu'un rêve en politique, démenti par la nature & les actions de l'homme. L'homme n'est mu que par le desir du

bonheur ; c'est le principe heureux de toutes ses vertus. C'était pour obtenir les plus belles dépouilles , sous les yeux de tous les Grecs , qu'Achille faisait à Troyes des prodiges de valeur. C'était pour obtenir les honneurs du triomphe que le Général Romain courait tant de dangers. C'est pour des distinctions & des rubans que l'Européen verse son sang dans les combats. Par-tout l'amour de la considération , qui n'est chez l'homme que l'amour du bonheur , produit la prospérité des Empires.

La connaissance de cette grande vérité dût frapper les hommes dès l'origine des sociétés. L'intérêt public fit une loi de la mettre en pratique. La considération publique, ou ce qui est la même chose , la Noblesse personnelle devint la récompense du sang versé pour la Patrie , de l'invention utile & des conseils salutaires. Ainsi la Noblesse fut , pour toutes les sociétés , un moyen

naturel de prospérité & de bonheur.

Mais était-il également naturel d'étendre la récompense au-delà du service ? Si les enfans ne doivent pas payer pour les méfaits de leurs pères, doivent-ils être payés de leurs bonnes actions ? La récompense en ce cas ne devient-elle pas une exemption de bien faire ? Si la monnoie factice des honneurs & des distinctions n'est pas moins utile à la société que l'espece réelle qui entretient la force publique ; l'abus de l'une n'est-il pas aussi funeste, & par conséquent aussi coupable, que la dissipation de l'autre ? Tant de numéraire honorifique, inutilement versé, ne doit-il pas produire dans les Citoyens un déficit d'énergie, qui prépare la ruine nationale ? Croyez-vous, Mylord, qu'on puisse trouver à ces raisons des réponses victorieuses ?

Il en est une pourtant, qui sort de la nature des choses, à laquelle j'attache

quelque valeur. Si je me trompois, j'avoue que j'abandonnerais la thèse.

C'est un principe bien constant en politique, que le plus grand bien de la société est aussi la plus grande justice. Or quel est le meilleur gouvernement pour le bonheur public & particulier ? C'est le républicain, sans doute, pour tout Pays circonscrit, où les intérêts rapprochés sont sans cesse sous la garde de tous. Mais pour un Pays vaste & immensément peuplé, où les intérêts, éloignés & multipliés, demandent un principe unique qui leur donne le mouvement & l'activité nécessaire, c'est sans contredit la Monarchie bien ordonnée. Maintenant que faut-il pour constituer une Monarchie qui ne dégénère pas en despotisme ? L'expérience de tous les tems a montré que partout où il n'y a que deux forces, le Peuple & le Monarque, l'un des deux a fini par dominer, & par conséquent



par altérer le Gouvernement & le sort des individus.

C'est d'après cette expérience , la véritable institutrice des Peuples , qu'on a soupçonné la nécessité d'un équilibre politique ; qu'on a découvert qu'il fallait un moyen de maintenir l'égalité des forces. Mais où trouver ce balancier politique , si avantageux à la société , si ce n'est dans son organisation même ? Or cette organisation politique n'offre qu'une seule distinction parmi les Citoyens qui soit propre à maintenir deux forces sans maintenir deux intérêts. C'est la Noblesse , c'est-à-dire , la classe des Citoyens qui par leur mérite ont acquis une considération publique , dont ils tirent un poids & une consistance particulière. Comme membres de la même société , ils ont un intérêt commun dans le bien-être de l'Etat , qui doit resserrer les liens de l'union. Comme branche distincte de la législa-

tion , propriétaires de privilèges particuliers , ils établissent une force mixte , qui influe tantôt sur la Couronne & tantôt sur les Communes , & devient le moyen le plus propre à contenir les divers pouvoirs dans un équilibre parfait.

Or , s'il faut , pour la prospérité d'une Monarchie , un équilibre de forces , maintenu par des pouvoirs distincts & pourtant unis par un lien commun ; si d'ailleurs , l'Ordre social n'offre de distinction naturelle que celle de la Noblesse , c'est-à-dire , des services récompensés par la considération publique , il s'enfuit nécessairement que la Noblesse est inséparable de la Monarchie ; qu'elle est un des agens nécessaires de son existence & de sa durée. Il faut convenir de la justesse de ce raisonnement.

Mais j'avoue , à mon tour , que l'hérédité indéfinie de la Noblesse , est un abus aussi ridicule que révoltant. Cette

prédestination politique n'est pas moins absurde que la fatalité Mahométane. Récompenser d'avance pour un mérite qu'on n'aura peut-être jamais ; donner à des abstractions , ce qui n'est dû qu'à des réalités ; attribuer au sang , & à la descendance , ce qui n'appartient qu'aux actions ; éteindre , par une prodigalité insensée , les moyens que l'Ordre social fournit aux Sociétés , pour multiplier les vertus , & exciter leurs Membres aux grandes choses ; tout cela , & beaucoup plus encore , offrent une subversion d'idées & de bon sens , digne de l'ignorance & de la barbarie de nos ancêtres.

Cependant , si d'après l'équilibre des forces , nécessaire dans un Gouvernement Monarchique pour l'empêcher de s'altérer , si , dis-je , l'expérience avait montré qu'il est indispensable que ces forces soient solides & permanentes ; si les malheurs , éternellement répétés des Peuples qui ont eu des Rois ou des Ma-

gistrats électifs , étaient devenus une leçon instructive & impérieuse pour la raison , serait-ce donc contrarier l'Ordre social , de faire une institution propre à l'améliorer ? Le Cultivateur prend l'arbre spontané , le greffe , & lui donne une culture nouvelle. Il ne va point contre le vœu de la nature , en améliorant ses productions. La culture politique , ayant le même but , n'aurait-elle pas les mêmes droits ?

Je trouve donc , en résumant mes principes , que la Monarchie a besoin d'un équilibre de forces , & cet équilibre ne peut s'établir qu'au moyen d'un agent mixte , que son intérêt lie essentiellement à l'intérêt Public. Je trouve que l'Ordre social n'offre , parmi les Citoyens , qu'une seule distinction raisonnable , celle de la considération acquise par ses services , c'est-à-dire , la Noblesse. Je trouve par l'expérience de tous les tems , de tous les pays , que l'instabilité des



forces, composant l'équilibre politique, a produit presque toujours le désordre, le despotisme, ou une anarchie funeste. Je trouve, enfin, & en dernière analyse, que l'hérédité de la Noblesse, en qualité d'agent politique, concourt à la plus grande perfection du système Monarchique; & le plus grand bien est la suprême loi.

Cette grande vérité politique avait d'abord échappé à Montesquieu. On n'en saurait douter, lorsqu'en parlant de la Monarchie, il dit dans les Lettres Persanes : *C'est un Etat violent, qui dégénère toujours en despotisme ou en République. La puissance ne peut jamais être également partagée entre le Peuple & le Prince. L'équilibre est trop difficile à garder. Il faut que le pouvoir diminue d'un côté, pendant qu'il augmente de l'autre. Mais l'avantage est ordinairement du côté du Prince, qui est à la tête des Armées. Lorsque des méditations plus profondes*

lui eurent fait combiner plus de rapports , en préparant le vaste édifice de l'Esprit des Loix , Montesquieu soupçonna la possibilité de cet équilibre , qu'il avait cru d'abord impraticable. Mais , par une erreur trop familière à ce grand homme , il voulut trouver ce qui devait être , dans ce qui était : il chercha dans les Parlemens & les grands Corps , ce balancier si avantageux , quant on le prend dans une branche politique de la Constitution , mais funeste en le fixant dans les Corps Civils. Il prépara la confusion désastreuse des puissances législative & exécutive. Il fournit des armes aux longues & dangereuses prétentions des Parlemens. C'est ainsi que l'erreur d'un homme célèbre produit souvent l'erreur de tous. Le respect du nom l'accrédite , & gagnant de proche en proche , elle paraît enfin l'opinion publique. C'est un cri poussé dans les montagnes : toutes les vallées le répètent ,

& mille voix semblent dire, ce qui pourtant ne fut proféré que par une seule.

Si l'hérédité de la Noblesse, en qualité d'agent politique, & par conséquent limitée, me paraît avantageuse à la Monarchie; je suis bien loin de confondre avec elle cette Noblesse indistinctement transmise à tous les membres des familles; cette Noblesse qui ne concourt ni à l'ordre, ni au maintien de la Monarchie; ces distinctions inutiles qui n'ont pour but que de flatter la vanité de quelques individus, pour avilir le reste.

L'Angleterre seule me paraît avoir senti cette précieuse économie des distinctions. La Noblesse constitutionnelle, concentrée dans les aînés seulement, acquière une grande existence politique, sans que l'Ordre Civil en soit altéré. Le Pair, Citoyen comme tous les autres, pour tous les actes de sa vie, ne jouit de sa prérogative que dans la Chambre

Haute. D'ailleurs tous les cadets des familles Nobles, reversés dans la masse de la Nation, dont ils font partie, deviennent une chaîne qui lie toutes les classes de Citoyens; ils empêchent cette ligne de démarcation, si fortement prononcée ailleurs, & qui détruit nécessairement l'union si désirable dans un Peuple. Mais je doute que la Nation Française arrive encore à de pareils résultats. L'arbre est trop jeune, peut-être, pour en attendre ces fruits. Aucun Peuple, cependant, n'aurait plus d'intérêt à adopter ce système.

Jamais association n'offrit une Noblesse aussi multipliée, aussi extraordinaire, aussi éloignée de tout principe & de la raison, que celle qui pèse sur le Peuple Français. Elle ressemble à ces nuées de fauterelles, que les maladies de la nature font naître en Egypte pour dévorer la subsistance des hommes. L'avidité insatiable d'un ministère, toujours



corrompu , inventa en France une espèce de Noblesse , dont aucun Peuple n'avait eu l'idée , avant le quatorzième siècle. Si l'hérédité indéfinie avait introduit une Noblesse sans autre but que de flatter la vanité des individus ; ce fut bien pire , lorsqu'en la vendant à prix d'argent , elle devint la récompense de la concussion , du brigandage , de tous les vices enfin , qui seuls peuvent accumuler dans un seul homme d'immenses richesses , qui ne viennent point par héritage. L'argent seul devint le tarif des hommes. Tous les emplois , toutes les dignités exigèrent une Finance , & furent , entre les mains du Gouvernement , des moyens de corruption , de dissipation & d'injustice. On éveillait dans les individus une avidité insatiable : on dirigeait toutes les idées , toutes les passions vers l'argent ; mais pour faire aboutir au fisc une partie du produit de tant d'iniquités , on attachait la Noblesse aux places que l'on vendait ,

& par ce trafic infâme , on livrait au vice & à la corruption , la fortune , l'honneur & la vie même des Citoyens. Aussi , dit Montesquieu , le corps des laquais est plus respectable en France qu'ailleurs. C'est un séminaire de grands Seigneurs ; il remplit le vuide des autres Etats. Ceux qui le composent prennent la place des Grands malheureux , des Magistrats ruinés , des Gentilshommes tués dans les fureurs de la guerre. Et quand ils ne peuvent suppléer par eux-mêmes , ils relèvent toutes les grandes Maisons par le moyen de leurs filles , qui sont comme une espèce de fumier , qui engraisse les terres montagneuses & arides.

Les deux siècles derniers ont à-coup sur triplé la Noblesse de France. La déprédation éternelle des Finances , source de tant de fortunes subites & scandaleuses , y a introduit , au moyen des charges , tous les valets , tous les aven-

turiers audacieux & entreprenans , qui ont formé l'armée des traitans. Les suites du systême de Law l'ont augmentée d'une nouvelle colonie , & , si l'on n'y mettait la main , l'agiotage actuel y ferait passer une nouvelle émigration de parvenus.

Au milieu de cette fange antisociale se trouve confondue , & comme étouffée , cette Noblesse antique & chevaleresque , qui fut le prix des services ou du courage militaire : à qui l'on peut , sans doute , en fouillant dans la nuit des tems , disputer l'hérédité des fiefs , mais non la descendance & la réelle représentation de ceux qui avaient mérité de les obtenir : la seule , enfin , qui , si l'hérédité est utile au maintien de la Monarchie , la seule qui ait un titre de préférence sur tout ce qui n'est pas mérite actuel. Je doute , qu'en y comprenant la Pairie , cette Noblesse , de vieille roche , excède trois cens familles.

D'après

D'après une confusion si révoltante des distinctions sociales, il est impossible d'imaginer l'établissement d'une pareille Noblesse, en branche politique, dans un Etat. Ce serait le moyen de donner plus d'importance encore à tous ces Offices, qui en ouvrent si indécemment l'entrée. Ce serait fournir aux Ministres de nouveaux moyens d'abus. Ce serait manquer au premier principe politique, qui veut que tout ce qui participe à la législation, soit essentiellement indépendant ; ce serait, enfin, donner au Corps Politique une tête trop puissante & qui devorerait un jour ses membres.

Peut-être serait-il naturel de rendre tous les ennoblis à la classe dont ils sont fugitifs. Mais cette banqueroute à leur vanité ne leur serait guère moins sensible qu'une banqueroute à leur bourse. Ils sont accoutumés aux chimères des titres & des cordons, & leur faiblesse demande des ménagemens. Ce sont des



aveugles ; mais une opération violente , pour les rendre à la lumière , leur arracherait des cris. Je voudrais donc qu'on laissât à leur vanité le hochet de leur prééminence idéale , devenu inoffensif , pourvu qu'il ne donne ni droit aux délibérations publiques , ni exemptions , ni privilège d'aucun genre ; il faut laisser au tems le soin de les en dégouter.

Un Peuple qui s'occupe de son bonheur peut , en régénérant sa Constitution , établir l'ordre qui lui convient le mieux. Sans dépouiller personne , cette reconstruction serait bien facile chez une Nation où tous les moyens s'offrent d'eux-mêmes , tiennent à son organisation , & sont analogues à ses usages & à ses préjugés. Les Anglais & les Français n'ont-ils pas en politique une origine commune ? N'avons-nous pas puisé tous , dans les institutions féodales , nos mœurs , nos usages & nos préjugés ? En Angleterre la révolution & la réforme ,

en donnant aux esprits des directions diverses , ont varié sans doute le point où les deux Peuples sont arrivés ; mais c'est toujours dans l'organisation antique que nous avons pris le système de notre Noblesse pour établir l'équilibre des forces , dont l'expérience de plusieurs siècles a confirmé la bonté. Pourquoi les Français n'y prendraient-ils pas aussi ce qui leur manque ? C'est s'écarter sans doute des formes anciennes , mais pour les améliorer. A quoi servirait à un Peuple l'expérience des siècles & des malheurs , si un respect aveugle pour ce qui fut , empêchait d'opérer ce qui doit être ? Je ne puis assez m'étonner de toutes les objections tirées du vieux tems ; comme si la science du Gouvernement offrait le phénomène extraordinaire de commencer par où les autres finissent. Les Français s'assemblent pour réparer les longs malheurs , causés par les vices de leur organisation ; & , chose incroyable !

Toutes leurs idées semblent encore dirigées par ces mêmes vices ; comme si l'objet de leur réunion devait être une convention de recommencer un nouveau cours d'infortunes.

Il faut , disait Montesquieu , maintenir l'équilibre entre le Prince & le Peuple , pour que la Monarchie subsiste. La seule expérience instructive à ce sujet est celle de l'Angleterre , où , sans les inconvéniens de la féodalité , une Noblesse-Citoyenne opère cet effet politique. La France se tourmente pour soutenir un édifice dont le poids l'écrase , & elle a dans son sein ce même levier politique , si utile à l'Angleterre. Il n'est question que de s'en servir.

Alors la Noblesse chevaleresque , celle qui existait avant le quatorzième siècle , c'est-à-dire avant les annoblissemens par argent , offrirait trois cent familles peut-être , y compris les Pairs , dont les aînés seuls formeraient la Noblesse conf-

titutionnelle. C'est cette Noblesse , qui établirait dans la machine politique, cet équilibre de forces , nécessaire à son maintien. C'est la seule institution qui , en produisant le bien , ne léserait les intérêts de personne. Le Prince conserverait toujours sa prérogative d'être la source des dignités , & d'élever le mérite & les services à cette Noblesse constitutionnelle. Chaque individu, en général, aurait l'espoir d'y être admis en s'en rendant digne : les proches de cette Noblesse auraient de plus leurs droits d'hérédité , & les Annoblis leurs titres.

Ces titres vains pour la constitution ne le feraient pourtant pas pour la Société , & les petites vanités d'usages en feraient le revenu. Ne voyons-nous pas en Angleterre le titre de Chevalier , qui n'est rien aux yeux de la Constitution, flatter pourtant l'amour-propre dans les détails de la vie ? Mais des avantages inappréciables seraient la suite de cet



établissement. On aurait anéanti cette Noblesse vénale & honteuse, qui corrompt la Nation, en faisant de l'argent le seul mobile de son activité ; qui ôte à l'Industrie & au Commerce leur prospérité, en leur enlevant successivement toutes les fortunes qu'ils ont procurées. On aurait éteint ces préjugés funestes, qui livrent la nombreuse classe des Gentilshommes à une inutilité stérile, qui, en les privant des ressources d'une honnête Industrie, ne leur laisse que l'intrigue & la convoitise des deniers publics pour se procurer des jouissances. On aurait enfin abattu cette barrière odieuse, qui aliène les Citoyens, en les séparant. Tous les cadets des familles nobles, tous les Titulaires de distinctions factices, appartenant essentiellement aux Communes, seraient obligés de se tourner vers le Peuple, pour obtenir de la considération en le représentant. Ils se verraient donc forcés de mériter son es-

time , & cette heureuse nécessité , rapprochant l'homme de l'homme , ferait la source du bonheur de tous.

Je fais que ces idées neuves révoltent d'abord des hommes , accoutumés à une existence de préjugés & d'abus. En proposant cette organisation nouvelle , tous ceux qui ne partageraient pas les premières places , se croiraient d'abord avilis ; mais ils finiraient par sentir , que le titre de Citoyen est toujours le premier & le plus honorable. D'ailleurs , voit-on en Angleterre que nos cadets y perdent de la considération que le préjugé attache nécessairement aux positions diverses dans la Société ? Ah ! qu'on s'en fie à la faiblesse humaine. La richesse , la naissance établiront toujours entre les Citoyens des distances factices assez grandes , sans que la Loi les consacre. La Loi doit les voir égaux , pour que les mœurs n'établissent pas une inégalité monstrueuse.

---

*LETTRE XXXIX.**MILORD,*

L'embarras des Français , au sujet des suffrages par ordre ou par tête , les querelles que cette question excite , qu'elle excitera peut-être encore , ne viennent que du vice d'organisation que l'abus a introduit , que l'usage fait adopter. Tel est l'effet indispensable de toute erreur qui s'introduit en Politique. Dès qu'on néglige les bases naturelles de l'association , qu'on y mêle des institutions sans rapport , l'ensemble ne saurait exister ; en vain on veut amalgamer des matières sans affinité , elles se repoussent au lieu de s'attirer , & la dissolution est le seul résultat qu'on puisse raisonnablement espérer.

Une Religion est admise dans un Etat. L'office de ses Ministres est d'y prendre soin des ames, & cet emploi métaphysique n'a pas la moindre affinité avec les soins que le Gouvernement, qui la souffre, prend de ses intérêts temporels. L'Evangile fait de cette vérité un précepte à nos Prêtres; & il ne le ferait pas, qu'elle n'en serait pas moins évidente. Le Prêtre n'a donc aucun titre pour se mêler des affaires d'une Nation. En qualité de Prêtre il n'est point Citoyen, puisque *son Royaume n'est point de ce monde*; en qualité d'Apôtre, il n'est point Citoyen, puisque sa mission est *d'aller par le monde enseigner les Nations*, & que Christ n'en voulut faire que des Cosmopolites. En qualité de Prêtre enfin, il ne peut former un Ordre politique dans l'Etat. Ces vérités, sans les appuyer de mille autres, me paraissent incontestables.

Mais le Prêtre possède une partie des



propriétés qui nécessitent l'existence de la force publique ; il doit en raison de ces propriétés , le contingent proportionnel nécessaire à son maintien. Or, si la somme destinée au maintien de la force publique doit être consentie par tous les Propriétaires , tant que la Nation lui abandonne cette propriété , il ne peut être imposé , comme tous les autres Propriétaires , sans son aveu & sa participation : il est donc membre essentiel, par lui ou par son Représentant , de l'Assemblée nationale , faite pour prononcer sur les intérêts de la Communauté. C'est donc en qualité de Propriétaire seulement , qu'il peut & qu'il doit y être appelé. Cette distinction , toujours confondue par le Prêtre , est de la plus grande importance.

Un Etat est ou Démocratique, ou Monarchique ; tout autre est d'une organisation monstrueuse , puisque c'est nécessairement un de ces deux Gouverne-

mens , dégénéré en despotisme d'un seul ou de plusieurs ( 1 ). La Démocratie pure ne comporte qu'un Ordre de Citoyens. La Monarchie en suppose plusieurs. Sans cela , le Peuple & le Monarque , toujours en activité pour augmenter leurs droits réciproques , ne pourraient rester long-tems dans une tension aussi violente , & l'Etat éprouverait bientôt les convulsions de l'anarchie , ou la mort du despotisme. Il est de la nature de ce Gouvernement que des Corps distincts y divisent les intérêts ; qu'ils se servent mutuellement de censeurs & de dignes , & que de cet équilibre naisse le bien commun , comme la santé de l'équilibre des humeurs. Or , comment cette distinction s'établit-elle dans un

---

(1) Rome ne dut sa perte qu'à l'ignorance de ce principe. Tout homme qui y réfléchira , trouvera dans la distinction des Ordres de Patricien & de Plébéien , la cause de sa ruine. C'étoit les deux bassins de la balance sans balancier.

Etat ? Comment se fait-il que des hommes tous nés égaux , tous associés avec les mêmes droits , se trouvent séparés en classes distinctes ? Il n'est qu'une manière de l'opérer. L'homme dont la sagesse augmente le bonheur de ses Concitoyens , celui dont la valeur fait leur conservation , dont les découvertes doublent leur industrie , & par conséquent leurs jouissances , tous ces hommes reçoivent en considération le prix de leurs bienfaits. Cette considération prend le nom de Noblesse , elle forme la seule classe d'hommes distincts qu'il soit possible d'imaginer naturellement parmi des êtres égaux & raisonnables.

Or, s'il est absurde de supposer parmi des Citoyens essentiellement égaux aucun autre titre de distinction que celui du mérite & des services rendus ; il ne peut donc exister chez un Peuple que deux Ordres de Citoyens , la Noblesse & les Communes. Tout Propriétaire ,

ou ce qui est la même chose , tout Citoyen , doit donc indispensablement appartenir à l'une de ces deux Classes ; qu'il soit Prêtre ou Soldat , qu'il soit Agriculteur ou Magistrat , ces fonctions particulières , civiles ou mystiques , n'ont aucun rapport avec la capacité politique qui appartient à tous les Propriétaires , de voter sur l'intérêt commun , d'y voter comme le commun des hommes , ou d'y voter comme ayant déjà bien mérité de la Patrie. C'est d'après ces principes , que l'Angleterre , en organisant sa Constitution , abolit des distinctions dangereuses , inventées par l'orgueil & l'abus de l'ignorance ; car en morale comme en physique , plus on multiplie les roues , plus on multiplie les frottemens & l'embarras. C'est d'après ce principe que le Clergé , qui , comme en France , s'était trop mêlé des affaires politiques , fut ramené à sa qualité de Propriétaire , & comme tel incorporé



dans l'une des deux classes de Citoyens. Dans l'anarchie féodale , les Evêques comme les Nobles , avaient été investis de fiefs : ces fiefs étaient devenus héréditaires. Il parut naturel de les incorporer à l'Ordre que leur propriété désignait , & les Evêques siégèrent dans la chambre des Nobles. On n'admit point dans les Communes le reste du Clergé , & je crois que l'on fit bien ; car alors ne formant point un Ordre séparé , leur intérêt était marié avec l'intérêt général , il ne pouvait jamais être particulièrement lésé , tandis que par-là on prévenait l'influence toujours dangereuse , quand elle est puissante , d'un Corps qui , plus que les autres , domine par l'opinion.

La France ferait-elle moins sage que l'Angleterre , quoique éclairée par un faisceau de lumières bien plus considérable que celui qui guidait l'Angleterre alors , quoiqu'instruite encore par l'expérience de ses voisins ? Pourrait-elle

ne pas sentir toute la justesse des principes que j'ai analysés, & en les appliquant, ne pas appercevoir que c'est de cet Ordre contre nature que naissent tous les embarras ? Si elle néglige une réforme si importante, elle éternisera à jamais ses querelles, & au lieu de bâtir tout d'un coup une édifice solide, elle ne fera qu'un replâtrage dangereux & peu sûr.

Le Clergé lui-même aurait-il une raison valable de s'y opposer ? Quel est son titre pour siéger aux Etats-Généraux ? Sa propriété. Or, s'il est incorporé dans la Noblesse, sa représentation ne sera-t-elle pas absolument la même pour la défense de ses intérêts ? Ne sera-t-il pas même plus à l'abri des attaques qu'en formant un Ordre isolé, puisque en joignant ses intérêts à ceux de la Noblesse, ils acquèrent par-là une nouvelle protection ; au lieu que comme Ordre isolé, il pourroit se voir plus

fortement chargé par la réunion des autres Ordres. Car en vain s'en fierait-il à la prétendue loi du *veto* appartenant à chaque Ordre ; cette loi n'est qu'un vice de plus qui devrait être élagué , puisque ce droit abusif pourrait arrêter toutes les délibérations , & jeter l'Etat dans une inertie funeste. D'après tant d'inconvéniens d'un côté , tant d'avantages de l'autre , je ne puis me défendre de croire que la réduction des trois Ordres , en deux seulement , sera une des premières opérations des Etats-Généraux.

---

## LETTRE XL.

MILORD,

Le système de la réduction des Ordres en deux chambres offrirait aux Français

Français un moyen bien facile & bien simple d'établir la Constitution la plus solide. La Chambre Haute, composée des aînés des familles, c'est-à-dire de la seule Noblesse constitutionnelle, laisserait les Communes ouvertes à toutes les classes de Citoyens. Alors ces préjugés funestes qui divisent la Nation tomberaient nécessairement avec les distinctions odieuses qui les firent naître : alors plus de prépondérance particulière, & par conséquent plus de motif de division. La Nation formerait une grande chaîne, dont un anneau ne pourrait être touché, sans que l'impression ne se communiquât à tous les autres. Mais pour que l'harmonie fût parfaite, les délibérations des deux Chambres ne devraient point être en opposition. Puisqu'alors la Nation ne résiderait essentiellement que dans les communes; que les Nobles & le Prince seraient, pour ainsi dire, deux censures pour imprimer



à ces délibérations le plus grand caractère de sagesse. C'est aux Communes que toutes les affaires devraient être mises d'abord en délibération pour passer ensuite à la Chambre haute & de là à la sanction royale. Si l'exécution demande la célérité, la législation exige au contraire la prudence la plus consommée. Quand un objet aurait été discuté par les Représentans de la Nation, quand l'arrêté serait fait, en passant à une seconde discussion, dans une Chambre où les mêmes passions n'agiraient pas, il serait bien difficile qu'on pût se laisser entraîner par la même erreur, supposé qu'elle eût influé sur la première délibération : & quand on imaginerait que les deux Chambres eussent été trompées, le Prince en le calculant dans son conseil, serait maître en dernière analyse de rejeter un arrêté produit par une fermentation momentanée ou une chaleur aveugle. C'est à cette

gradation sage & bien combinée que l'Angleterre doit son bonheur & sa prospérité. La couronne, il est vrai, a toujours exercé sur les Chambres une influence, sinon dangereuse pour la Constitution, du moins propre à porter trop loin la prérogative royale. Les Ministres se sont trop permis les moyens de corruption, & la complaisance du Parlement a été trop loin sur la liste civile qui en a fourni les moyens. Vous vous rappelez peut-être ce que je disais à ce sujet au Lord Chancelier. Je n'ai pas perdu de vue cette motion, & je regarde cet obstacle à la corruption comme infailible. C'est assurément notre manière de voter qui a introduit la corruption. Les Ministres se sont bien gardés de se prêter à un changement. Cette manière de diviser la Chambre met trop sous les yeux des Ministres, les votans des deux partis. Ils tiennent par-là leurs pensionnaires en respect, & s'af-

furent du bon emploi de leur argent. Mais croyez-vous qu'il en serait de même du vote par une fève blanche ou noire. L'homme assez corrompu pour vendre sa Patrie au Ministère, a toujours deux intérêts, l'intérêt de la chose publique & l'intérêt de la chose privée. On fait taire l'un par l'autre, c'est-à-dire que pour le moment on sacrifie un avantage moindre & éloigné, à un avantage présent & plus grand; mais quand une fois on aura reçu le prix de la corruption, & que, sans que le Ministre puisse le vérifier, on sera dans le cas de concourir au bien général; n'est-il pas évident qu'une partie de ces hommes avides sera rendue au sentiment de la chose publique; que le Ministre trompé dans son attente, & ne sachant sur qui faire tomber ses soupçons, gardera par la suite un argent dont il ne saurait assurer l'emploi. La corruption tombera nécessairement fautive

de sûreté pour le corrupteur. On se guérit difficilement des mauvaises habitudes, mais les Français qui n'en ont que de nouvelles à former, seraient bien coupables de ne pas les prendre bonnes. D'ailleurs leur organisation même leur fournit un autre frein à la corruption, qui ne saurait exister en Angleterre. Si j'ai fortement appuyé sur le danger des députations aux Etats-Généraux de la part des Etats des provinces, si j'ai démontré combien le droit d'élection doit être conservé au Peuple dans toute son intégrité, il n'en est pas de même de la censure à exercer sur la conduite de ces membres aux Etats-Généraux. Le Peuple n'est point à portée d'en apprendre ou d'en connoître les détails. Mais ses Représentans particuliers dans la province, ce Corps fait pour veiller sans cesse à ses intérêts, peut avoir les yeux toujours ouverts sur la manière dont ils remplissent leur mission; il peut sans



inconvenient être revêtu du droit de rappeler un membre soupçonné de trahir les intérêts de ses commettans, & le faire remplacer par celui qui, à l'élection générale aurait, après lui, réuni le plus de voix. A ces sages dispositions, on en ajouterait une dernière relative à la durée de la procuration des Députés. C'est un grand vice en Angleterre d'élire des Membres pour sept années. Il vaut la peine pour le Ministère de faire de grands sacrifices pour s'assurer de ceux qui dominent pour un terme si long. S'il fallait répéter plus souvent ces dépenses, ou elles deviendraient trop fortes pour le Gouvernement, ou bien elles devraient se réduire de manière à n'être plus de poids à l'emporter sur l'honneur des Citoyens. Il conviendrait de n'élire que pour trois années ; puisque ce terme ne serait ni assez long pour prêter à une corruption soutenue, ni assez répété pour devenir à charge aux Electeurs.

Telle devrait être l'organisation des Etats - Généraux. Mais de cet Ordre nouveau naîtrait naturellement pour les Etats provinciaux la Constitution la plus favorable à l'union publique. Ils ne formeraient qu'une seule Chambre, sans aucune distinction d'Ordre, ni de personnes. Puisque ces Etats ne participeraient point au pouvoir législatif, les Membres de la Chambre Haute n'en feraient point partie, & cette exclusion, bien dédommée par le droit héréditaire d'être Membre du Corps législatif, servirait pourtant à affaiblir les effets de cette prérogative. Par-tout & toutes les parties de la Hiérarchie politique se serviraient à ce moyen de Censeurs ou de digues.



---

*LETTRE XLI.*

MILORD,

NOUS sommes arrivés, non à la première des questions politiques, mais à celle dont l'influence plus directe, produit des effets plus sentis : c'est celle de l'impôt. Je ne me permettrai de vous parler ni de sa quotité, ni de sa répartition, ni des moyens de le diminuer ou de le changer. Il faut sur cela s'en remettre à la Nation. L'intérêt qui touche chacun de si près fera un éveil suffisant & un guide auquel on peut se fier.

Peut-être même les Citoyens éclairés ont-ils lieu de craindre que cette matière ne fasse grand tort aux autres ; que ramassant toutes les attentions, elle ne les détourne des causes pour les fixer exclusivement sur les effets.

Malheur à la Nation si l'intérêt momentané l'aveugle , si elle ne commence pas par constituer sa liberté publique & civile avant de traiter de leurs abus ! Le torrent ravage & détruit , j'en conviens ; ses dégats sont terribles & urgens ; mais toutes les digues sont impuissantes & vaines , c'est l'écluse faite pour détourner les eaux à sa source , qu'il faut lever ; c'est elle qui procurant des échapés , en diminuant sa masse , en divisant ses forces qu'il faut arrêter & les maux actuels & les maux possibles.

Qui peut calculer tous les événemens , & le choc des opinions , & l'aigreur des partis & l'opposition des intérêts privés ? Qui peut prévoir & le résultat des débats , & les intrigues des vues particulières , & la nécessité peut-être de tout interrompre ? O Français , qu'une précipitation aveugle ne vous porte pas d'abord vers le seul objet qui force essentiellement votre réunion. Com-



mencez par vous assurer une liberté politique & civile. Profitez du bienfait que vous offre un Prince juste. Le despotisme est un monstre qui dévore, mais sa fureur même éveille sur le danger ; mais l'aristocratie, plus dangereuse, est un mal qui ronge ; la forme extérieure d'un Peuple existe quelquefois encore , alors même, qu'en le touchant , il va tomber en poussière. Tous les points qui doivent vous donner une constitution rencontreront des intérêts, des oppositions diverses. Il en naîtra des querelles difficiles peut-être à concilier. Mais elles seront terminables & terminées , tant que la question de l'impôt sera à résoudre. C'est la troupe de réserve placée derrière les rangs avec la bayonnette , & qui toujours empêchera la fuite. Une fois écartée, il n'existera plus pour vous de point commun de ralliement. Tous les Ordres n'écouteront plus que leurs préjugés , que l'esprit de corps. Vous

payerez, vous vous séparerez, & votre sort sera pire qu'auparavant.

En effet, si l'esprit de vertige égare assez les Membres pour négliger cette marche qu'indique la raison, je vous le dis d'avance, Mylord, & n'oubliez pas ma prédiction, tous ces grands mouvemens seront l'enfantement de la montagne. De ce discernement dépendra le sort de la Nation : heureuse & libre, sous le plus puissant Monarque du monde, si elle prend ses délibérations dans leur ordre naturel & raisonnable ; malheureuse & vouée à un despotisme aristocratique sous un Prince tyrannisé lui-même, si l'impôt est le premier objet sur lequel elle délibère.

Cette grande vérité politique frappe tellement ma tête, qu'encore que j'aie tracé pour l'impôt & la dette publique, un plan économique & peut-être d'un très-grand avantage, je n'ai pu me résoudre à vous le communiquer. Comme

si une correspondance faite pour le secret de l'amitié, pouvait avoir une influence quelconque. Mais tel est l'effet d'une imagination exaltée. Jusqu'aux pensées, qui ne doivent jamais être que des abstractions, tant qu'elles ne sont pas publiées, nous effrayent par l'idée seule du mal qu'elles pourraient faire. Et je regarderais comme un crime de lèze-liberté publique, si je me permettais de coopérer, même en pensée, au danger qui menace le plus cette Nation. Adieu.

---

# LETTRE XLII.

## MILORD,

D'APRÈS les dangers effrayans qui menacent la Nation, & dont je vous parlais dans ma dernière, au sujet des

impôts ; il ne lui reste, si elle est sage ; si elle desire vraiment son bonheur , qu'un parti simple, & qui tranche toutes les difficultés du moment. Sa première opération doit être d'abroger généralement tous les impôts & de les recréer pour l'année seulement. Par-là la chose publique ne souffrira point , & elle se procurera tout le tems nécessaire pour ses discussions.

Entre ces points à décider, il en est trois d'une grande importance, & qui devront fixer singulièrement les attentions. Le premier regarde l'Armée , le second le droit de guerre & de paix , le troisième la direction des deniers publics.

Envain on imaginerait les plans les plus sages , les plus économiques , si les revenus de l'Etat restaient entre les mains du Ministère. La responsabilité même des Ministres serait plutôt, dans ce cas , une manière de se tromper soi-



même , qu'un frein réel à la dissipation. Comment fixer un point invariable de censure sur leur conduite , dans une administration si compliquée , dans des emplois d'argent si multipliés , si nombreux , qu'il est physiquement impossible qu'une grande Assemblée en acquière la connaissance détaillée autrement que par le moyen de Commissaires ? Encore ces Commissaires seraient-ils facilement égarés. N'a-t-on pas vu les Ministres des Finances rendre à la Nation des comptes ciconstanciés , spécieux même , tandis que les résultats sont en opposition directe. Si des hommes employés dans l'Administration , ordonnateurs de ces dépenses mêmes , ont l'art de présenter des comptes qui embarrassent leurs propres Collègues ; quel avantage n'auraient-ils pas , en mettant l'immense état des Finances sous les yeux d'hommes qui n'en ont point l'habitude , & qui ne sauroient en saisir que le vaste

ensemble ? Cette manière de rendre les comptes d'une grande Nation m'a toujours paru une forme vaine, en la considérant comme moyen économique. Elle n'est propre qu'à montrer à la Nation ses dépenses & non à faire connaître l'emploi de ces dépenses. D'ailleurs, quand on supposeroit des Commissaires assez habiles pour saisir tous les détails, le Ministère n'aurait-il pas mille moyens d'égarer leur raison, & de ne leur faire voir dans l'emploi des fonds que celui qu'on voudrait qu'ils vissent.

Il n'est en Administration qu'un moyen d'empêcher d'abuser, c'est de ne point laisser lieu à l'abus. C'est à celui qui paye à faire l'emploi de ce qu'il paye, parce que lui seul a intérêt à ce que cet emploi soit juste & point abusif. Il est un autre principe en Administration, non moins évident, c'est qu'en simplifiant les opérations on di-

minue les dépenses. Voilà donc les deux points à réunir , & l'organisation des Etats - Provinciaux en fournit les moyens.

L'Armée, quelle que soit sa quotité, peut être divisée , & chaque division attachée à une Province ; une grande partie des autres dépenses publiques est relative à l'état civil ou aux travaux publics des Provinces. Il est donc simple de charger les Etats - Provinciaux de ces dépenses respectives , & cette charge jointe à celle de la perception de l'impôt supprime les Fermes en grande partie , évite les transports de deniers & les frais qu'ils entraînent , diminue de moitié les charges des Peuples , simplifie les comptes du Contrôleur-Général , & lui ôte les moyens d'illusion. Chaque Ministre n'aurait alors que l'emploi des fonds indéterminés & non appliqués à une Province particulière , & cette gestion

tion circonscrite serait aisément éclairée.

Par cet ordre nouveau, l'Armée qui est, qui doit être essentiellement sous les ordres du pouvoir exécutif, ne fera pas moins sous la main de la Nation qui la paye. Comme chaque division sera fixée dans la Province à qui elle appartient, elle apprendra aisément que son emploi ne consiste que dans la défense de la Patrie ; & lorsque la Guerre la forcera de quitter ses foyers, cette marche prévue, connue de tous, ne pourra être dangereuse ; quand même on voudroit supposer dans l'avenir un Prince plus ami de ses passions particulières que de la liberté de ses Sujets.

Cette occasion elle-même deviendra rare, si la Nation est consultée sur les Guerres. Un grand Peuple, quand il jouit de la liberté, est rarement dans le cas d'en entreprendre. Si l'on cherchait



toutes les causes de celles que la France a soutenues depuis cent ans , on les trouverait dans les erreurs , les passions & l'amour du pouvoir de cinq ou six Ministres , qui ont coûté à la Nation la perte de plusieurs millions d'hommes & de plusieurs milliards de livres.

Une Nation dominante , comme la Nation Française , vivifiée par la liberté , fortifiée par une économie sévère , inspirera au reste de l'Europe un respect qui doit lui assurer une paix aussi durable que son état de vigueur. Je dis plus , son poids sera si prépondérant , & en même-tems son intérêt d'être en paix aura une telle influence , que cet état de la France est peut-être le seul moyen de réaliser le rêve humain d'une paix perpétuelle.

Si la liberté n'a pas procuré cet avantage à l'Angleterre , c'est que l'Angleterre n'est ni par sa position , ni par ses forces réelles , dans un état si favo-

nable que la France. C'est peut-être plus encore par la faute commise par nos pères , en attribuant le droit de Guerre à la Couronne. Envain ceux qui ont calculé notre constitution avaient imaginé que le Parlement aurait sur ces décisions publiques une grande influence, au moyen de son droit de voter l'impôt. La Prérogative royale la rend souvent illusoire. Quand dans le secret d'un Cabinet on donne aux affaires extérieures la direction qui convient aux passions ; quand on a engrainé des discussions où souvent l'honneur national est compromis ; quand avec l'apparence de soutenir cet honneur du Peuple on a rendu la Guerre inévitable , le Parlement ne se trouve-t-il pas dans une nécessité indispensable de fournir l'argent qu'exige une Guerre , que lui-même n'eût point entreprise , ou qu'il eût sçu éviter ? Croyez-vous que la Guerre d'Amérique eût eu lieu , si le Parlement

n'eût pas cédé à l'influence ministérielle ? Se serait-on dernièrement exposé à une autre Guerre, pour soutenir les usurpations de la Maison d'Orange ? Serait-on enfin chargé d'une dette énorme, & qui tôt ou tard doit causer la perte de l'Angleterre ?

Dans le Droit public, l'acte de justice le plus sévère c'est la Guerre, puisque ses effets sont la mort & la destruction. Si la peine doit toujours être proportionnée à la faute, il faut donc que le Peuple, à qui on déclare la Guerre, ait mérité la mort. Cette équité, trop peu connue des Souverains, mais qui n'en est pas moins obligatoire, réduit la Guerre à deux cas, hors desquels elle n'est qu'un acte d'injustice ; celui où l'on repousse les attaques d'un ennemi ; celui où l'on secoure un allié attaqué.

Ainsi, soit que l'on considère la Guerre dans son principe, soit qu'on en calcule les effets relativement aux au-

tres & relativement à soi-même, il est de la plus grande importance qu'elle ne se fasse pas sans l'aveu du Peuple qui doit la soutenir. Dans son principe, c'est l'acte le plus terrible de la Législation non écrite du Droit des gens : & si tout Peuple doit consentir ses Loix ; peut-il négliger ou abandonner aux passions d'un petit nombre d'individus la partie législative la plus grande, la plus intéressante, la plus désastreuse ? Quant aux effets ils sont plus sentis. Leur influence décide souvent du bonheur ou du malheur d'un Peuple. Tout ce qui intéresse le plus la prospérité d'une Nation est soumis à ses atteintes : la liberté, la sûreté, la propriété générales & individuelles deviennent le jouet des événemens qu'elle produit. Il n'est donc aucun acte de la conduite publique d'un Peuple qui demande une réflexion plus mûre, des conseils plus sages & un consentement plus général.



Honte & ridicule à jamais sur ces politiques imbéciles qui prétendent que le secret soit l'ame des affaires publiques ! Les ténèbres ne conviennent qu'aux fripons , qu'à la foiblesse qui médite le crime. Ils sont indignes d'une Nation grande & puissante. Elle inspirera toujours à ses voisins un respect qu'aucun n'osera jamais blesser : & comme elle ne sera plus elle-même excitée par toutes ces passions inquiètes & coupables, qui font épier sans cesse les momens de faiblesse ou de troubles des autres pour les envahir ; comme elle n'aura d'autre desir qu'une paix constante , d'autre intérêt que de l'entretenir chez autrui , loin d'être inquiétée par des voisins qui ne pourraient qu'y perdre , elle deviendra au contraire l'arbitre naturel de tous leurs différends , & un arbitraire dont le poids & l'opinion deviendront décisifs.

---

*L E T T R E X L I I I .**M*ILORD,

En vain la Nation Française aurait-elle fixé toutes ces bases de sa liberté publique, si elle ne les mettait sous la protection de la liberté de la presse, qui seule peut lui fournir une sauvegarde incorruptible. Tant que j'agis bien, disait un grand Prince, que m'importe ce qu'on dit ou ce qu'on écrit ; mais si je venais à abuser, qui fait si je n'établirais pas une inquisition littéraire ? Sentence remarquable , & qui explique en deux mots la nature du système prohibitif. Il n'est que l'administrateur coupable, ou celui qui veut se réserver le droit de l'être , qui soient partisans des entraves de la presse. C'est à l'ombre de

ce silence funeste que les injustices se multiplient; qu'on attaque la liberté nationale ou individuelle; qu'on dissipe les trésors de l'Etat; qu'on trompe le Prince, en lui faisant prendre ce silence de la mort pour le calme du bonheur, jusqu'à ce qu'enfin la foudre gronde, & à la lueur de l'éclair destructeur, il défile ses yeux étonnés. Car chez les Princes le crime est toujours un effet d'aveuglement, puisqu'ils ne peuvent avoir d'autre intérêt que le bien public.

Cette inquisition a été portée si loin en France que les détails en inspirent l'indignation. Nul n'a pu communiquer à ses concitoyens ses lumières & le fruit de ses méditations, sans les soumettre à un Censeur, presque toujours un imbécille, ou l'esclave vil de l'ignorance & du despotisme des gouvernans. L'effet nécessaire d'un pareil abus a été de prohiber la raison & le bon sens. On n'a plus imprimé que des almanachs & des

chançons. L'attache du Gouvernement est devenu le sceau de la sottise, & la vérité proscrire n'a pu se montrer qu'en contrebande.

Mais pour la dire l'Ecrivain s'est vu pourfui par le pouvoir arbitraire , le Libraire emprisonné & ruiné. Sous Louis XV la démence alla si loin , que lors de la publication de l'Encyclopédie, de cet Ouvrage dont l'idée devait appartenir à un peuple libre pour le rendre parfait , on proposa au Conseil de bannir de France tous les Encyclopédistes & tous les Philosophes. Si le Duc de Choiseul eût été un sot , c'en était fait de la gloire de ce Royaume ; il perdait en Europe cette prééminence d'opinion dont les effets sont inappréciables.

Mais son génie tutélaire le sauva de sa perte, en conservant dans son sein ces germes d'instruction dont il recueille encore aujourd'hui les fruits. Car à quoi attribuer le calme des mouvemens ac-



tuels, au milieu de la plus grande révolution peut-être, qui se soit opérée, sinon à l'influence des lumières répandues dans un certain nombre d'hommes. Consultons l'Histoire des autres peuples, jettons les yeux sur les convulsions affreuses qui nous ont préparé à nous-mêmes notre liberté. C'est que l'ignorance qui n'empêche pas les peuples de sentir leurs maux, les aveugle sur les moyens de les réparer. Le désespoir prend alors la place de la discussion, & des torrens de sang peuvent seuls ramener le sang-froid qui raisonne.

Si dans une position qui presque toujours produit des crises violentes, les lumières recueillies par un petit nombre d'hommes ont été capables d'inspirer à la Nation Française un calme qui étonne, quel n'aurait pas été l'effet d'une instruction plus généralement répandue? Eclairés sur les principes de l'association & les droits réciproques des Citoyens,

quels hommes auraient osé s'exposer au ridicule public , à leur propre mépris , pour soutenir de vaines prétentions nées de la barbarie ? Leur propre raison , d'accord avec la raison publique , leur aurait commandé le silence. Si l'on défend quelquefois une erreur , c'est qu'on est duppe soi-même , ou qu'on espère en faire ; mais jamais quand on est sûre que le mensonge auquel on s'intéresse est également un mensonge pour tous.

C'est donc aux entraves de la presse & à l'ignorance qu'elle a favorisée , que le Gouvernement doit attribuer les embarras qu'il éprouve ; il a semé l'erreur , il en recueille les fruits. Un Peuple ignorant est le lion enchaîné ; dès que les fers se brisent il déchire ce qu'il rencontre. C'est l'instruction qui l'apprivoise & le rend docile ; & le bien qu'on lui fait peut seul l'attacher par le bien qu'on peut lui faire encore.

La liberté de la presse a été en An-

gleterre la gardienne la plus sûre de la liberté nationale. L'acte d'*habeas corpus*, le jugement par les Pairs en sont le fondement. Mais sans cette garde qui retient sans cesse le puissant, il les foulerait aux pieds. Combien de moyens n'aurait pas un Ministre pour faire taire la Loi, séduire les Magistrats & étouffer les réclamations. La presse est l'épouvantail qui l'arrête. C'est le cri d'alarme qui rallie les Citoyens à la liberté, & fait la sûreté commune. Lord Rochefort ose franchir cette barrière sacrée. Il fait emprisonner sous un prétexte vain, un honnête Citoyen. La trompette de la liberté sonne l'alarme. Le Ministre, cité par le Public, paraît devant la Loi, & une grosse amende lui apprend que nul homme n'a le droit de commettre une injustice.

Tout homme a un droit indéfini à sa propriété sous tous ses rapports. Or, quelle en est la portion la plus libre, si

ce n'est celle de ses pensées. C'est un droit sacré, le rampart de tous les autres ; celui qu'on est le plus intéressé à maintenir, parce que sans lui tous les autres sont exposés. Aussi pourrait-on définir la liberté de la presse : le droit de défendre ses droits. Il est dans l'ordre social ce qu'est le droit de défense personnelle dans l'ordre naturel. En priver l'homme, c'est le dépouiller de sa prérogative la plus précieuse.

En vain l'esprit prohibitif employe-t-il les sophismes pour défendre l'instrument de ses iniquités. Ils ne soutiennent point la discussion : c'est la fausse monnaie qui se connaît d'abord à la pierre de touche de la raison. Pourquoi confondre toujours les idées de ceux qu'on veut séduire, & prêter à la liberté ce qui n'appartient qu'à la licence ? Il est pourtant si simple de ramener toutes les actions de l'homme aux principes de l'ordre social !



Ne rien faire qui blesse autrui , voilà le précepte : faire tout ce qui peut augmenter le bonheur commun , voilà le mérite. La justice est stricte & obligatoire ; c'est l'objet des Loix. La vertu est libre & méritoire : c'est l'objet des mœurs , & sa récompense est dans l'opinion. Toutes les actions de l'homme social sont par conséquent du ressort des Loix ou de celui des mœurs. Elles sont donc ou obligatoires ou libres ; & cette distinction établit dans l'homme deux sortes d'actions ; celles qui appartiennent à autrui , celles qui n'appartiennent qu'à lui-même. Les premières , quand elles sont mauvaises , constituent les crimes ; les secondes , quand elles sont corrompues , constituent les vices. Celles-ci forment la conduite privée ; c'est son domaine ; une propriété libre , qu'aucun Citoyen n'a le droit d'attaquer : c'est par l'instruction , les récompenses , l'intérêt bien entendu , qu'on les dirige & qu'on les amé-

liore. Celles-là forment sa conduite publique, c'est le domaine de tous; il en doit compte à tous, parce que cette censure mutuelle fait la base de la liberté & du maintien de l'ordre public. Telle est la règle première & invariable de toute Législation juste & raisonnable. Qu'on mesure toute Loi quelconque sur cette règle, & jamais on ne s'égarrera.

D'après des principes si clairs, si évidens, principes dont jusqu'ici les publicistes n'ont apperçu que les effets, il est bien facile de fixer à la presse ses limites, de tracer la ligne de démarcation entre la liberté & la licence, de séparer le droit de l'abus.

Chaque Citoyen a donc le droit de dénoncer à la vindicte publique toute action d'un individu quelconque, condamnée par le Code criminel. C'est de cet éveil public que naissent l'ordre & la sûreté de tous. Ce principe a été tellement senti en Angleterre, que la Loi

elle-même a voulu soutenir cette attention générale des Citoyens , en lui offrant une récompense , & l'attention particulière en punissant celui qui , ayant été l'objet d'un crime , serait assez faible ou assez corrompu pour lui ménager l'impunité par un silence coupable.

Toute action de l'homme privé , non comprise dans le Code pénal , doit être respectée par ses Concitoyens. Le droit de vilipender des actions dont on ne doit point compte , n'appartient à personne.

Mais la conduite publique de l'homme en place n'est pas resserrée dans une règle si étroite. Si , comme tous les autres , il doit compte des actions soumises aux Loix , il le doit encore de toutes celles qui appartiennent à la place qu'il occupe. On n'a pas le droit de dénoncer au Public le Ministre ou le Magistrat pour son avarice , pour sa débauche , pour tout ce qui est du ressort des mœurs ; mais on a  
celui

celui de censurer , quant à son Office , sa paresse , sa négligence , son ignorance ou sa partialité : on a le droit d'en développer les effets , parce que ces effets intéressent l'ordre public ; parce qu'ils lèsent les intérêts & les droits des Citoyens ; parce qu'enfin sans cette censure publique , le seul frein du Puissant , le Citoyen est opprimé en détail & la liberté anéantie.

Tels sont les droits de la presse. Ils finissent là où l'injure & la calomnie commencent. L'injure , lorsqu'on vilipende l'individu pour des actions qui appartiennent à sa conduite privée ; la calomnie , lorsqu'une inculpation porte sur un délit qu'on ne peut prouver. C'est alors cette licence dangereuse que le bon ordre proscriit , & qui mérite l'animadversion des Loix. Telle est la méchanceté perfide qui va épier les secrets des familles , les erreurs cachées de l'individu , ses défauts ou ses faiblesses ; telle



est la lâcheté vile qui surprend une femme faible ou malheureuse , se fait un jeu cruel d'afficher aux yeux du Public ce qui peut-être mérite l'indulgence , & attire à ces individus le ridicule & le mépris dont l'aiguillon ne fait pas moins sa blessure que la honte.

La Législation de la presse doit donc se réduire à un seul Règlement, de rendre tout Imprimeur responsable de ce qu'il imprime, s'il n'est pas nanti de la signature de celui qui fait imprimer, autrement l'Auteur en répond lui-même. S'il injurie, une amende proportionnée à l'offense doit punir le délit; s'il calomnie, outre l'amende, une rétractation honteuse & diffamante doit punir son crime.

Si c'est là tout ce que prononce la justice sur cette partie de la liberté publique, c'est aussi l'unique moyen d'arrêter le cours de ces libelles assassins, qui ne respectent pas plus l'honneur que

le crime. Voulez-vous anéantir la contrebande en tout genre ? Faites en tout genre jouir le Citoyen de la liberté qui lui appartient.

C'est en tout l'esprit prohibitif qui donne l'envie de violer les Loix, & qui en fournit les moyens. En Imprimerie c'est lui qui, ayant prohibé la raison & le bon sens, a inspiré cette avidité qui fait courir après tout ce qui est défendu. Dans tout ce qui a passé à la censure, on fait que l'Ecrivain ne dit que ce qu'on veut qu'il dise. Ce n'est que dans un livre défendu qu'on s'attend à trouver ce qu'il pense. L'Ecrivain, poussé par l'amour de la gloire ou par le cri des besoins, cède à l'opinion. On n'achète de lui que ce qui se vend, & on ne vend que ce qui n'est pas censuré. Le Libraire qui ne se connaît, qui ne doit se connaître qu'en vente, ne distingue guère ce qui est libelle de ce qui est raison. Il achète parce que l'Ouvrage

a le caractère de la vente. Le méchant profite de cette ignorance du Libraire & de l'avidité du Lecteur pour faire circuler des diffamations odieuses, souvent sur les caractères les plus respectables.

Point de pays sans doute où la liberté de la Presse soit plus entière qu'en Angleterre; & point de pays où les libelles soient plus rares. Je ne me souviens point d'en avoir vu d'autres que ceux du Lord G. Les personnes attaquées par ce fanatique, s'adressèrent à la Loi, & la Loi punit sévèrement le coupable. Cette satisfaction publique n'est-elle pas plus honorable que l'inquisition sourde d'une Police à laquelle le coupable échappe toujours, & qui, en haussant le prix des libelles par le prix des peines qu'elle donne, & les extorsions de ses subalternes, augmente elle-même l'industrie & l'avidité des Colporteurs.

Le Parlement, pénétré sans doute de ces vérités, a demandé lui-même, dans

son Arrêté du 5 Décembre 1788, cette liberté si desirable. *La liberté légitime de la Presse*, y est-il dit, *est la seule ressource prompte & certaine des gens de bien contre la licence des méchans*. C'est bien-là le résumé des principes que j'ai posés, sans lesquels il n'est point, il ne peut être de liberté. Les méchans sont dans tous les ordres, dans tous les corps, dans toutes les positions. Ainsi la licence du Ministre, comme celle du Magistrat, du Prêtre & du Soldat, sont certainement comprises dans la dénonciation parlementaire. Le Parlement, si on lui reprochait des erreurs, se garderait bien sans doute de tomber dans la contradiction révoltante de regarder comme crime envers lui, ce qu'il regarde comme une justice envers le Ministère. Le décret lancé contre M. Dupati, qui leur imputait un Jugement hasardé, & depuis constaté peu juste, était assurément une grande contradiction avec ces principes.



*LETTRE XLIV.*

**M**ILORD,

EN me résumant sur tout ce que je vous ai dit, relativement à la liberté publique, je trouve que cette partie de la constitution serait établie par une grande chartre qui contiendrait les Loix suivantes :

1°. Le pouvoir législatif sera composé des Députés, librement élus, de toutes les classes de Citoyens; de la Noblesse constitutionnelle; & du Prince.

2°. Tout homme libre, tenant à l'Etat par la propriété, le commerce ou l'industrie, sera éligible pour la représentation nationale.

3°. La Noblesse constitutionnelle ne s'entendra que des aînés des familles

qui remontent au-delà du quatorzième siècle. Le Prince sera la source de cette élévation. Un certain nombre d'Evêques siégeront avec la Noblesse, dans la proportion d'un à quatre, tant qu'il plaira à la Nation de continuer au Clergé la gestion des propriétés qui lui sont confiées.

4°. Le Prince règnera par le droit d'hérédité, fixée exclusivement aux aînés mâles de la famille royale.

5°. Les Etats-Généraux tiendront une session chaque année. Le Prince pourra les assembler extraordinairement en cas de besoin.

6°. Les Membres ne seront élus que pour trois ans. Ils seront payés par leurs Commettans, ou par les Etats Provinciaux, & ils pourront être révoqués par lesdits Etats Provinciaux.

7°. Aucune Loi n'aura de force qu'après avoir été consentie par les deux Chambres, & sanctionnée par le Prince.

8°. Les revenus publics seront à la disposition des Etats-Généraux.

9°. La guerre sera consentie par eux.

10°. L'armée sera répartie par divisions dans chaque Province, d'où elle ne sortira qu'en cas de guerre.

11°. Les Etats Provinciaux seront composés d'une seule Chambre. Tous les Membres seront élus par la Généralité, sans aucune distinction. Les seuls Nobles constitutionnels n'en pourront faire partie.

12°. La liberté de la Presse sera établie indéfinivement. Elle n'aura de bornes que la licence condamnée par la Loi.

C'est avec ce petit nombre de Loix, mais de Loix indispensables, que la Nation Française doit se donner une liberté publique, dont jusqu'ici elle n'a pas même eu l'ombre. C'est à l'abri de cette égide que pourront naître & prospérer la liberté civile & individuelle. C'est la  
jouissance

jouissance plus sentie de cette liberté personnelle qui , par un retour nécessaire & heureux , attache une Nation à sa liberté publique. Le Peuple n'éprouve qu'indirectement les avantages de celle-ci ; mais le moindre Citoyen partage journellement les bienfaits que répand celle-là. Je vous dirai , si j'en trouve les forces, tout ce qu'il faudrait faire en France pour l'établir sur une base solide. Adieu.





## L E T T R E   X L V.

M I L O R D,

J'AI défini la liberté civile, *le rapport d'un Peuple avec ses lois*. Ce rapport est à l'avantage ou au désavantage de la Nation, & son instruction ou son ignorance en est la mesure. Je m'explique : la liberté publique d'un Peuple existe dès que ce Peuple consent ses lois. Mais le droit de les faire n'est pas le talent de les bien faire. Pour qu'elles soient justes & équitables, il faut que ce Peuple ait acquis des idées claires des principes de l'association, du droit naturel, & de son intérêt bien entendu. Ce n'est qu'avec cette collection d'idées qu'il pourra faire de justes applications du droit naturel aux divers objets de l'ordre public ; car les lois positives ne

font autre chose que ces applications diverses. Un Peuple, rigoureusement parlant, peut donc jouir d'une liberté publique, sans avoir une liberté civile; il peut consentir ses lois, sans avoir les lumières nécessaires pour leur confection. La première base de la liberté civile est donc l'instruction. Le plus grand intérêt d'un Peuple qui désire être libre, est de s'instruire, & l'éducation publique doit par conséquent être son premier soin.

L'éducation publique se divise en deux branches, celle qu'on appelle mal à propos & génériquement éducation, qui n'est que l'instruction reçue par l'enfant, ou dans les écoles, ou dans la maison paternelle; celle qui est le résultat des idées que fournissent sans cesse tous les objets environnans, dont les leçons ne finissent qu'avec la vie de l'homme, & qui, réunies à l'instruction, forment vraiment l'éducation.

Celle-ci sera nécessairement bonne dans tout Etat où la liberté publique & civile seront bien constituées. La justice étant strictement observée par le Gouvernement envers les gouvernés, & par les gouvernés entre eux, cette position amenera la félicité publique ; la félicité publique attachera le Citoyen à sa patrie ; son intérêt éclairé lui apprenant qu'il lui convient de contribuer autant qu'il est en lui à cette félicité générale de laquelle dépend la sienne, il se trouvera porté par son intérêt même à la pratique de toutes les actions utiles à ses concitoyens, mais libres, mais indépendantes de la justice, & qui constituent les vertus. Toutes les actions des Citoyens seront conformes alors à la morale la plus pure, & les idées qu'elles fourniront à l'éducation publique ne tendront qu'à faire de bons Citoyens.

Mais, pour amener cet état des choses, l'instruction, qui en est la base

fondamentale , doit être bonne , & elle ne sera telle qu'en lui imposant la plus rigoureuse obligation de ne donner à l'enfance que des idées justes & utiles.

En considérant l'importance d'une institution dont les effets sont incalculables , on a bien raison de s'étonner de l'insouciance & de l'oubli des sociétés relativement à l'instruction publique. Toutes les connaissances humaines ont fait quelques progrès ; la science seule de l'éducation se trouve encore au point où elle était au neuvième siècle , c'est-à-dire , au temps de l'ignorance la plus barbare qui ait déshonoré l'espèce humaine.

Dans ces siècles de ténèbres , lire était une science qui procurait de la considération ; savoir le latin était le premier mérite des Savans ; c'était la Langue du peu de sciences exactes qui s'étaient conservées ; c'était par consé-



quent la clef de toutes les connaissances ; on en fit donc la base de l'instruction publique , & cette instruction se concentra dans les Universités. L'éducation collective , entre beaucoup d'avantages , a l'inconvénient d'une marche très-lente , en raison des différentes dispositions des Elèves & de l'esprit de routine des Maîtres. Le latin prit donc un temps très-considérable , & ce défaut fut éternisé par la manière dont on divisa le temps. Six ans furent consacrés à apprendre une Langue morte , & les deux années qui suivaient , auxquelles on donna le nom pompeux de Philosophie , mirent dans la tête , au lieu de choses utiles , des subtilités scolastiques absolument stériles pour le bonheur de l'homme & le bien de la Société. Mais si cette méthode était analogue au temps qui la fit éclore , combien , dans un temps plus éclairé , n'a-t-on pas été coupable de sacrifier ainsi à des inutilités

un huitième si précieux de la vie de l'homme !

En effet, que savons-nous en sortant des Collèges ? qu'y avons-nous appris ? Le latin, assez imparfaitement, parce que tel est l'effet de la routine, & notre Langue point du tout. A quelque état que l'on soit destiné dans la Société, on n'a rien acquis qui y soit relatif. On en est aux premiers élémens, dans l'âge où l'on ne devrait avoir que des applications à faire. Il faut alors commencer son instruction. L'on est imbu de principes républicains dans une Monarchie, de mœurs opposées à ses mœurs ; l'on a appris enfin tout ce que peut-être il n'était pas temps encore de connaître, & rien de ce que l'on devrait savoir. A dix-huit, à vingt ans, on n'a acquis encore que des mots & point d'idées, ou des idées dont il faut se défaire. Mais de tous les vices que ce système d'instruction a introduits, le plus per-

nicieux peut-être est de s'être établi lui-même comme une barrière à tout remède. Les Universités se sont emparées des portes de presque tous les états de la Société, & en s'attribuant cette espèce de monopole, elles ont éternisé la plus détestable des éducations. Ainsi se perpétuent les vices dans les Etats ; leurs racines s'étendent, serpentent, & enlacent tous les pivots de la Société, & ils subsistent à l'ombre de l'insouciance & de la paresse. On s'étonne que les Lettrés Chinois passent vingt ans à l'étude de leur Langue ; au moins c'est leur Langue, & cette étude, mal jugée de si loin, comprend sans doute l'étude du grand art de gouverner, puisque c'est de cette classe que les Mandarins sont tirés. Mais employer huit ans à l'étude de la Langue d'un Peuple qui n'existe plus, qui ne peut avoir d'autre objet qu'une curiosité stérile, n'est-ce pas le comble d'un ridicule bien plus extraordinaire ?

L'instruction publique est d'un bien plus grand intérêt qu'on ne pense ; c'est le fondement sur lequel se construit tout l'édifice de la vie civile ; c'est sur lui que pose le système même du Gouvernement. S'il est tant d'erreurs dans sa marche , tant de vices dans sa constitution , tant de difficultés à réparer les abus ; c'est à l'éducation qu'il faut s'en prendre. L'homme passe les vingt premières années de sa vie à ne rien apprendre , ou , ce qui est pire , à apprendre des riens. A peine sorti de ce cours d'inutilités , on le jette dans la Société. Le père , qui voit alors son fils un homme , ne calcule que sa taille , comme on le fit jadis pour lui-même. Il s'empresse de donner à ce fils un état , c'est-à-dire , de le mettre dans un de ces emplois qui gouvernent & dirigent la Société. Qu'a-t-il appris pour remplir ses devoirs ? Rien. Il va donc apprendre ? Encore moins : le temps de re-



cueillir n'est plus le temps de semer ; il suit la marche de ses devanciers : il se fait une sorte de routine qui lui tient lieu d'instruction : la vérité est adoptée, comme l'erreur ; c'est un aveugle qui, sur la foi d'un autre aveugle, distribue des couleurs aux Quinze-Vingts.

Pourquoi tant d'idées absurdes sont-elles consacrées ? pourquoi tant de sottises réduites en système ? C'est que les hommes n'ont point de principes ; c'est qu'on passe les premiers vingt ans de sa vie à sucir toutes les inepties qui nourrissent le monde. Après cela , il faut presque autant de temps pour effacer ces premières impressions. Mais combien est petit le nombre de ceux qui aient le courage ou le temps que demande une pareille entreprise ! L'intérêt personnel qui s'empare alors de l'individu , la paresse , l'esprit d'imitation , plus adopté parce qu'il coûte moins , mille forces se réunissent pour entraîner l'homme

dans la route déjà frayée, quoiqu'elle soit pleine d'illusions & d'erreurs. De là la chaîne non interrompue des maux qui accablent les Sociétés.

On s'étonne de l'âge où les Grecs & les Romains se montraient des hommes. A vingt ans, Alexandre, déjà Homme de Lettres & grand Capitaine, entreprenait la conquête de l'Orient ; à cet âge, les Scipion, les Annibal formaient les plus grands projets, exécutaient les plus grandes entreprises ; avant la maturité des ans, Pompée, vainqueur dans toutes les parties du monde, remplissait l'univers de sa gloire. Comment ces Grecs & ces Romains, à la fois Hommes de Lettres, Capitaines, & Hommes d'Etat, exerçaient-ils avec tant de succès, des emplois que nul Citoyen ne ferait maintenant capable de remplir au même âge ? Les hommes d'autrefois étaient-ils différens d'aujourd'hui ? Non, sans doute ; cette supé-

riorité était l'effet de l'éducation ; ce n'était point alors à des Scolaſtiques, mais à des Philoſophes, qu'on confiait l'inſtruction de la jeuneſſe. Leur objet était de former des Héros, de grands Citoyens, & la gloire du Diſciple devenait la récompènſe du Maître.

Si toutes nos idées ſont acquiſes, ſi c'eſt leur comparaifon qui produit nos jugemens, comment douter de l'importance des premières que reçoit la jeuneſſe ? Veut-on confirmer ces principes par l'expérience ? que l'on remarque en Angleterre ce qui ſe paſſe au milieu d'un Peuple groſſier. Une rixe s'élève dans une rue de Londres : le Peuple ſ'aſſemble, s'empreſſe d'en connaître la cauſe, écoute les raiſons, & juge. Si c'eſt une de ces querelles où l'humeur ſeule irrite les champions, on les laiſſe meſurer leurs forces. Le Peuple juge les coups, empêche la ſupercherie, relève celui qui eſt abattu, contient

Pire de son adversaire jusqu'à ce que l'égalité des moyens soit rétablie. Mais si la querelle vient d'une attaque à la liberté, à la sûreté, on entend le Peuple discuter la question aussi bien que Sir John Fielding, prononcer contre l'infraacteur du droit naturel, & le forcer à réparer le tort. A quoi attribuer ce discernement du Peuple ? A l'instruction publique. Liberté, sûreté, propriété, sont les trois idées premières qui se gravent dans la mémoire ; elles se marient à toutes celles qu'il reçoit ensuite, &, toujours présentes à son imagination, elles deviennent la règle de ses jugemens.

Si les premières années de l'homme étaient employées à fixer dans sa tête les idées mères de toutes les notions utiles au genre humain ; si l'on posait pour base à son instruction future les premiers élémens des sciences exactes, l'étude de l'homme, de ses droits, &



de l'ordre social, l'on verrait bientôt les abus se rectifier, l'état de l'homme s'améliorer, & le Corps politique devenir florissant. Si les idées premières sont celles qui se gravent le plus profondément, sont celles qui influent le plus sur la totalité de la vie, c'est donc à cette époque qu'il faut offrir à l'homme les vérités qui doivent le plus contribuer à son bonheur & à celui de ses semblables. La race nouvellement instruite portera dans sa vie civile ces principes d'où découleront toutes ses actions, comme la race devancière y porta ses préjugés & son ignorance. L'une trouva des erreurs, & les suivit, parce que, n'ayant point de principes, elle préféra la marche établie, à une étude nouvelle & pénible. L'autre, éclairée par un flambeau sûr, portera cette lumière dans les absurdités ténébreuses de l'erreur. L'habitude de peser les choses dans une balance qui ne l'aura

jamais trompée, lui en fera une heureuse nécessité : le vice ne soutiendra point un examen si rigoureux ; les abus disparaîtront, & tout rentrera dans l'ordre naturel.

A juger de l'importance de l'éducation publique, & de la constance des Sociétés à conserver les abus de cette vieille institution, on devrait imaginer que sa réforme offre des difficultés insurmontables. Cependant les moyens en sont simples, & il ne faut que le courage de les employer.

L'éducation publique renferme deux objets, le moral & le physique de l'homme. Les anciens attachaient beaucoup plus d'idée à la partie physique de l'éducation, que les modernes, qui semblent ne la compter pour rien. La gymnastique fut long-temps regardée comme un grand moyen de développer les forces physiques, de produire une race plus robuste, & par conséquent

plus propre aux divers emplois de la Société. Les Grecs sur-tout en firent une partie essentielle de l'éducation. Ce fut à ce ressort qu'ils durent la plupart des grandes choses qu'offre leur histoire, & qui nous frappent comme des contes de géans; parce qu'il convient mieux à notre amour-propre de les voir ainsi, que de nous trouver des pygmées.

Un luxe excessif amollit les Peuples, & la mollesse les avilit. Voilà la vraie cause de notre manière de voir sur cet objet. Il est encore quelques pères sans doute dont la tendresse éclairée désire des enfans sains & robustes; mais combien le nombre en est-il petit, dans cette classe sur-tout qui sert de modèle aux autres! Les femmes se sont emparées d'un emploi qui ne doit point les regarder. L'enfance leur appartient; leurs soins compatissans sont dus à cet âge tendre. Mais dès que l'âge de l'instruction

truction & de la force arrive ; elles ne sauraient que nuire à l'éducation , en s'en mêlant. Comment communiqueraient-elles ce qu'elles n'ont point reçu ? La femme , timide par sa nature , affaiblie encore par son éducation , ayant toutes les qualités & plus souvent encore toutes les petites faiblesses qui tiennent à la délicatesse , peut-elle inspirer les vertus mâles qui doivent former le caractère de l'homme ? Cependant ce sont les femmes qui dirigent presque généralement l'éducation , & sur-tout la partie physique. La seule crainte est d'exposer un fils chéri au danger d'un coup ou d'un rhume ; toute activité dans ses ébats , toute fatigue dans ses exercices sont sévèrement défendus. L'Instituteur éclairé veut-il fortifier son Elève par l'exercice ? La mère , qui n'en veut faire qu'une poupée de bonne compagnie , le contrarie sans cesse. Une chute , effet inévitable



d'une enfance active , quelques gouttes de sueur après une lutte ou une course un peu vives , attirent à l'Instituteur des réprimandes qui lui font sentir dans quel état d'avilissement est tombée une fonction dont il avait peut-être eu la bonhomie de se faire une idée noble. Qu'arrive-t-il ? Il se retire , s'il a quelque énergie ; si , maîtrisé par la fortune, il avale la lie de son état, il obéit à l'impulsion qu'il reçoit , & il fait de son Elève un meuble de salon.

A quoi attribuer cette force physique qui distingue la nation anglaise de presque toutes les autres ? C'est à la manière dont l'enfance est élevée. Nous n'avons point, il est vrai, comme les Grecs, des arènes publiques où la jeunesse s'exerce à la lutte , à la course , à lever des poids considérables ; il n'est point chez nous de fêtes solennelles où la couronne ceigne le front du vainqueur dans ces différens exercices ; mais la

tournure de la Nation supplée à ce défaut. Dès la plus tendre enfance on s'exerce à tous ces combats. Comme l'éducation publique est généralement adoptée, & qu'on ne trouverait peut-être pas dans Londres douze éducations domestiques, le Duc, comme le fils du Marchand, suit les usages des écoles; il développe ses forces par leur fréquent exercice; il acquiert de l'agilité en franchissant des fossés; il devient de bonne heure adroit & courageux à manier un cheval. Nous voyons tranquillement, souvent même nous encourageons dans nos enfans des développemens physiques, dont l'idée seule donnerait un spasme à une mère française. Peut-être cet objet, trop généralement négligé, est-il d'une plus grande conséquence qu'on ne croit. Peut-être serait-il de la sagesse du Gouvernement d'amener les idées des hommes vers une institution dont le Philosophe peut seu-

lement faire apercevoir l'utilité. Mais si la gymnastique n'est pas à négliger, la partie morale de l'éducation est d'un bien plus grand intérêt.

Pour instruire avec fruit il faut que l'instruction suive le développement des organes : & pour qu'une instruction publique soit d'une utilité praticable, il faut qu'elle ne porte que sur les connaissances générales qu'il est également indispensable à tout citoyen d'acquérir.

Aussi tout plan d'instruction publique doit porter sur ces deux bases : la marche de l'esprit humain dans l'acquisition des idées, & l'universalité d'utilité pour les connaissances à donner.

Recevoir les idées d'autrui & rendre compte des siennes, est le premier pas de l'instruction. C'est donc de la Langue qu'il faut commencer à instruire l'enfant ; c'est dans cet âge, où la mémoire, encore vierge, reçoit de vives

impressions, qu'il faut y graver une science de signes, qu'il saisira d'autant plus aisément; que la pratique vient à tout instant rappeler une théorie facile. L'on n'aura plus la honte d'ignorer sa propre Langue; & comme toutes les Langues ont une grande charpente qui se ressemble, celle-ci, une fois possédée par principes, servira ensuite d'objet de comparaison pour apprendre les autres, qui deviendront plus faciles à saisir. Une année suffirait pour cette étude. S'il n'est point d'enfant, si stupide qu'il soit, qui, transporté en pays étranger, n'en saisisse l'idiome dans cet espace de temps, comment n'apprendrait-il pas l'économie de celle qu'il pratique tous les jours, qu'il a sucée avec le lait?

Les signes sont toujours mieux saisis par une jeune tête, que des raisonnemens qui demandent de la combinaison & de la réflexion. On enseignerait donc



le calcul, qui n'est qu'une science de signes, & qu'à la honte de l'éducation actuelle on néglige, malgré sa nécessité absolue dans la vie; ce ne serait que le prélude de l'étude de la géométrie élémentaire, qui est aussi une science de signes, & aurait l'avantage de fournir sans cesse une application au calcul; la seconde année serait consacrée à ces élémens; mais l'étude en serait continuée dans la troisième classe.

La Physique, qui n'est pas moins utile à toutes les positions de la vie, serait l'objet principal de la troisième année; mais pour la faire saisir plus aisément, pour la rendre aussi agréable qu'utile; ce serait la physique expérimentale qui servirait à en faire saisir les principes, & la pratique marcherait avec la théorie.

Après trois ans d'une étude qui aurait meublé la tête des enfans sans la fatiguer, qui l'aurait exercée à des combi-

naïssances faciles ; il serait temps de leur offrir une matière plus sérieuse & un aliment plus solide ; il serait temps de les occuper des droits & des devoirs de l'homme. La simple , mais intéressante étude du droit naturel , viendrait former leur raison ; on leur apprendrait ce qui fut la cause & l'objet du contrat social ; on les instruirait des devoirs de l'homme citoyen ; on leur montrerait la chaîne qui lie le bonheur du citoyen à celui de l'Etat ; ils verraient que l'ordre en est le premier anneau ; on leur inspirerait l'amour de leurs devoirs par la conviction que leur bonheur dépend de cet ordre qui fait la félicité générale. Pour rendre cette étude facile & la graver plus profondément , des principes élémentaires , clairement énoncés , devraient former un catéchisme moral ; le Maître en développerait tous les rapports.

A l'appui de cette théorie de la

morale viendrait l'histoire des siècles passés, comme leçon pratique ; non cette mer de faits stériles, entassés sans discernement, & qui surchargent la mémoire en étouffant le bon sens ; mais une analyse raisonnée & courte de la formation, de la grandeur, & de la décadence des Empires, des vertus & des vices qui les ont successivement vivifiés ou détruits ; c'est elle qui servirait à convaincre la jeunesse de la vérité des principes dont on l'aurait imbue ; c'est là qu'on leur dévoilerait les erreurs & les préjugés funestes des hommes ; qu'on ferait ressortir ces vertus douces & bienfaisantes, trop oubliées par les Ecrivains ; qu'on montrerait dans leur vrai jour tous ces crimes heureux, célébrés par des plumes ennemies du genre humain, & qu'on vouerait à la honte & le Héros & l'Ecrivain. Deux années seraient nécessaires pour cette science importante.

La fixième année serait le temps des acquisitions agréables : ces arts ne doivent pas marcher les premiers ; mais on ne doit pas les négliger. La musique adoucit les mœurs, éveille la sensibilité, prépare aux douces émotions, & ces émotions mènent aux vertus bienfaisantes. La danse, les armes, l'équitation fortifient le physique, donnent des graces & un poli qui préparent pour la Société. Mais en même temps on donnerait des leçons de cette éternelle Langue latine, qu'on apprendrait alors avec plus de facilité.

L'étude de cette Langue continuerait l'année suivante, & l'on y joindrait les Belles-Lettres, qui y tiennent ; la comparaison des deux Langues ferait avancer les progrès.

Ainsi, dans ces sept années de l'instruction publique, les enfans auraient appris leur Langue, le calcul, les élémens de la Géométrie & de la



Physique , du Droit naturel & de l'Histoire ; ils auraient acquis les principes de Poësie & d'Éloquence , & autant de latin qu'il convient pour une Langue morte ; le Physique même n'aurait point été négligé.

Mais , dira-t-on , qu'apprendront-ils de Géométrie dans un an ? qu'apprendront-ils de Physique ? Sans doute ils ne feront ni des d'Alembert , ni des Buffon ; mais ils apprendront quelque chose là où ils n'apprenaient rien ; ils auront les premières notions de toutes les Sciences généralement utiles , & ces principes se développeront ensuite d'eux-mêmes plus aisément & plus vite ; ils auront des idées générales & préparatoires de tout , là où ils n'en avaient que d'une Langue morte ; ils feront à seize ans ce qu'ils font à peine à vingt-cinq , où plutôt ce qu'ils ne font jamais.

Voilà ce qui devrait constituer les Universités , mais les Universités seu-

lement ; cette foule de petits Colléges qui infectent le Royaume , devraient être supprimés ; c'est un véritable vice dans l'Etat. Ce sont eux qui surchargent la Société de Moines , de fainéans , & de Citoyens inutiles. Le poids accablant des impôts , l'avilissement de l'Agriculture , le mépris dont on accable l'Artisan , éloignent l'homme de sa position , lui font désirer sans cesse un changement pour lui-même ou du moins pour sa race. La proximité des Colléges & le bon marché des Provinces favorisent ce penchant vicieux & peut-être excusable. Chaque Fermier , chaque Artisan , dès qu'il est à son aise , songe à ôter son fils d'un métier qui ne lui procure que vexation & mépris ; il sacrifie ses bénéfices à cette instruction qui lui promet un Prêtre , un Homme de Loi , ou un Médecin ; il s'applaudit de lui éviter la lie dont lui-même s'est toujours abreuvé ; situation funeste de dé-

pravation , où l'homme le plus honorable , le plus utile , a honte de lui-même ; où l'art le plus noble fait rougir celui qui l'exerce , & lui fait préférer souvent même la servitude , à l'état qui représente la liberté & la dignité primitives de l'homme !

Les Collèges de Province sont remplis de ces enfans de l'Agriculture , ravis à leur honorable charrue ; de ces fils d'Artisans ôtés à leurs utiles ateliers. La vanité éteint bientôt les notions qui devraient leur être familières ; par une suite de ce désordre , ils conçoivent eux-mêmes du mépris pour les travaux de leurs pères ; ils se font une habitude de la fainéantise. Privés enfin des secours momentanés & peu stables de leurs parens , une partie va grossir la foule des Moines & l'armée des Employés du fisc ; l'autre vient inonder la capitale de tous ces fainéans qui vivent d'astuce & d'industrie. Ainsi se

forme & s'entretient une race d'hommes vicieux par nécessité , qui minent soudainement la population , l'Agriculture , & les Arts.

Est-ce donc à dire qu'il faille ôter l'instruction à la masse du Peuple ? Honte & infamie à celui qui traceroit une pareille maxime. Il faut au Peuple une instruction , mais propre à faire des Citoyens & non des Moines. La Nation Anglaise est-elle moins instruite , pour n'avoir que deux Universités & deux grands Collèges de Province ?

Les Universités sont bien plus multipliées en France ; & peut-être serait-ce un avantage , si l'on changeait l'instruction. Mais à tous ces Collèges subalternes , qui ne servent qu'à produire ou augmenter le désordre politique , je voudrais qu'on substituât des écoles propres à former des Citoyens utiles.

Pour que le Peuple s'instruise , il faut qu'il sache lire & écrire. Voilà la pre-



mière connaissance à lui procurer. Le calcul marche ensuite ; c'est la clef de ses affaires. Donnez-lui ensuite des notions de Physique & de Géométrie, qui servent dans l'usage ordinaire de la vie. Après cela viendra l'étude de la morale, qui lui apprendra ses droits & ses devoirs. Quatre années seront nécessaires à cette instruction, mais aussi elles seront suffisantes. On doit s'arrêter là ; c'est tout ce qu'il faut au Peuple, & un tel Peuple serait le premier de l'Europe. Il aura acquis des connaissances utiles, sans que cette étude l'éloigne des occupations auxquelles il peut être destiné. Si des circonstances ou le développement des talens le marquent pour un plus grand effort, les Universités lui offriront leurs moyens, & ce qu'il aura déjà appris n'aura fait que le préparer pour ce même plan d'étude, qui y sera exécuté plus en grand.

Mais il faudrait sur-tout abolir ce

préjugé ridicule de ne confier l'instruction qu'au Sacerdoce. Ce n'est point leur métier ni leur mission. Aucun des Apôtres ne fut Maître d'école. Quel fruit peut-on attendre d'une instruction où tout se contrarie, où ce que l'on enseigne comme Prêtre, est souvent le contraire de ce qu'on doit enseigner comme Citoyen. Le Prêtre dit: Il faut combattre, éteindre toutes les passions; il faut pousser l'indifférence des choses terrestres jusqu'à l'abnégation de soi-même; mais la politique, qui fait que sans passion il n'est point d'action; que c'est à la passion de la gloire, des richesses, de la justice, & du bien public, qu'elle doit ses Savans, ses Négocians, ses Magistrats, & ses Guerriers; que c'est par le commerce de ses villes, la valeur de ses troupes, l'équité de ses Magistrats, le génie de ses Savans, qu'une Nation devient florissante & respectable pour les autres Peuples; la politique doit

exalter les passions, les diriger vers le bien public, puisqu'elles sont la base de son existence & de sa durée. D'ailleurs si la vraie morale est la même pour tous les Peuples, si c'est le même intérêt qui les réunit, les mêmes rapports qui les lient, la morale, portant sur les mêmes bases, sera également aperçue de tous, & la moitié des malheurs de l'humanité seront prévenus. Mais une morale fondée sur les religions factices sera changeante & aussi peu uniforme que leurs dogmes. Le Mahométan, égaré par de faux principes, plongera sans remords ses mains dans le sang de son frère le Chrétien, & le Catholique Romain dans celui de l'hétérodoxe. L'intérêt général des Nations ne commande donc pas moins que celui des individus, de ramener l'instruction à ses vrais principes, de confier à des Citoyens le soin de faire des Citoyens, & non à un corps d'hommes isolés par état, qui ont renoncé par  
choix

choix aux obligations les plus saintes de l'ordre social. J'ai toujours regretté de voir nos écoles & nos universités dans les mains de nos Ministres Protestans. J'ai toujours regardé cette erreur comme la source de ces schismes qui éloignent l'homme de l'homme, les peuples des peuples. Croyez-vous qu'ils eussent produit tant de scènes épouvantables, des hâines si longues & si invétérées, si les Prêtres des sectes respectives ne se fussent, pour ainsi dire, emparés de nos berceaux, n'eussent jeté sur notre jeunesse la semence de ces discordes?

Ainsi donc, pour me résumer, je rappelle les principes que j'ai posés, & je dis : Un Peuple a intérêt d'établir sa liberté publique & sa liberté civile. L'une dépend de son droit à consentir ses lois, droit évident, & qui est aisément démontré. L'autre tient à la sagesse de ces lois, & par conséquent son établissement offre plus de difficultés. Pour faire des



lois sages, il faut bien connaître les rapports & les droits des hommes. Cette connaissance ne peut être que le fruit d'une instruction généralement répandue. L'instruction publique est donc de la plus grande importance? Or, pour que l'instruction réponde à son but, il faut , 1°. la confier à des hommes citoyens, qui n'enseignent que la morale pure, sans mélange d'idées étrangères au contrat social; 2°. qu'elle porte sur les connaissances généralement utiles à tous les membres de toute société, & non sur l'étude d'une langue morte, inutile au bonheur des hommes; 3°. qu'elle soit surveillée sans cesse par le Magistrat public, & que rien ne s'enseigne sans sa permission.

---

*L E T T R E X L V I.**M I L O R D,*

Les lois d'un Peuple sont la partie la plus essentielle de cette éducation publique dont je vous ai déjà analysé l'importance. Il n'en est point à laquelle le Citoyen tienne par autant de rapports. Aussi la législation est-elle toujours la mesure du bonheur ou du malheur de l'homme. Elle s'empare de lui dès sa naissance ; elle le rend heureux ou le tyrannise , le vivifie ou le tue. Son influence est de tous les jours, de tous les instans ; en elle rien n'est indifférent, parce qu'elle n'a point d'effet qui ne soit senti.

Pourquoi donc la législation de presque tous les Peuples offre-t-elle tant

N ij

d'absurdités & d'injustices? En la parcourant, on s'étonne à la fois des malheurs que les lois accumulent sur l'homme social, de la facilité avec laquelle on eût pu les prévenir, & l'on ferait tenté d'en conclure que l'infortune est essentiellement attachée à l'espèce humaine, si l'histoire des Nations ne venait résoudre un problème si extraordinaire.

Sans doute le vœu des hommes, en s'associant, était clair, précis, général; c'était le désir commun d'assurer la propriété de leur vie, de leur liberté, de leurs biens, exposés dans l'état de non-société, comme dans celui du despotisme, à la violence du plus fort. Mais ces idées simples & nettes éclairèrent rarement la formation des Etats; & l'arbre de l'instruction, qui ne prend racine que dans un sol long-tems préparé d'avance, ombragea peu le berceau des sociétés. Des usurpateurs avides, de

célèbres brigands, réunis pour piller & dévaster, furent presque par-tout les fondateurs des Empires. Ils ne dirent pas tous, avec l'audace de Brennus en parlant aux Romains : « Vous avez servi vos voisins, pillé leurs biens, » ruiné leurs villes & leurs campagnes, » & en cela vous ne leur avez fait ni » tort ni injustice ; vous avez obéi à la » plus ancienne des lois, qui donne au » fort le bien du faible, loi souveraine » dans la nature, qui commence aux » Dieux & finit aux animaux ». Mais tous agirent conformément à ce principe. Aussi ne connaissant d'autre droit que celui de la force, d'autre titre que l'usurpation, ils établirent par-tout une législation injuste & barbare. Des délits factices & imaginaires multiplièrent les lois & les malheurs de l'homme (1), &

---

(1) Ce fut sans doute un sentiment intime de cet abus.



ces lois, qui auraient dû contribuer à son bonheur, servirent elles-mêmes à corrompre sa nature & à pervertir ses idées.

Combien de siècles d'absurdités & de crimes ne doit pas parcourir une Nation d'une composition aussi monstrueuse, avant de se dégager des préjugés dont son origine fut le berceau ! L'ignorance les fortifie ; la tyrannie les conso-

---

du puissant, de ces injustices légales, qui ouvrit les barrières des Peuples aux fugitifs de leurs voisins ; ce fut la voix de la loi naturelle qui, même à leur insçu, poussa les hommes à secourir ainsi leurs semblables. Il est vrai que cet usage, étant plutôt le produit d'un instinct que d'une raison réfléchie, ne fut pas s'arrêter dans de justes bornes. Si les hommes eussent été instruits, ils auraient aisément saisi le point où devait s'arrêter la compassion ; le droit public aurait accueilli toutes les victimes des injustices légales ; il les eût sauvées des vexations d'un droit positif abusif ; mais il aurait repoussé tout violateur des principes éternels du droit naturel, comme l'animal féroce que l'on relance dans les forêts.

lide. En vain quelques génies méditatifs lèvent de loin en loin le voile épais qui les couvre. Une longue & dure expérience est, en politique, la seule institutrice des Peuples ; ils ne secouent enfin le fardeau que lorsqu'il les écrase. Le phénix de la fable prépare lui-même le bûcher qui doit le consumer ; c'est l'emblème frappant de la conduite des Nations ; elles recueillent tous les vices politiques qui les dévorent ; elles rassemblent le désordre & la corruption qui doivent les détruire , & ce n'est qu'en renaissant de sa cendre qu'un Peuple sait se conduire d'après les principes d'une sage association.

C'est qu'à cette époque on a beaucoup de faits, beaucoup d'observations, & que la morale & la politique, comme toutes les autres sciences, ne sont que le résultat d'une longue & pénible expérience ; c'est qu'alors le malheur a instruit les gouvernans & les gouvernés,

& leur a appris que la félicité publique dépend absolument de la sagesse des lois.

Le code criminel, le plus important sans doute, a été porté en Angleterre à une perfection dont tout autre Peuple est encore bien loin. Mais si l'amour de la liberté n'a rien laissé à désirer pour ses formes, en est-il de même des lois elles-mêmes? Je ne l'ai jamais pensé; j'ai souvent cru que le Législateur, égaré par le défaut d'instruction, en a promulgué plusieurs, qui ne sont point au titre de la stricte justice. Je ne me permettrai, sur cette matière, aucune discussion; mais je vous envoie un discours sur la législation criminelle, fait par mon ami, qui est devenu le vôtre, & qui, par une analyse toute nouvelle, fournit, selon moi, des résultats lumineux & non encore aperçus.

Le problème qu'il s'est proposé est

celui-ci : l'extrême sévérité des lois diminue-t-elle le nombre & l'énormité des crimes? Sa solution fournit des idées dont il sera sage pour nous-mêmes de profiter. Adieu.





---

# DISCOURS

## SUR LES DÉLITS ET LES PEINES.

### *P R E M I È R E   P A R T I E .*

**L'**HOMME naît sans vertus & sans vices (1). La preuve de cette importante vérité se tire de la définition même de la justice & de la vertu. L'une n'est autre chose que le résultat des rapports que les hommes soutiennent entre eux ; l'autre est le sacrifice volontaire d'une partie quelconque des droits établis par ces rapports. La justice est ce que chacun doit strictement à son Concitoyen ; la vertu est ce que l'intérêt bien entendu engage à lui accorder. La première est l'objet des lois ; la seconde est celui des mœurs.

---

(1) Politiquement parlant.

Or si l'homme est antérieur à ses conventions, les rapports produits par la confédération sont évidemment des effets de l'ordre social. C'est donc en analysant la nature de la confédération comparée à celle de l'homme, que, sans crainte de s'égarer, on peut déterminer l'objet des lois, fixer leur domaine, suivre leurs effets & calculer leur influence sur les actions de l'individu.

Quand les hommes, instruits par l'expérience, poussés par leur multiplication, pressés par leurs besoins, se déterminèrent à cultiver la terre pour assurer leur subsistance, ils sentirent aussi-tôt la nécessité de se confédérer, pour jouir avec sécurité du fruit de leurs travaux. La propriété était la cause unique de cette association, elle fut aussi l'unique objet de leurs conventions; & les intérêts peu compliqués de cette société naissante produi-

firent peu de lois. Elles se réduisaient à la défense du meurtre & du vol. Faites du consentement de tous, elles furent nécessairement conformes à l'intérêt général ; elles furent par conséquent sages, douces, & bienfaisantes.

Mais quelle que fût la combinaison de ces lois, jamais sans doute la vie de l'homme n'entra dans leur domaine. Une absurdité si révoltante est contredite, & par la raison, & par tous les faits que l'Histoire a recueillis du berceau des sociétés, & qui, à travers les siècles, sont parvenus jusqu'à nous.

En effet, l'homme n'avait été poussé à se confédérer que par le désir de sa conservation. L'amour de soi était l'unique mobile, l'unique objet de l'association. Conserver autrui étoit bien un effet naturel de la réunion des moyens ; mais ce n'étoit pour chacun qu'un effet accidentel & secondaire. Se conserver soi-même étoit le vrai

but , & le serment commun de défendre la propriété de l'association , n'é-  
 rait que l'expression de la somme des  
 sentimens particuliers de l'amour de  
 foi.

Comment donc imaginer que  
 l'homme , sous aucune considéra-  
 tion , pût compromettre un si grand  
 intérêt ; qu'il consentît à sa des-  
 truction par le moyen même qu'il  
 ne recherchait que par amour de sa  
 conservation ? Si cette clause révol-  
 tante eût été présentée aux premiers  
 confédérés , chacun aurait reculé d'hor-  
 reur , & l'état de nature , avec tous ses  
 inconvéniens , leur aurait paru mille  
 fois préférable à une association insi-  
 dieuse , dont le pacte était en contra-  
 diction avec le vœu qui la formait ,  
 avec le sentiment indélébile de l'a-  
 mour de foi , gravé dans l'homme par  
 la nature , & qui ne pouvait jamais  
 trouver un avantage qui lui fût équi-  
 valent.



Sans doute la convention devait porter des peines contre les violateurs de la propriété ; mais ces peines ne pouvaient , ne devaient être qu'une réparation du mal commis ; & la mort en aucun cas ne peut l'être. La Société n'avait-elle pas assez de moyens pour prévenir ou punir les délits ? La confiscation des biens, la perte de la liberté, les travaux forcés, la honte & l'infamie n'offraient-ils pas à la loi les ressorts les plus puissans, au lieu d'une mort inefficace & stérile, qui double les pertes de la Société sans fournir aucune compensation, ni pour l'Etat, ni pour ceux que l'injure intéresse ?

Telle fut la manière équitable d'apprécier les délits dans l'origine des sociétés. Telle on la remarque encore chez les peuples nouveaux, découverts dans la mer du Sud par le célèbre Cook. La confiscation des biens y suffit pour arrêter les crimes. Chez les

Germaines, les Gaulois, les Scandinaves, une amende plus ou moins forte était la punition de tous les délits, & l'histoire ne nous dit point qu'ils fussent pour cela ou plus fréquens ou plus énormes (1).

Comment la législation, chez presque tous les Peuples, s'est-elle donc tellement éloignée de ses premiers principes? La Société, en se polissant davantage, deviendrait-elle plus barbare?

---

(1) Dans un Etat, dit Montesquieu, les peines plus ou moins cruelles ne font pas que l'on obéisse plus aux lois. Dans les pays où les châtimens sont modérés, on les craint, comme dans ceux où ils sont tyranniques & affreux. Soit que le Gouvernement soit doux, soit qu'il soit cruel, on punit toujours par degrés. On inflige un châtiment plus ou moins grand à un crime plus ou moins grand. L'imagination se plie d'elle-même aux mœurs du pays où l'on vit. On attache un certain degré de crainte à un certain degré de peine, & chacun la partage à sa façon; le désespoir de l'infamie vient désoler un Français condamné à une peine qui n'ôte- roit pas un quart d'heure de sommeil à un Turc. *Lettres Persanes.*

La marche de l'association va expliquer & résoudre ce problème.

Dans cet état sédentaire & tranquille où nous avons laissé notre Société naissante, elle ne tarde guère à se multiplier. Tandis que le corps de la Nation est occupé à l'exploitation des terres, l'excédent forme la classe des Artisans nécessaires aux besoins d'un Peuple agriculteur; mais ce nombre va toujours en augmentant, car l'abondance & le bonheur multiplient l'espèce. Bientôt il se trouve plus d'hommes que n'en peuvent occuper & la culture & les arts que nécessite cette culture. Le besoin rend ce superflu industrieux. Ils inventent des objets d'utilité & d'agrément. Les manufactures naissent, leur réunion forme des villages & des villes, &, par une succession rapide, le nombre des non propriétaires surpasse bientôt celui des propriétaires.

Mais

- Mais cette nouvelle position fait promptement succéder l'indigence à une richesse factice & éphémère. La population augmente ; il se trouve bientôt plus d'ouvriers que d'ouvrages : la concurrence diminue le salaire. L'ouvrier préféré est celui qui vend à plus bas prix , c'est-à-dire , qui retranche le plus de sa subsistance ; cette subsistance devient par gradation plus difficile & plus précaire. A cette époque, la force publique envahit, l'impôt augmente, & les prohibitions naissent. Alors le besoin irrite l'homme sans moyens. Le riche prend l'alarme & s'épouvante , & les lois , à la confection desquelles il est seul appelé, deviennent de jour en jour plus sévères (1).

---

(1) J'en citerai pour exemple une loi bien extraordinaire , promulguée en Angleterre. Un abus tiré de cette législation doit paroître un argument à *fortiori*. La fureur des gens riches pour la chasse au renard a fait monter le prix des chiens propres à cette chasse jusqu'à cinquante louis. Dès-lors l'avidité du pauvre s'est



En effet, l'homme est-il sans propriété? ne peut-on le punir dans ses biens? il faut le punir dans sa personne. De là les peines afflictives, les supplices, & les bourreaux. C'est à l'époque d'une

---

éveillée; des chiens ont été volés. Le Parlement, qui contient tous les riches Chasseurs, a prononcé peine de mort contre ce délit. — Mais est-il donc du bien-être de la Société qu'il y ait des Chasseurs extravagans & des chiens d'un prix fou? Sans doute toute propriété doit être respectée; mais n'y a-t-il point de gradation, & l'objet d'une fantaisie extravagante, qui n'a de valeur que celle que lui assigne le caprice, peut-il entrer en proportion avec la vie de l'homme? D'ailleurs un chien est-il une propriété passive, dont on ne puisse être dépouillée que par une volonté déterminée de commettre un vol? L'animal ne peut-il pas, alléché par quelque odeur qui l'attire, poussé par la reconnoissance, ou enfin par caprice, abandonner un maître pour en adopter un autre? A combien d'iniquités une telle loi n'ouvre-t-elle pas la porte! Il ne manquait que de l'étendre à la perte des singes & des perroquets. Les Membres du Parlement, tous grands propriétaires, ont évidemment promulgué une loi atroce, au profit d'une passion qui leur appartient exclusivement; mais croira-t-on que la Nation assemblée donnât sa sanction à une loi qui outrage autant l'humanité que le bon sens?

grande population, c'est sur-tout lorsque, sous un même nom, un Peuple forme, pour ainsi dire, plusieurs Peuples; quand les intérêts se divisent & s'isolent; lorsque l'inégale répartition des richesses les accumule dans un petit nombre de mains; quand l'esprit barbare des prohibitions s'introduit; quand il enchaîne l'industrie & force l'homme sans propriété à acheter jusqu'au droit de vivre : c'est alors, dis-je, que, perdant entièrement de vue l'esprit de l'association, les droits de l'homme & l'intérêt général, la classe des puissans, qui fait tout & pour qui tout est fait, promulgue des lois de sang qui ne sont que l'expression *égoïste* d'un intérêt exclusif & aveugle.

Mais ce mépris coupable de la vie de nos semblables produit-il du moins les effets qu'en attend notre pusillanimité barbare ? S'élève-t-il de ces sacrifices humains une vapeur agréable

à la justice , & qui la fixe sur la terre ?  
 Ou en rappelant les expressions mêmes  
 de la question que je discute , l'extrême  
 sévérité des lois diminue-t-elle le nom-  
 bre ou l'énormité des crimes ? Analy-  
 sons , pour en juger , la génération des  
 idées & les effets des passions humaines.  
 Ouvrons ensuite les fastes du monde ,  
 & voyons ce que l'expérience pro-  
 nonce à ce sujet. Le résultat d'une  
 théorie confirmée par les faits suffira  
 peut-être pour fixer enfin l'opinion.

L'homme obéit toujours à son inté-  
 rêt bien ou mal entendu ; c'est une vé-  
 rité incontestable ; or cet intérêt se  
 concentre dans deux sentimens exclu-  
 sifs, fuir la douleur & chercher le plaisir.  
 Toutes les actions de l'homme sortent  
 de ces deux germes féconds (1).

---

(1) Les talens & les vertus devraient conduire à la  
 fortune ; mais si , dans un état en désordre , l'intrigue &  
 le vice s'emparent souvent de ce qui devrait être leur  
 récompense , du moins commandent-ils l'estime & la

C'est par eux qu'il se rend célèbre par ses talens & ses vertus (1); c'est par eux aussi que , portant le désordre dans la Société, souvent il devient criminel.

On peut diviser les délits en deux classes; ceux que les besoins réels produisent; ceux qui sont l'effet de quelque passion ou des besoins factices & désordonnés.

Malheur au pays où l'homme ne trouve pas à vendre ses bras pour alimenter son corps. C'est toujours le signe & l'effet d'une administration vicieuse; c'est aussi la position où tous les remèdes sont palliatifs, où tous les raisonnemens se trouvent en défaut. Comment fixer des règles au désordre ?

---

vénération, & cette considération publique procure des jouissances qui contribuent au bonheur.

(1) C'est toujours pour se procurer une jouissance que l'on commet le crime. Sans doute c'est une erreur de calcul; mais les Gouvernemens n'ont-ils pas presque toujours cette erreur à se reprocher? Combien le vice des institutions ne fait-il pas de coupables!



& bâtit-on sans base ni fondement ? Le désordre est l'arbre du malheur , les délits sont ses fruits naturels , & son influence désastreuse donne la mort à tout ce qui séjourne sous son ombrage funeste. Quel remède à ce fléau ? Je n'en connais qu'un. Extirper jusqu'à la racine.

En effet , quand on réfléchit à cette calamité sociale , quand on aperçoit la succession nécessaire de la cause & des effets , combien aveugle paraît celui qui se flatterait de détruire les uns sans supprimer l'autre. Le Médecin habile ne porte point le fer & le feu sur des éruptions produites par un sang vicié ; il va chercher dans la masse des humeurs le principe morbifique , l'attaque , & le détruit. Les lois trop sévères sont les palliatifs aussi absurdes que dangereux du Législateur empirique. Que peuvent-elles produire dans un Etat en désordre ? Etoufferont-elles le cri impérieux des besoins naturels ? Si ,

comme en Espagne, la moitié de la richesse nationale est entre les mains des Moines, si l'indigent trouve journellement chez eux de quoi satisfaire à ses besoins, cette position particulière diminuera peut-être le nombre des délits, & la Nation, abrutie par la paresse, pourra y végéter dans un avilissement inoffensif. Mais par-tout où cette charité destructive de l'industrie ne balancera pas l'impulsion irrésistible du besoin, en vain les lois seront sévères. Le mal présent l'emportera sur la crainte du mal à venir ; mourir de faim produira une terreur plus puissante que le supplice, & les délits se multiplieront en raison des besoins. Toute digue est impuissante contre un torrent qui s'enfle sans cesse. Voulez-vous prévenir ses ravages ? détournez les eaux qui le gonflent, & il coulera paisiblement dans son lit.

Si l'extrême sévérité des lois ne

diminue par les délits produits par les besoins réels, aurait-elle une influence plus directe & plus efficace sur les passions ou les besoins factices ?

L'expérience enseigne que si l'intérêt personnel dirige l'homme, la peur, qui en est une modification, n'agit puissamment sur lui qu'en raison de son actualité. Dès que la crainte du supplice est éloignée ou douteuse, elle faiblit en raison composée des distances & de l'espoir d'y échapper. L'homme, livré aux prestiges de l'illusion, aperçoit toujours la punition dans un lointain qui l'atténue davantage à mesure que le désir s'enflamme, jusqu'à ce qu'enfin elle se perd & disparaît.

Si à l'instant où l'un appétit désordonné le pousse ; si au moment où il conçoit le crime, l'homme avait sous ses yeux les préparatifs de la mort ; si l'échafaud, si l'arbre funeste frappaient ses sens, cette impression actuelle glacerait peut-être

son désir; le sentiment impérieux de l'amour de la vie reprendrait son énergie, & l'occasion de comparer la jouissance espérée & la peine à subir, pourrait faire respecter la propriété d'autrui: mais c'est loin de cet appareil terrible, c'est dans le secret, dans la combinaison & l'espoir de l'impunité, que le désir s'allume & que le délit se commet.

J'ai dit peut-être; car même alors l'expérience autorise le doute sur l'efficacité du supplice de mort. Par un effet inconcevable, & qui échappe à l'analyse, l'exemple même actuel de la peine de mort, loin de détourner l'homme du crime, semble quelquefois l'y pousser; soit que cet esprit d'imitation, qui le caractérise, le porte vers tout ce qui fait sur lui une vive impression quand une douleur déjà éprouvée ne l'en détourne pas, ou que l'effet de toute loi trop sévère soit de n'en produire aucun; toujours est-il vrai que



souvent c'est à l'aspect de l'échafaud que le spectateur commet un délit qui l'expose à donner lui-même cet effrayant spectacle. Avant le règne de Louis XVI, lorsqu'une loi trop sévère condamnait les Déserteurs à la mort, le jour d'une exécution sanglante était souvent le jour des plus nombreuses désertions. Ce fut sans doute la connaissance de cette foiblesse humaine qui fit omettre à Solon le parricide dans ses lois. Aux Dieux ne plaise, disait-il à ceux qui lui en faisaient un reproche, que j'avertisse les Athéniens de la possibilité de ce crime !

Le désir des jouissances est commun à tous les hommes ; c'est l'effet immédiat de l'amour de soi, principe générateur de toutes nos actions. Or comment espérer que la mort, objet éternel de nos illusions, dont la douleur inconnue n'est pour nous qu'une abstraction, puisse contenir la violence de la

plus forte impulsion de la nature , d'un désir qui fermente sans cesse , & tient l'individu dans une infatigable activité ? La peine de mort est moins puissante qu'on ne pense , & son institution , injuste dans son principe , inefficace dans ses effets , ne doit son origine qu'à une profonde ignorance de la nature de l'homme.

En effet, l'idée de la douleur ne s'acquiert , comme toutes les autres , que par les sens. Si j'ai reçu un coup , une blessure , la douleur éprouvée laisse une impression que la mémoire retrace ; & par ce que j'ai éprouvé , je juge de ce que je puis éprouver encore. Il faut donc avoir acquis l'idée de la douleur , pour qu'elle fasse impression sur les sens , & qu'on apprenne à l'éviter ? Mais la douleur de la mort n'est pour l'homme qu'une idée abstraite , & n'ayant jamais été éprouvée , la mémoire ne fournit rien à ce sujet pour former un véritable

jugement. L'idée de la mort tient moins à la douleur qu'à la fin de l'existence. On fait que mourir est cesser d'être, parce que tout ce qui nous entoure l'enseigne à nos sens ; mais l'on ne fait pas, de même, que mourir est souffrir ; c'est plutôt une croyance qu'une certitude, & la douleur dont l'idée n'est point acquise, ne peut produire qu'une terreur vague & incomplète.

Ainsi, une occasion favorable de se procurer des jouissances aux dépens d'autrui tente-t-elle l'homme ? quelle est sa position ? D'un côté, la mémoire lui retrace vivement un bonheur éprouvé ; de l'autre, elle ne lui rapporte rien des douleurs inconnues de la mort. La jouissance est prochaine & sûre, la peine est éloignée & douteuse ; le désir augmente la première, l'espoir atténue la dernière. S'il n'a point d'autre frein, il doit bientôt succomber. Des lois moins sévères seraient bien plus efficaces. Si elles of-

fraient à l'individu des effets déjà sentis, l'impression serait plus durable, & la mémoire, retraçant un mal éprouvé, donnerait une force réelle à l'idée du mal à éprouver encore. Resterait-il des doutes sur cette théorie? Interrogeons les actions de l'homme, suivons chez lui les effets de la douleur sentie; partout il l'évite, il la fuit avec horreur, quel que soit l'intérêt qui le pousse; & ce même homme, pour un intérêt souvent futile, affronte la mort à la guerre, la brave en enfreignant les lois. A quoi attribuer de si foibles effets du plus grand des moyens? Au concours de nombre d'illusions sans doute; mais sur-tout à ce que la mémoire ne retraçant rien d'une douleur non encore éprouvée, l'impression d'une idée abstraite ne peut être profonde, & ne produit qu'une crainte incomplète. La religion elle-même, pour effrayer le coupable par les vengeances célestes, a dû employer



des effets propres à faire impression sur les sens, & les flammes de l'enfer ont offert la crainte d'une douleur éprouvée.

Si de nouvelles preuves ne semblaient pas superflues, je dirais : Réfléchissons sur nous-mêmes. Nous sommes de tous côtés entourés de la mort ; nous lisons tous les jours l'arrêt de notre destruction, dans la destruction successive de tout ce qui nous environne. Cependant cette idée d'une douleur non encore éprouvée ne produit sur nous qu'une impression légère, & cette crainte est la moindre de nos craintes. Je dirais encore : Portez vos yeux sur ces malheureux que le crime a jetés dans les fers ; ils conversent tranquillement avec les compagnons de leur infortune, leur pain n'est point trempé de leurs larmes ; cependant ils savent que leurs jours sont comptés, que l'arrêt fatal est prononcé. Ce n'est qu'au jour funeste, au jour où l'espérance éteinte les livre à l'idée d'une

destruction immédiate , que le cœur se ferre , & que la mort produit un grand effet en raison de son actualité ; & encore cet effet porte-t-il sur les craintes d'une autre vie , & non sur une douleur inconnue , puisqu'elle n'a point été éprouvée. L'extrême sévérité des camps , dit-on , y entretient la discipline & l'ordre ; c'est toujours un effet de la même cause. Le despotisme militaire y tient une verge de fer toujours levée sur le Soldat. Le grand Prévôt , en parcourant le camp , est l'image de la mort qui voltige sans cesse autour d'eux , & son actualité produit un effet nécessaire & immédiat.

A cette analyse de la génération des idées , qui démontre le peu d'effet de la peine de mort , ajoutez encore l'influence de l'éducation. L'homme est le produit de ces leçons à jamais répétées qu'il reçoit des objets environnans. Dans une société bien ordonnée , & j'ai tout

dit dans ce peu de mots, il n'en reçoit que d'utiles à la société & à lui-même. La félicité générale étant l'unique objet des sollicitudes du Gouvernement, l'individu est conduit au bien par le guide le plus sûr, par son propre intérêt. La propriété, mieux répartie, multiplie les moyens d'existence. L'impôt, supporté par celui-là seul qui peut payer, employé uniquement au bien public, & par conséquent modéré, laisse au riche les moyens de faire travailler le pauvre, & au pauvre le produit entier de son travail. La liberté civile, établie dans sa juste extension, laisse à l'industrie son ressort, au travail ses moyens, prévient & étouffe, dans sa naissance, l'esprit prohibitif, ce monstre politique qui pompe toute la substance du Peuple, pour engraisser quelques favoris. Le luxe enfin, qui est enfant du désordre, ce luxe qui ne montre sa tête corruptrice qu'au milieu des richesses nationales,

nales accumulées dans un petit nombre de mains , n'y vient point éveiller des passions factices , plus dangereuses encore que des besoins réels.

Mais combien différente est l'éducation que reçoit l'homme dans la position contraire ! Dès qu'il ne voit plus son intérêt dans l'intérêt général ; quand les fortunes scandaleuses & subites des gens en place , en dépouillant le Peuple , éblouissent ses yeux , pervertissent ses idées , & lui apprennent que l'argent seul procure & jouissance & considération , l'esprit de vol devient l'esprit public. Une force irrésistible pousse alors l'homme au désordre social , effet nécessaire de cette corruption. *Ne vole pas* , lui dit la loi ; *vole* , lui crie tout ce qui l'environne. D'un côté , la vertu & le mérite dans l'infortune & le mépris ; de l'autre , le vice & la corruption regorgeant de richesses , & d'autant plus audacieux , qu'ils sont plus impunis. La loi ,



impuissante & muette pour le riche , dure & inexorable pour celui-là seul qui est sans moyens ; tous les objets enfin sont autant d'échos qui lui répètent cette coupable leçon. Alors le désir des jouissances s'enflamme , l'exemple répété l'irrite , & la mort éloignée , toujours peu efficace en qualité de douleur non encore éprouvée, est la plus faible digue contre un torrent gonflé par tant d'exemples & par tant de passions.

Que nous apprend l'expérience , ce précepteur infallible des Nations & des hommes ? Que prononce l'histoire des Peuples passés sur la justesse de mes principes ? A quelle époque Rome n'offrit-elle que des vertus & presque point de vices ? Lorsque , régie par les lois des douze tables , sa législation était simple , douce , & bienfaisante. Quand vit-elle les crimes se multiplier , le respect de la propriété s'éteindre ? Lorsque , corrompue par la plus insigne usur-

pation qu'offrent les fastes du Monde, l'inégale répartition des richesses éveilla mille passions factices. Rome changea, multiplia ses lois; un code sanguinaire fut inventé par l'aveugle pusillanimité du riche. Que produisit-il ? des crimes plus atroces; & l'époque d'une législation cruelle fut aussi celle d'une scélératesse plus audacieuse. L'histoire des Egyptiens, des Perses, & des Grecs, nous offre le même exemple, & toute l'antiquité atteste cette vérité politique. Que nous enseigne l'exemple vivant des Peuples de l'Europe moderne ? Calculez la législation de chacun, & vous aurez la mesure de ses délits. Est-elle douce, humaine, avare de sang ? les délits y seront plus rares & moins énormes. Est-elle sanguinaire & atroce ? l'homme y sera féroce & les crimes effrayans.

L'Italie n'offre aux yeux que supplices & bourreaux. Par-tout la loi sévère fait couler le sang de l'usurpateur de la

propriété. Cette erreur de législation y est portée si loin, qu'un simple escamotage, qu'un filoutage y subit la peine arbitraire & cruelle de la dislocation des membres. Cependant les délits s'y multiplient, deviennent plus atroces; on dirait que c'est une population de brigands, & le voyageur effrayé ne rencontre que voleurs & gibets. En vain la philosophie élève sa voix; en vain l'immortel (1) Beccaria remonte aux grands principes, fait briller la vérité. La vérité, étouffée par l'ignorance & le préjugé, n'apprend qu'à un petit nombre d'hommes, doués de la force

---

(1) Je ne fais quel Abbé Italien a publié une prétendue réfutation du système humain & judicieux du Marquis de Beccaria. Ce n'est pas, comme on l'imagine bien, un politique qui discute, c'est un membre d'inquisition qui vante ses bûchers. M. l'Abbé, accoutumé à la corde & aux roues d'Italie, trouve apparemment ce spectacle récréatif. Point de sottise qui n'ait ses Partisans; point d'horreur qui n'ait ses Apôtres.

d'esprit nécessaire pour la saisir, combien dangereuse est l'extrême sévérité des lois. Mais heureusement, dans ce petit nombre d'ames fortes, où germe cette semence bienfaisante, il en est une à qui l'ordre social donne autant de moyens pour opérer le bien, qu'elle a de sagacité pour saisir le vrai. La raison monte sur le trône de Toscane avec l'Archiduc Léopold. Il brise une législation barbare, qui, en rendant l'homme féroce, ne sert qu'à le disposer davantage au crime. Une juste proportion s'établit entre la peine & le délit. Et quel est l'effet de ce nouvel ordre social? Celui que produira toujours une législation douce & équitable. L'esprit d'ordre renaît; les idées se rectifient; les crimes diminuent, & leur énormité disparaît. Cet heureux changement est confirmé par le Prince lui-même, dans le préambule de son nouveau code. Leçon frappante & nouvelle d'un Législateur



Philosophe, qui devrait être gravée en lettres d'or dans les palais des Rois.

« Nous étant enfin convaincus, avec  
 » la plus vive satisfaction, y est-il dit,  
 » que l'adoucissement des peines, joint  
 » à la plus grande vigilance pour pré-  
 » venir les délits, à l'expédition  
 » prompte des procès, à la certitude  
 » du châtimement, au lieu de multiplier  
 » les crimes, en a considérablement di-  
 » minué le nombre, & rendu presque  
 » inouis les crimes atroces, nous avons  
 » résolu de ne pas différer plus long-  
 » temps la réforme de la législation cri-  
 » minelle, en abolissant constamment  
 » & à jamais la peine de mort, *comme*  
 » *inutile au but que se propose la so-*  
 » *ciété dans la punition des criminels ;*  
 » en détruisant l'usage de la torture,  
 » ainsi que la confiscation des biens des  
 » coupables, qui, le plus souvent, pu-  
 » nit des familles innocentes ; en anéan-  
 » tissant cette multiplicité de délits,

» improprement appelés de leze-ma-  
 » jesté , & qui furent inventés dans des  
 » temps pervers , avec un raffinement  
 » inoui de cruauté ; en fixant enfin des  
 » peines proportionnées aux crimes ,  
 » mais toujours inévitables ».

L'Espagne porte dans les peines un grand esprit de douceur , & peu de pays offrent moins de crimes , & des crimes moins atroces. La Hollande présente une législation humaine & peu sévère , & j'ai vu quatre années s'écouler sans produire un délit capital , ou offrir un supplice de mort. L'Allemagne , au contraire , a des lois sévères , & le voleur est sanguinaire. En Portugal , elles sont barbares ; les délits atroces y sont multipliés. En France enfin , où le code est farouche , le nombre des crimes étonne , & leur énormité épouvante.

En jetant les yeux sur le code pénal des Français , le dirai-je ? On ferait tenté de croire qu'il fut inventé pour effrayer

& maintenir dans l'ordre une horde de scélérats expulsés du sein de quelque société. Et pour qui éleva-t-on cet appareil révoltant de tortures, de roues, & de bûchers? Pour une Nation douce, humaine, généreuse; pour un Peuple chez lequel ce caractère national devait être bien profondément gravé, puisque tant d'exemples d'atrocité n'en ont pas fait le Peuple le plus féroce de l'Europe. Grace à son caractère versatile & léger, grace à son climat, qui n'a pas sur les hommes toute l'influence que lui attribue Montesquieu, mais qui produit des effets divers en raison des habitudes qu'il fait contracter; grace enfin aux lumières toujours étouffées, mais toujours renaissantes, de ses Ecrivains célèbres, le Français, que sa législation devait rendre barbare, n'est devenu qu'égoïste. Un caractère plus décidé l'aurait conduit à la cruauté. Le mélange monstrueux de ses mœurs & de

ses lois, en combinant leurs effets, l'a fixé à la privation des vertus. Il est cruel de le dire, il est affreux de le tracer, en parlant d'une Nation à laquelle on tient par les liens les plus chers. Mais quand le mal est pressant ; quand le membre gangrené va communiquer la mort à l'individu, ce n'est plus le tems de l'indulgence. La flatterie serait un crime, & le silence est lâcheté.

Si la peine de mort, comme digne inutile, loin d'arrêter les délits, en favorise la multiplication ; l'atrocité des supplices ne contribue pas moins à produire leur énormité. Inventée par l'injustice, adoptée par l'ignorance, maintenue par l'habitude, qui en tout est le tyran des hommes, ses effets funestes frappent également & le propriétaire dont elle devait être la sauvegarde, & le non propriétaire à qui elle devait servir de frein.

En effet, l'inégale répartition des



richesses & les besoins factices rendent l'homme avide & usurpateur; mais les lois sanguinaires rendent le Citoyen ennemi du Citoyen. Les premières font le voleur; les secondes font l'assassin; & les gibets, la roue & les bûchers font les foyers de la férocité qui accompagne si souvent les délits. Par quelle fatalité une erreur si grossière a-t-elle pu se faire adopter? La plus superficielle étude de l'homme, la plus légère réflexion sur le principe de ses actions aurait deffillé les yeux, fait jaillir la vérité, & prévenu des milliers de crimes. Mais l'ignorance & la peur ne raisonnent pas, ou raisonnent mal. Qu'ils apprennent donc enfin, ceux que le Ciel a destinés à gouverner les hommes, qu'ils apprennent que l'instruction est la première base de la félicité publique (1); que leur intérêt réel est d'en-

---

(1) Un Peuple ignorant est toujours dangereux à gouverner. Sans cesse prêt à être égaré, ses illusions sont

courager à l'étude & à la révélation de la vérité ; qu'ils apprennent que les malheurs des Peuples peuvent toujours s'attribuer à l'imperfection de leurs lois, c'est-à-dire , à l'ignorance de quelque vérité morale ; qu'ils repoussent comme l'ennemi de leur gloire, le stupide sans humanité, ou le méchant intéressé au malheur public , qui prétend que la vérité peut être dangereuse ( 1 ). Il

---

plus difficiles à dissiper , les écarts plus embarrassans à réparer. Ne connoissant point son véritable intérêt, dès que la tempête l'agite, c'est le vaisseau sans Pilote, qui se brise contre l'écueil qu'il vouloit éviter.

(1) Regnera-t-il donc encore long temps ce criminel esprit prohibitif qui cherche toujours à étouffer la vérité, qui sacrifie le bien public à l'intérêt de ceux qui abusent ? L'homme qui ne fait que ce qu'il doit, ne craint point la lumière , & il était bien sensé cet adage d'un homme de lettres : un bon livre est le réverbère qui fait trembler les fripons. Non , il n'est que l'ignorant ou le vicieux qui soit ennemi de la liberté de la presse. Mais , dit-on, tout homme sera en butte aux traits du méchant. Administrateur imbécille ou de mauvaise foi , vous confondez la liberté avec la licence. Si l'Ecrivain calomnie, n'avez-vous pas des Tribunaux ? Le Berger

trompe , s'il représente comme une félicité publique cet état d'apathie , dans lequel un Peuple ignorant reste quelque temps stagnant. Le silence de l'i-

---

doit-il donc tuer l'ami , le gardien de son troupeau , parce qu'il peut devenir enragé ? D'ailleurs , lorsqu'il existera des lois sages pour servir de digues à la licence , lorsque l'Imprimeur ne pourra rien imprimer sans avoir la garantie de celui qui l'emploie , quel inconvénient pourrait produire cette liberté ? On révélera peut-être l'injustice ou la turpitude d'un homme en place. Tant mieux ; ils se respecteront davantage , & le Prince , nécessairement averti , chassera un serviteur corrompu qui abuse de l'autorité & de sa confiance. On discutera peut-être avec hardiesse des droits mal acquis par des corporations puissantes , & qui ne se sont maintenues que par l'abus du pouvoir ; tant mieux encore , la liberté civile y gagnera. On éclairera peut-être le Souverain sur mille objets où l'intérêt personnel cherche à fasciner ses yeux ; le Peuple en sera plus heureux. Il est temps que ces systèmes du despotisme subalterne , il est temps que ces gangrennes politiques soient extirpés. Sans doute les Etats Généraux , ces loyaux & fidèles Conseillers du Prince , eux qui seuls n'ont d'autre but que le bien public & la gloire du Monarque , sans doute ils prépareront au Prince ce moyen de connaître toujours la vérité , & au Peuple cette base de la liberté & de la félicité publique.

gnorance est celui des airs avant l'orage ; mais du sein de ce nuage immobile part enfin la foudre qui frappe aussi-tôt qu'elle luit.

Les idées s'acquierent par les sens ; leur comparaison produit des jugemens , & ces jugemens dirigent les actions de l'homme. En adopte-t-il une fausse ? de cette idée unie à d'autres , il en résulte de nouvelles & nécessairement fausses , qui , se combinant de nouveau avec toutes celles dont sa mémoire est chargée , leur communique une plus ou moins forte teinte de fausseté. Cette idée mère porte-t-elle sur la propriété ? elle dénature ses principes & forme le mal-honnête homme. Porte-t-elle sur l'humanité , sur ce sentiment si précieux dans l'homme social , qui fait qu'on s'attendrit sur autrui par un amour bien entendu de soi-même ? elle rend l'homme féroce & cruel.

Mais si l'amour de soi ne s'éteint



jamais , ses effets peuvent-ils donc s'altérer ? Oui , dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique , le frottement continu use & détruit à la longue. Une sensation faite pour produire une vive impression , répétée souvent , reste enfin sans effet. Le spectacle de sang , qui d'abord glace d'horreur le spectateur grossier qui court à la Grève , l'émeut la seconde & troisième fois , n'est plus qu'un objet de curiosité la sixième , & devient enfin un objet d'amusement ; il y va , comme l'homme du monde à la représentation d'une tragédie.

Que produisent donc les supplices atroces ? Ils éteignent à la longue & successivement , dans la classe grossière des Citoyens , cette sensibilité , la sauve-garde de la vie d'autrui , cette sensibilité qu'il serait si intéressant d'y conserver. Cette horrible habitude qu'il contracte d'entendre sans émotion les cris de la douleur , de voir couler

le sang sans s'attendrir , le dispose à le verser ; tandis que , par un autre effet de l'atrocité de la loi , sa mémoire lui retraçant vivement la barbarie du supplice à l'instant du crime , il est entraîné par la nécessité d'éteindre tout témoignage propre à éclairer une loi trop barbare : tant il est vrai que dans cette législation , non moins absurde que cruelle , tout paraît combiné pour faire des monstres & des victimes !

En effet , le voleur qui m'attaque dans mon lit ou sur le grand chemin , dès que je lui cède ma propriété , n'a point d'intérêt à m'arracher la vie ; mais l'habitude des supplices atroces a éteint chez lui toute sensibilité. La loi l'a donc déjà mis dans cette position , où tremper ses mains dans mon sang devient pour lui un acte indifférent. Malheur à moi , si alors un intérêt quelconque vient le pousser vers ma perte. Eh bien , cet intérêt funeste & décisif ,

la loi cruelle a su le lui offrir ; elle a frappé l'homme d'un spectacle d'atrocité , dont le souvenir , réunissant alors toute son attention sur les moyens d'y échapper , le force d'être sourd à mes cris. J'étais sauvé sans l'erreur fatale de la loi ; moins barbare , elle lui eût laissé une ame propre à être émue ; moins barbare , l'impression de la peine ne serait ni si violente , ni si exclusive ; mais sa mémoire , lui retraçant l'atrocité du supplice , l'épouvante , & fait de l'amour de soi une loi impérieuse. Il lui importe de n'avoir ni accusateur ni témoin ; son intérêt commande , & mon sang coule. On peut attendre la vengeance d'une pareille législation , mais non sa sûreté.

Comparons encore les faits aux principes ; car ce n'est point à des systèmes qu'il faut croire en matière si importante , mais à la seule vérité. Je ne cherche point à briller , mais à être utile.

utile. Je veux convaincre, & non séduire.

Quel est le pays de l'Europe où il se commet le plus de délits & le moins d'atrocités? L'Angleterre, sans doute; & cette constitution remarquable offre la double preuve, & des causes qui multiplient les crimes, & de celles qui préviennent leur énormité. Le Code Anglais, comme tout autre Code, a trop abusé de la peine de mort; la moindre infraction de la propriété y est punie du dernier supplice. Cette extension, d'une peine peu efficace, en qualité de douleur non encore éprouvée, n'y arrête point le vol; au contraire, il est peu de pays où il soit plus multiplié. L'homme, irrité sans cesse par les jouissances sans nombre que le luxe des grandes fortunes étale à ses yeux, cède aisément aux tentations qui le sollicitent; & le Législateur étonné emploie vainement des palliatifs contre



un désordre qui ne vient que de l'inefficacité d'une peine non encore éprouvée (1).

Mais si les délits sont & doivent être si multipliés en Angleterre, du moins l'impartialité de la loi, la publicité de l'instruction, le jugement par les Pairs, & sur-tout la douceur des exécutions, entretiennent dans la Nation cette sensibilité qui fait le plus puissant lien des hommes. Tout, dans l'instruction criminelle, rassure, intéresse, attendrit. La loi qui protège l'accusé, l'orateur qui emploie tous les ressorts de l'éloquence pour le défen-

---

(2) Ce n'est pas que cette erreur de législation ait échappé aux bons esprits. On a même tenté de changer la peine de mort & d'y substituer le travail forcé; mais des considérations relatives à la liberté, la crainte d'accoutumer l'Anglais à l'idée de chaîne & d'esclavage, ont empêché d'aller aussi loin que la raison semblait le dicter. Ces craintes étoient-elles fondées? Mais on respecte jusqu'aux erreurs inspirées par l'amour de la liberté.

dire, le Juge qui cherche à le trouver innocent, les Jurés à qui le défaut d'habitude laisse toute leur sensibilité; le supplice même qui est unique & n'offre rien de révoltant, tout produit des mœurs douces, & cet esprit de justice, qui fait que, n'ayant point d'atrocité à reprocher à la loi, le spectateur attendri voit dans le coupable une malheureuse, mais juste victime de la vindicte publique. Que produit l'influence de cette législation? Deux effets inappréciables pour la Société. Dans le spectacle des châtimens, elle exerce la sensibilité du spectateur plutôt qu'elle ne l'éteint; & dans l'occasion du crime, cette sensibilité conservée prévient l'effusion du sang humain.

Aussi presque jamais de crimes atroces en Angleterre; on n'y voit point le voleur assassin; souvent même, si les armes qu'il porte, plus encore pour la

défense que pour l'attaque , effrayent des femmes ; il cède à vos prières ; il craint d'occasionner un mal inutile à son but ; il s'empresse de retirer le pistolet de la position menaçante avec laquelle il devait vous surprendre , & se contente de ce que vous lui donnez. C'est alors que l'homme riche recueille le fruit du système de douceur qu'un intérêt éclairé lui fit adopter ; c'est alors qu'il bénit une législation sage , dont l'influence lui conserve la vie.

Quels sont au contraire les pays où se commettent les crimes énormes ? Ceux , répond l'expérience , où la législation est barbare , où les tortures , les roues , & les bûchers ont rendu l'homme inhumain & féroce. En France , en Italie , en Portugal , votre propriété a-t-elle éveillé l'avidité d'un scélérat ? sa tête aussi-tôt conçoit un double crime. C'est les mains teintes de votre sang , qu'il veut fouiller dans votre

bourse. L'animal féroce, poussé par la faim, saisit la proie qui doit le rassasier; il passe ensuite sans offense auprès de la brebis timide. Le tigre seul, dit-on, se plaît dans le carnage; il égorge vingt moutons pour en dévorer un. L'homme sous l'influence d'une législation barbare, est ce tigre sanguinaire.

Que conclure, & des principes que j'ai développés & de l'expérience de tous les Peuples qui les confirme? Que la peine de mort, considérée comme douleur non encore éprouvée, est le moyen le moins efficace pour arrêter les délits; & que l'extrême sévérité des lois est la cause, jusqu'à présent méconnue, de l'énormité des crimes.



---

## SECONDE PARTIE.

**J**E crois avoir découvert une importante vérité, en prouvant que la peine de mort, considérée comme douleur non encore éprouvée, est le moyen le moins efficace pour arrêter les délits. Lorsque cette vérité aura une fois fixé l'attention de ceux qui gouvernent les hommes, quand ils en seront pénétrés, convaincus ; alors les peines, mieux calculées, seront ramenées à leur vrai, à leur unique but, c'est-à-dire, de prévenir & réparer le crime autant qu'il est possible ; alors la loi, semblable à la vérité, ne fera éprouver qu'une influence bienfaisante ; alors je goûterai, si j'ose parler de moi, la plus douce des jouissances, celle d'avoir été utile au genre humain.

Mais une vérité nouvelle, sur-tout

en Morale , est pour tous les hommes ignorans , envieux , ou prévenus , ce que la lumière est pour les oiseaux nocturnes : elle offense & blesse leurs yeux. Or par-tout les hommes éclairés sont rares , & les désintéressés plus rares encore. C'est la raison du cri presque général qui d'abord s'élève contre une vérité nouvelle & contre celui qui la proclame. Heureux toutefois quand , dans cette tâche ingrate , le courage est soutenu par les vœux bienfaisantes d'un Gouvernement éclairé , quand le Souverain lui-même a senti & annoncé à ses Peuples la nécessité d'une réforme dans le Code pénal. Cette auguste sanction échauffe le zèle , double les forces , par l'espoir si rare de voir le bien s'opérer promptement.

En effet , le bonheur des Peuples tient essentiellement à la sagesse de leur législation : des lois vicieuses font la source de tous les maux

qui assiègent l'homme social ; j'en prends pour exemple leur extrême sévérité.

J'ai déjà prouvé qu'en étouffant dans l'homme le sentiment d'humanité, elle prépare l'énormité des crimes, & la produit. C'est un grand mal assurément, le plus grand sans doute ; mais ce n'est pas, à beaucoup près, le seul. L'erreur en législation est un germe fécond, & bientôt mille rejetons sortent de sa souche funeste.

Entre les effets multipliés de l'extrême sévérité des lois, l'impunité du crime n'est pas le moins dangereux. Quand les lois sont atroces, dit Montesquieu, on est souvent obligé de leur préférer l'impunité. Mais pour qui cette préférence a-t-elle lieu ? Quel est l'individu dont le délit échappe à sa rigueur ? C'est l'homme puissant par sa naissance & sa fortune ; c'est celui qui tient à des corps qu'on révère, à

des considérations qu'on respecte. Pour lui, la loi, timide & lâche, n'a ni tortures ni bourreaux; c'est pour le malheureux sans nom, sans fortune, sans appui, qu'elle est barbare, inexorable. Sa partialité odieuse fait deux Peuples d'un seul Peuple. Cette corruption révoltante inspire aux uns l'orgueil & le mépris, aux autres la lâcheté & la bassesse, & dans ce funeste état de désordre tous les liens se rompent, & l'on ne voit que des oppresseurs & des opprimés (1).

---

(1) Un homme, à la tête d'une grande Administration de Justice, écoutait le rapport de ses agens. Ce n'était point de la réalité ou de la gravité du délit qu'il s'occupait. Tient-il à quelque chose ? disait-il. — Non. — Eh bien, qu'on l'enferme. — Mais il est connu ou lié avec des Gens en place. — Prenez bien garde, allez avec ménagement. — Cet homme était-il plus corrompu que les autres ? Non ; probablement ; il avait les idées communes. Transportez-vous chez un Commissaire, pour une plainte active ou passive, vous trouvez le même esprit. *Votre qualité, Monsieur ?* est toujours la question première & souvent décisive. Eh !



Je m'arrête à l'aspect de la série de vices & de calamités qui se développe à mes yeux & découle d'une seule erreur. Oferai-je suivre la succession funeste de tant de maux politiques, qui, tour à tour engendrés & générateurs, forment une chaîne continue dont l'atrocité des supplices est le premier anneau ? Oferai-je sonder toute la profondeur de maux si invétérés, dire hardiment le danger, dévoiler des vérités désagréables peut-être pour quelques individus, mais utiles, mais nécessaires au bonheur de tous ? Balancer serait un crime : la force de la vérité m'entraîne, & , d'accord avec elle, mon cœur a prononcé.

L'atrocité des supplices, comme je

---

qu'importe la qualité, Juges, qui entendez si peu votre emploi ? c'est précisément la chose qu'il faudrait peut-être ignorer : c'est le fait, & non l'homme, qu'il faut juger. Mais ce vice de l'esprit aristocratique qui domine, s'est tellement répandu, qu'il n'est pas jusqu'au Commis du coche, qui ne demande : *Votre qualité, Monsieur ?*

J'ai déjà dit avec Montesquieu, produit souvent l'impunité. L'impunité est pour le puissant ; le faible seul éprouve toute la rigueur de la loi. Que produit cette corruption politique ? Deux maux affreux, deux maux qui font frémir l'humanité ; l'un est la dureté & l'injustice de la procédure ; l'autre la légèreté des condamnations.

Si, comme en Angleterre, la loi eût frappé tous les coupables également, déjà l'intérêt du puissant aurait fixé ses yeux sur la procédure, & l'instruction criminelle aurait été changée ; on n'aurait point abandonné la vie du Citoyen au hasard d'une instruction ténébreuse & secrète, aux pièges d'une procédure insidieuse, qui suppose toujours le crime ; aux passions, aux préjugés, aux erreurs d'un Juge qui, n'ayant point le frein de la censure publique, peut impunément perdre un innocent. Mais le dirai-je ? c'est l'homme du Peuple qui subit toute

cette rigueur , & il n'a point attiré l'attention. Objet de mépris dans son innocence , objet de dégoût dans les fers , comment aurait-il fixé les regards ? Hélas ! naguère encore il lui suffisait d'être accusé , pour se voir livré aux tourmens. Des indices toujours douteux ; des femi-preuves , qui , dans le plus grand nombre , ne peuvent rien prouver ; une erreur , un caprice du Juge livraient l'innocent aux tortures , & le faible au dernier supplice. Le raffinement le plus barbare avoit établi une question préparatoire. Il n'est plus ce monument de cruauté , & la postérité , effrayée de son établissement , dira en lisant sa proscription : Ce fut un bienfait de Louis XVI. Mais la procédure ténébreuse , mais l'accusé sans défenseur , mais une torture toujours injuste , mais une peine de mort inefficace , mais des supplices atroces révoltent encore ceux qui suivent la procédure criminelle. On s'occupe de sa réforme ,

Jusqu'à quel point sera-t-elle portée ? Osez, vous de qui le Prince attend sa gloire, & la Nation son bonheur, osez la faire tout entière : les palliatifs sont toujours dangereux, ils reculent la guérison. Des clameurs s'élèveront peut-être ; on ne répare point un grand désordre sans un grand choc d'opinions, & souvent les préjugés, les intérêts privés luttent contre des opérations que béniront les races à venir.

Nos jugemens sont le résultat des idées que nous avons acquises. J'ai déjà montré comment une idée vicieuse, combinée avec les autres, en vicie la masse, & rend l'esprit faux. J'ai dit, d'après ce principe incontestable, que si l'idée fausse porte sur le sentiment d'humanité, elle éteint toute sensibilité, & finit par rendre l'homme dur & cruel. Or quelle est la classe de Citoyens destinée à juger les autres ? Quelle est celle où généralement la



défaut d'instruction, des besoins urgens, des passions factices & irritées produisent les délits qui mènent au dernier supplice ? Par une suite inévitable de la vénalité des charges, la première est celle à qui l'habitude de l'opulence inspire pour la seconde l'orgueil & le mépris. Et jusqu'à quel degré ce mépris du riche pour le pauvre n'est-il pas porté, dans la Société ! L'homme du Peuple ne pourrait-il pas toujours dire, en calculant les actions du riche, ce que disait d'un Calife l'Arabe condamné à mort, par impuissance de payer l'impôt : Que la condition des chiens du riche est préférable à la mienne !

Mais combien plus déplorable encore est cette condition, lorsque l'objet d'un mépris d'habitude se présente sous l'odieuse inculpation du crime. Une prévention presque involontaire saisit le Juge, & dans cette lutte inégale d'un homme froid, instruit,

souvent sophiste , & d'un malheureux déjà tremblant de sa position , le plus souvent ignorant , plus propre quelquefois à embrouiller la vérité , qu'à la mettre dans son jour , d'un malheureux qui ne connaît pas sa Langue , qui ignore la force & le danger des expressions ; dans cette lutte inégale , la loi ne semble-t-elle pas avoir dévoué d'avance l'accusé à l'infamie & à la mort ? Le voile à travers lequel le Juge l'examine , ne peut que lui préparer des illusions. La crainte si naturelle de l'accusé lui paraît un remords , son ignorance défaut de moyens , & son embarras conviction. Arrêtez ; ces indices trompeurs vont peut-être faire couler le sang innocent.

Sans doute cette voix se fait souvent entendre au cœur du Juge. Tant qu'il est jeune sur-tout , la sensibilité , qui ne s'éteint que par degrés , appelle une attention plus réfléchie. Mais lorsqu'un

long exercice de fonctions cruelles a formé le calus, si l'on peut parler ainsi, lorsque la multiplicité de ces procédures révoltantes a fait contracter une indifférence habituelle, lorsque les sens, trop accoutumés aux signes de la douleur, ne les reportent plus à l'ame; le Juge, insensible alors, parce que tout a contribué à user ce ressort, paresseux, parce que tous les hommes le sont, sans un vif intérêt qui les presse, le Juge, dis-je, n'est-il pas dans la position la plus alarmante? Aussi serait-il juste de dire qu'avec des lois cruelles il faudrait de jeunes juges, avec des lois douces des Juges aux cheveux blancs.

Un Ecrivain a prétendu que, de tous les hommes, un Lieutenant de Police était celui qui devait croire le moins à la vertu. C'est encore une application de mes principes. Accoutumé à entendre sans cesse les méfaits secrets d'une population nombreuse, il doit à la

la longue contracter l'habitude de soupçonner par-tout le crime. Tel est l'effet nécessaire, indispensable de tout ce qui frappe souvent nos sens. On remarqua, dit Montesquieu, que l'habitude des spectacles de sang rendit Domitien sanguinaire. Le Législateur Anglais était bien pénétré de cet effet de l'habitude, lorsqu'il rejeta du nombre des Jurés les Chirurgiens & les Bouchers. Ce ne fut point une injure qu'il ménagea à ces deux classes de Citoyens ; mais convaincu de l'importante vérité découverte par Locke, que l'homme est le produit de son éducation, il sentit que l'habitude du sang & du spectacle de la douleur devait user chez eux la sensibilité. Sachant donc que dans tous les cas indifférens, c'est-à-dire, quand un intérêt ne décide pas la volonté de l'homme, elle est déterminée par son caractère, qui n'est autre chose que le résultat de ses habitudes, il préserva



l'accusé de cet effet dangereux & funeste.

On se méprendrait bien sur mes intentions, si l'on prêtait à mes discours quelque chose d'offensant. La faute est à la législation, & non aux individus; ils ne sont que des effets nécessaires d'une cause vicieuse. J'analyse cette législation, & j'analyse la nature de l'homme: l'expérience est mon guide, & des vérités mes résultats.

Oui, je voudrais le taire; mais il n'est que trop vrai que la réunion de tant de causes produit dans le Juge une insouciance funeste, l'insouciance la légereté, & la légereté l'effusion du sang humain. Car enfin les cris de ce sang injustement versé réclament de tous côtés, & portent dans nos ames l'épouvante & l'effroi. On frémit en se peignant le déchirement d'ame de l'infortuné qui vainement a la conscience de son innocence, qui reçoit une mort

affreuse de la loi même qui devait le protéger. L'imagination troublée croit encore entendre , sous la barre qui brisé ses os, cette réclamation effrayante & terrible : *Je meurs innocent*. Oui, ces scènes se sont passées, leur injustice s'est constatée; & combien sans doute en est-il resté d'ensevelies dans la nuit du silence & de la mort ! A quoi attribuer cette erreur révoltante & multipliée ? A l'ignorance ? Non, le Magistrat en général est éclairé; mais à la position dangereuse dans laquelle il se trouve, & qui est, comme je l'ai prouvé, l'effet nécessaire de l'extrême rigueur des lois.

Si j'en dis trop, qu'il s'élève contre moi, le Criminaliste au cœur de bronze qui osera me faire un reproche, qui osera défendre des usages & des lois qui ne conviennent qu'à des monstres; qu'il se montre, & je lui dirai : Malheureux que vous êtes, puisqu'en descendant en vous-même, vous n'y trouvez plus

cette sensibilité qui m'arrache des larmes, puisque le cri de la douleur n'ébranle plus votre ame, & que les tortures sont pour vous un spectacle agréable ; ah ! laissez du moins aux ames sensibles le soin de rédiger les lois, & chargez-vous de l'exécution.

O Dupaty ! Citoyen vertueux, souffre qu'en parcourant ce champ de ta gloire, j'ajoute une fleur à ta couronne civique. Peut-être la louange de l'homme désintéressé est-elle la seule agréable ; mais que peut être la mienne auprès de ces larmes du sentiment que tes pinceaux attendrissans ont par-tout fait couler ! Ton triomphe est devenu une jouissance publique ; mais ton bienfait ne se concentre point dans les trois malheureux qui te doivent & l'honneur & la vie : ton éloquence impérieuse a donné aux ames une forte secousse ; la cause de l'individu est devenue, sous ta plume brûlante, la cause de l'humana-

nité. Tu as porté l'attendrissement jusques sur le trône , & fixer les yeux d'un Prince humain & juste sur les malheurs des hommes , c'est devenir soi-même leur bienfaiteur. Jouis du bonheur de tes semblables , c'est ta plus douce récompense. On ne verra plus de jugemens précipités (1).

Mais en réformant ces erreurs funestes , en ôtant à la loi , & sa précipitation meurtrière , & son atrocité déshonorante , puisse le Législateur lui rendre cette impartialité qui fait son principal mérite ! Devenue douce & équitable , qu'elle prenne alors ce caractère d'inflexibilité qui seul lui procure le respect ; qu'elle soit en effet , comme le disoit l'Orateur Romain , *res muta , inexorabilis*.

---

(1) Depuis que cet Ouvrage est composé , la mort a enlevé l'ami de l'humanité. En l'apprenant , mes yeux se sont remplis de larmes. O Dupaty ! tout homme sensible , en passant près de ta tombe , aura aussi une larme à verser sur ta cendre.



Lorsqu'établie sur une base plus juste , la législation n'offrira plus des peines révoltantes , quand une volonté ferme du Législateur lui aura assuré ce pouvoir absolu qui ne connaît plus de distinction , les liens des divers Ordres de l'Etat se resserreront ; un abus effréné de pouvoir ne rendra plus le Citoyen victime du Citoyen ; la force de la loi deviendra la force du faible contre le puissant , & l'intérêt de tous anéantira ce préjugé barbare d'un déshonneur contagieux , qui afflige si souvent des familles innocentes & malheureuses.

Car c'est encore de la partialité de la loi que naît ce préjugé révoltant de déshonneur qui , dans les châtimens , enveloppe l'innocent avec le coupable ; & l'analyse va le prouver.

L'amour de soi , ce foyer commun de tous les sentimens , de toutes les actions de l'homme , l'amour de soi produit le désir du bonheur ; ce désir enfante celui

du pouvoir ; car pour être heureux, il faut pouvoir s'en procurer les moyens. Le pouvoir est donc , aux yeux de l'homme, le signe représentatif du bonheur. Aussi la naissance, les dignités, la richesse, le pouvoir enfin , sous quelque forme qu'il se présente, commande le respect & la vénération. De cet effet du pouvoir naît un sentiment qui s'empare bientôt des hommes, je veux dire, dédain & mépris pour le faible. Appliquons maintenant ces principes aux lois partiales, & voyons quel résultat cette application nous fournit.

Dès que la loi n'est pas pour tous indistinctement *res muta, inexorabilis* ; dès qu'elle classe les coupables , & mesure sa sévérité sur les distinctions humaines , la Nation se divise , & forme deux Peuples sous un seul nom. Pour faire violence à la loi , il faut du pouvoir ; pour succomber , il faut être sans pouvoir ou faible. Or celui

qui tombe victime de la loi, réfléchit sur tous les siens l'opinion de faiblesse : & l'on méprise le faible , comme mes principes l'ont prouvé. Ce mépris devient bientôt une opinion publique entretenue par l'orgueil & l'impunité du puissant , par l'impuissance & l'avilissement du faible. Resterait-il encore des doutes ? que l'on compare les diverses positions. Le faible vole un écu , la loi le punit , & le déshonneur poursuit les siens ; le puissant vole cent mille écus , ou teint sa main dans le sang ; la prison le soustrait à la loi , & le crime atroce ne laisse point de tache. C'est donc moins au crime qu'à la faiblesse , que s'attache le déshonneur. En Angleterre , dit-on , on est bien plus équitable ; le crime & la honte y sont personnels. Vous prenez l'effet pour la cause ; n'attribuez point au bon sens des Anglais ce qui n'est que l'effet nécessaire d'une législation impartiale. La loi frappant également tous

les coupables, un intérêt bien entendu force l'Anglais à n'attacher le déshonneur qu'au délit même. Si vous voyez éclore un méfait dans ma famille, demain peut-être en produira un dans la vôtre ; & la loi inexorable, saisissant le coupable aux pieds du trône comme dans la cabane, vous force, quel que soit votre rang, à ne point réfléchir sur autrui une honte qui peut retomber sur vous-même.

Cessons donc de nous bercer d'illusions, & proscrivons à jamais des raisonnemens vicieux, qui s'accréditent par défaut de réflexion. Ce déshonneur que vous redoutez pour les familles privilégiées, ce préjugé auquel vous sacrifiez l'ordre social, n'est que l'effet du vice même que vous introduisez de cette odieuse partialité de la loi. Voulez-vous le voir disparaître ? supprimez-en la cause. Que la loi ne fasse plus de distinction, & le déshonneur restera exclusivement attaché au coupable ; parce



que tous auront un intérêt impérieux que cela soit ainsi ; parce que les hommes & leurs opinions sont toujours ce que les fait la loi.

Mais si presque par-tout le code pénal pose sur une base vicieuse , s'il devient lui-même la source d'une multiplicité de délits qu'il était destiné à prévenir , il est pour le Gouvernement, qui se décide à le changer, trois observations bien importantes à faire. Déterminer la nature des délits & n'en point laisser d'impunis ; trouver les peines les plus propres à faire une forte impression sur l'homme ; enfin établir une juste proportion entre la peine & le délit. Les bornes d'un discours ne permettent guère de discuter ces objets avec toute l'étendue qu'ils exigent ; mais j'indiquerai les élémens , en attendant que les circonstances me mettent à portée d'entrer dans tous les détails.

Le premier objet du Législateur est sans doute de déterminer la nature des

délits, de bannir à jamais du code tous ces crimes imaginaires, inventés dans les temps d'ignorance ou de fanatisme; mais son attention ne doit pas être moins scrupuleuse à saisir tous les délits réels & à n'en point laisser sans censure. Que l'oreille étonnée n'entende plus dire à l'homme de loi, avec une sorte de dérision : Eh ! *qu'importe un parjure ?* Oui, je l'ai entendue cette question surprenante; j'ai vu des parjures avérés ne pas même arrêter l'attention : le parjure, le plus vil & peut-être le plus dangereux des crimes ! Si par un parjure on peut, à l'ombre de la loi qui le tolère, dépouiller le bon droit, déshonorer, perdre un ennemi, il ne ferait pas au nombre des délits ! Il faut l'en bannir sans doute; mais c'est en supprimant la cause qui le produit, en abolissant l'usage absurde des sermens.

La base du code criminel est bien

facile à fixer , la nature des délits bien aisée à déterminer. Liberté, propriété, sûreté ; voilà le droit naturel , l'objet de l'association ; en cela seul sont contenus tous les devoirs réciproques des confédérés. Le droit positif ou les lois ne peuvent , ne doivent être autre chose que les applications diverses du droit naturel. Tout homme doit respecter la liberté, la propriété, la sûreté d'autrui, & leurs divers degrés d'infraction sont la mesure des délits. Hors de là, tout est injustice & abus légal.

Quand les délits seront déterminés & classés, l'objet du Législateur doit être de trouver le moyen le plus efficace pour prévenir & réparer le crime, autant qu'il est possible. J'ai déjà prouvé que la peine de mort ne remplit point ce but. Comment donc contenir les passions déréglées ? Par un supplice qu'offrent l'expérience & l'étude réfléchie de l'homme, une peine qui, en

nécessitant un retour sur lui-même , émeuve sa sensibilité , & , loin de l'éteindre , l'excite davantage ; une punition qui , au lieu d'être stérile , tourne au profit de la Société , qui , sans cesse existante , devienne pour les individus une leçon frappante & perpétuelle ; le travail enfin , qui seul présente tous ces avantages.

La paresse est naturelle à l'homme ; il veut acquérir avec le moins de peine possible l'objet de ses desirs. Le sauvage chasse & pêche quand le besoin le presse ; une fois rassasié , il passe son temps dans une heureuse indolence. C'est la même cause qui dans la Société fait tant de mendiants. Si l'homme avait à choisir entre la profession de voleur ou de cultivateur , la paresse lui ferait préférer la première ; j'en ai pour preuve l'expérience de tous les temps , de tous les pays. La récompense & la crainte sont les deux aiguillons qu'emploie la



Société ; mais dès que l'homme n'en éprouve pas l'influence, je le vois préférer au travail, les fatigues, les dangers, & la mort même. Les Malais, les Tartares, les Arabes, tous les habitans des montagnes de l'Asie, & les voleurs de grand chemin de toutes les Sociétés prouvent cette vérité.

Ainsi donc une violence faite au penchant dominant de l'homme, un travail pénible & forcé doit être le châti-  
ment le plus efficace. Ce supplice, en qualité de douleur éprouvée, sera sans cesse retracé par la mémoire, & son impression vive & durable pourra seule prévenir les délits. S'il restait quelque doute sur l'efficacité de cette peine, j'en appellerais à l'expérience de tous les Gouvernemens qui l'ont adoptée. Je citerais la Toscane, où la pratique confirme ma théorie. Je rappellerais enfin la requête de ces criminels arrachés à la mort & condamnés aux travaux de

la Tamise. Ils suppliaient le Roi de les rendre au supplice qui devait terminer leur malheur & leur vie : tant il est vrai qu'un travail pénible & forcé, en qualité de douleur déjà éprouvée, est un épouvantail plus puissant pour l'homme, que la douleur encore inconnue de la mort !

Si le travail forcé est la plus forte digue pour arrêter les délits, il en est aussi la punition la plus juste. Peut-être, à la rigueur, l'usurpateur de la propriété devrait-il devenir l'esclave de l'offensé ; son service & son travail lui servir de dédommagement ; mais le vicieux, mais l'assassin sont, dans l'ordre social, des animaux féroces qu'un particulier ne pourrait gouverner seul, sans être exposé à de nouveaux attentats. Il faut une force majeure pour les réduire à cet état d'un travail forcé, juste punition de leur crime. Or la force publique se charge d'exercer pour l'in-

dividu cette vengeance, & à son profit ; car les travaux publics sont à la charge & au profit de tous (1).

Mais dans ce changement des peines, il faut sur-tout ne jamais perdre de vue leur juste proportion avec les délits ; c'est la base nécessaire de tout code raisonnable. Quand la loi outrepatte les limites de l'équité, elle commet la plus atroce des injustices, & elle devient elle-même pour la Société un principe de corruption. Les hommes révoltés ne la regardent qu'avec indignation ; elle inspire la crainte, mais c'est la crainte de l'esclave. On l'enfreint sans remords, parce qu'elle punit sans mesure, & sa rigueur dangereuse, loin de servir pour l'exemple, en détourne l'attention, pour ne la fixer que sur la victime de son

---

(1) Voyez le moyen de tirer parti des bras des criminels, dans un Essai sur les travaux publics ; par J. le Scène Desmaisons. Chez Gattey & de Senne, Libraires au Palais Royal.

injuste sévérité. Elle produit sur nous l'effet qu'on éprouve lorsqu'un homme violent exerce une vengeance sanglante pour une offense légère. Plus modéré, tous les spectateurs auraient épousé son ressentiment ; mais la disproportion du châtiment à l'injure indigne & révolte, & n'offrant plus à l'esprit qu'une comparaison odieuse, elle empêche même d'apprécier l'offense à sa juste valeur. Il en est de même de la vengeance aveugle de la loi. L'homme, indigné de la disproportion révoltante qui existe entre un louis volé & la perte de la vie, porte son attention sur l'injustice qui le frappe, & perd tout l'effet de l'exemple. Faire aimer la loi, ou, ce qui est la même chose, ne l'offrir que sous l'aspect de la plus stricte équité, est d'un bien plus grand intérêt qu'on ne pense. Cette sanction publique devient elle-même un frein puissant pour le vicieux. Il fait d'avance que, condamné

*Tome II.*

S



avec autant de rigueur au tribunal libre de l'opinion qu'à celui de la loi, il n'obtiendra de ses Concitoyens ni consolation, ni pitié.

Enfin tant d'heureux changemens, qui porteraient la législation aussi près de la perfection qu'il est permis à l'ouvrage de l'homme d'y atteindre, tant de changemens deviendraient inutiles, s'il échappait au Législateur d'enchaîner le Juge par le texte de la loi. Il faut qu'il ne puisse jamais s'en écarter, la commenter, ni l'expliquer. Tout sera perdu dès qu'il pourra se permettre d'interpréter ses dispositions (1). *Le texte tue, & l'esprit vivifie,*

---

(1) En Angleterre, où la propriété, sous tous ses rapports, est plus respectée qu'en aucun pays de l'Europe, on se renferme si scrupuleusement dans le texte de la loi, que s'il se commet un délit qu'elle n'a pas clairement & positivement désigné, on aime mieux le laisser impuni, que de se permettre une interprétation ou une extension de la loi, qui deviendrait nécessairement funeste. La loi contre la bigamie portait des peines con-

est la maxime la plus fausse & la plus dangereuse. Le texte, au contraire, est

---

tre tout homme qui épouserait *deux femmes vivantes en même temps*. Un Citoyen accusé de ce délit est traduit en justice ; il soutient qu'il n'est point dans l'acception de la loi qui défend *deux femmes*, puisqu'il est le mari de trois femmes. On le renvoie absous. Il avait bien évidemment péché contre l'esprit de la loi ; mais le texte n'exprimait point son cas , le texte qui fait la règle positive des actions , le texte que le Citoyen est obligé de connaître seul. Qu'importe qu'un coupable échappe ? Le Législateur corrige sa loi ; mais on n'a point introduit une interprétation funeste , dont le Juge , qui est homme , peut faire un jour mauvais usage pour perdre l'innocent. Profitons de la sagesse & de l'expérience de nos voisins, quels qu'ils soient. Pourquoi n'adopterions nous pas aussi le jugement par les Pairs ? L'or, pour venir d'un autre hémisphère , en est-il moins précieux ? Douze Bourgeois honnêtes, pris au hasard , sans passions , sans préjugés , ayant encore toute leur sensibilité , & dirigés par la simple lumière du bon sens , quelle confiance n'inspireraient-ils pas dans leur décision ? Le Juge leur lit le texte de la loi. Ils entendent les preuves du délit ; & la raison juge alors sans erreur , si l'action imputée & prouvée est bien celle défendue & exprimée par la loi. Hélas ! verrons-nous toujours la sagesse de nos voisins avec indifférence , tandis que nous adoptons leurs folies avec

la sauve-garde du Citoyen, le texte est un guide sûr de ses actions, le texte est la conscience publique de l'innocence; mais l'esprit est l'interprétation perfide, qui fait de l'innocent un coupable, & du coupable un innocent; l'esprit est la ressource du méchant; l'esprit est le guet-apens qui assassine par derrière. Alors ce n'est plus la loi qui prononce, c'est l'homme qui décide, c'est-à-dire, l'erreur, l'intérêt, & la corruption; alors le Citoyen est livré au despotisme le plus terrible, à l'abus de la loi.

Qu'il me soit permis de finir ces Observations par une question que son importance me commande de ne pas laisser sans réponse. A qui convient-il de confier l'ouvrage de la Législa-

---

enthousiasme. Des formes, qui seules peuvent devenir la sauve-garde de l'honneur, de la vie, & de la fortune, valent-elles donc moins pour nos têtes légères que des Jockeys, des Wiskys, & des Courses?

tion? A l'Homme de Loi, dit hautement le préjugé. Au Moraliste, dit modestement la raison, J'ajouterai, l'homme est le produit de son éducation, & cette vérité contient la solution du problème.

En effet, nos jugemens sont les résultats de la comparaison des idées acquises. Or qu'entend-on par législation? L'assemblage des conventions de tous, faites pour le plus grand bien général. Quelles sont donc les idées dont l'acquisition est nécessaire pour former un bon plan de Législation? Celles sans doute que fournit l'étude de l'homme, des principes de l'association, & des rapports qu'il y soutient. En un mot, l'étude approfondie & long-tems méditée de la morale & du droit naturel, sa partie principale. Les lois positives sont-elles autre chose que des applications diverses du droit naturel?



Quel temps l'Homme de Loi aurait-il pu donner à des méditations si profondes ? Son éducation ne lui en a pas même fourni les premiers élémens. Par une négligence inconcevable, l'instruction publique, qui s'occupe de tant de choses inutiles, n'a pas même songé à mettre, sous les yeux de la jeunesse, les principes de la science la plus nécessaire au bonheur de l'homme, l'étude de la Morale & du Droit naturel. L'Allemagne seule, à la honte des autres contrées, a des chaires de Droit naturel & de Droit public, & offre une ébauche de cette partie importante de l'instruction.

Ce n'est qu'avec un courage plus qu'ordinaire ; ce n'est qu'avec des embarras multipliés, un discernement mûri par l'expérience, qu'on parvient à rassembler par soi-même les principes épars d'une Science d'autant plus difficile, qu'il n'existe point de livre

élémentaire, & qu'il faut oublier toutes les idées acquises à ce sujet dans sa jeunesse ; mais à quel âge est-on capable de ces efforts ? A l'âge de la raison & de l'expérience ; quand on a beaucoup vu, beaucoup comparé.

L'Homme de Loi a-t-il pu se trouver dans cette position ? Jeté dans l'étude de la Jurisprudence dès son adolescence, il se trouve enfoui dans un chaos de lois incohérentes, d'idées sans liaison, de commentaires absurdes, dont son intérêt le force de meubler sa tête. Cette étude, que j'oserais appeler celle des infractions du Droit naturel & du bon sens, éteint chez lui jusqu'au germe des bons principes ; c'est l'étude des subtilités & des formes, & cette Jurisprudence est, à la science de la Législation, ce que la Scolastique est à la Morale.

Ainsi, loin d'être à portée de se pénétrer des grandes vérités de la Mo-

rale, l'Homme de Loi est forcé par sa position d'acquérir des idées souvent contraires, & ses jugemens ne peuvent être que le résultat de ses idées. Pour juger des effets des diverses positions, je me contenterai d'une comparaison frappante que m'offrent les circonstances. Qu'un homme accusé d'un crime soit livré à nos Lois ; que des preuves déposent contre lui, pour en arracher des aveux, on lui fera subir la question ; l'Homme de Loi l'ordonnera sans remords, le verra sans émotion, parce que, sur cette infraction du Droit naturel, la loi elle-même a vicié ses idées. Mais écoutez, dans la même position, un homme éclairé par l'étude & le flambeau de la Morale. « Quoi, dit l'illustre M. Pitt dans le célèbre procès de Hastings, « vous exigeriez » que l'accusé vous livrât lui-même » ses papiers ; qu'il fournît des documents contre lui-même ! il ne man-

» querait à cette infraction du Droit  
 » naturel , à cet acte de tyrannie , que  
 » d'y ajouter le comble de l'injustice  
 » & du mépris de tous les principes,  
 » je veux dire d'appliquer l'accusé à  
 » la question ! . . . . » Quelle éton-  
 nante opposition d'idées ! à quoi l'attri-  
 buer , qu'à cet axiome d'une vérité  
 éternelle , que l'homme est le produit  
 de son éducation (1) ? L'esprit, s'il est  
 permis de le dire , ressemble à l'esto-  
 mac ; quand il s'est long-temps alimenté  
 d'un certain genre d'idées , il n'est plus  
 propre à en digérer d'autres (2).

---

(1) Que l'on n'oppose point les Montesquieu ,  
 les Dupaty , &c. ; ce sont des Moralistes & non des  
 Gens de Loi ; aussi , entraînés par le désir de la  
 véritable instruction , les vit-on abandonner des occu-  
 pations peu compatibles avec l'étude des vérités dont  
 la recherche les occupait.

(2) Le vice de l'instruction publique , qui néglige  
 si mal à propos l'étude du Droit naturel , se fait  
 bientôt sentir , dès qu'une question de Droit public se



C'est donc à des hommes sans préjugés, à des hommes profondément

---

présente aux Tribunaux. Le premier Parlement du Royaume en fournit un exemple, il y a quelques années, au sujet d'une réclamation de mariage. Un Anglais réclamait comme sa femme, une jeune personne vivant à Paris sous la tutelle de sa mère; la femme niait qu'elle fût épouse. La Tournelle fut saisie de cette affaire. On cita toutes les lois françaises, toutes les lois anglaises; on étala beaucoup d'érudition; mais on manqua le seul point propre à résoudre la question; aussi l'arrêt montra bien l'embarras de la Cour & le défaut d'instruction en Droit public; il ordonnait que la femme serait conduite à la frontière, pour de là être renvoyée devant ses Juges naturels.

Si l'étude du Droit naturel faisait partie de notre instruction publique; si l'homme de Loi eût eu l'occasion & le temps d'en méditer les principes, cette erreur ne se ferait point commise, & le Magistrat qui résumait, aurait dit à la Cour.

Il existe pour tous les Peuples deux sortes de lois, les primitives & les positives; les primitives qui sont éternelles, immuables, également obligatoires pour tous les Peuples; elles forment le Code sacré que l'on nomme Droit naturel; Code contenu dans ces trois mots: *liberté, propriété, sûreté*. Les positives, qui ne doivent être que des applications diverses des premières, nécessitées par la différence des

pénétrés des principes de la Morale,  
qu'on doit confier le travail d'un plan

---

lieux , des temps , des circonstances ; mais cette variation même étant sujette aux préjugés , aux erreurs de ceux qui gouvernent , le droit positif ne peut être qu'un système local , obligatoire seulement pour le pays pour lequel il est fait ; or d'après ces principes d'une évidence qui n'a pas besoin de preuves , les Orateurs qui vous ont exposé la question ont également manqué le point de vue sous lequel elle doit être considérée ; ils ont soumis à votre jugement ce qui n'est point de votre compétence. Le mariage est une institution qui tient également au droit naturel & au droit positif ; comme institution de droit naturel , c'est l'union d'un homme & d'une femme confirmée par leur aveu mutuel ; comme institution de droit positif , c'est cette même union rendue authentique par des formes & des cérémonies arbitraires. Dans tous les cas relatifs au droit naturel , il vous appartient de prononcer sur l'étranger qui vit sous votre protection , comme sur le Citoyen. Ainsi deux étrangers qui déclarent être unis par le mariage ont droit à votre protection contre quiconque voudrait troubler leur union ; leur aveu mutuel , qui est la seule chose d'après laquelle il vous soit permis de prononcer , constitue à vos yeux un mariage de droit naturel , & ce droit sacré est sous votre sauve-garde ; mais pour le mariage de droit positif , il n'y a que

## de Législation. La rédaction des formes appartient à l'Homme de Loi ; celle

---

celui qui fut contracté suivant les formes prescrites par les lois, dont vous êtes les organes ; il n'y a que celui-là, dis-je, dont vous puissiez juger les discussions : ces formes, par-tout différentes, ne sont obligatoires que là où elles ont acquis la sanction légale. Non, Messieurs, vous ne pouvez jamais connaître de la validité d'un mariage de droit positif de deux étrangers, puisqu'il a dû se former d'après des règles qui vous sont inconnues, que vous n'êtes point chargés de faire observer, qui sont celles d'une association qui vous est étrangère ; autrement vos jugemens seraient des usurpations & des erreurs. Car, par exemple, un père réclame sa fille âgée de vingt-deux ans, qui lui a été ravie ; vos lois l'arrachent des bras d'un époux, la rendent à l'autorité paternelle, & annullent une union formée sans son aveu ; mais supposez ce père anglais, le même jugement deviendrait une injustice révoltante. Les lois anglaises rendent la fille maîtresse d'elle-même à vingt-un ans ; elles repoussent la réclamation du père, & maintiennent la femme sous la puissance de l'époux qu'elle s'est choisi.

A quoi se réduit donc la cause agitée aujourd'hui devant vous ? A une simple question de droit naturel. Les deux parties conviennent-elles qu'elles soient unies en mariage ? ce mariage de droit naturel est

**des Lois au Moraliste.** On ne fait bien  
que ce que l'on a bien appris ; & l'on  
ne fait bien que ce que l'on fait.

---

sous votre sauve-garde, & vous lui devez votre protection. La femme nie-t-elle qu'elle soit l'épouse du Demandeur ? il ne reste plus pour vous de matière de jugement, & les parties doivent être hors de Cour : mais comme vous devez à tout individu vivant sous vos lois, *liberté, propriété, sûreté* ; que la femme est troublée dans la jouissance de ces droits sacrés, qu'il soit enjoint au Demandeur de les respecter.



---

*LETTRE XLVII.*

---

MILORD,

Si le Code pénal des Français semble calculé pour éteindre toute liberté, toute humanité dans les Citoyens; si par ses vices il a dû produire dans les Juges l'insouciance, la cruauté & la corruption, le Code civil n'offre pas moins de contradictions & d'erreurs, & je ne fais si ses vices n'ont pas une influence plus désastreuse. Les peines ne concernent qu'un petit nombre d'individus, & leurs effets sont nécessairement circonscrits; mais les discussions d'intérêts embrassent presque tous les Citoyens, & personne ne peut compter sur sa propriété, & par conséquent sur son exis-

tence là où les Loix sont mauvaises & les Juges exposés à la corruption.

Qui peut penser , dit Montesquieu , qu'un Royaume, le plus ancien & le plus puissant de l'Europe , soit gouverné depuis plus de dix siècles par des Loix qui ne sont pas faites pour lui ? Cette abondance de Loix adoptées est si grande , qu'elle accable également & la Justice & les Juges. Mais ces volumes de Loix ne sont rien , en comparaison de cette armée effroyable de Glossateurs , de Commentateurs , de Compilateurs , gens aussi faibles par le peu de justesse de leur esprit , qu'ils sont forts par leur nombre prodigieux.

Si le plus célèbre , le plus instruit , le plus respecté des gens de Loi prononce ainsi sur les Loix françaises , combien urgente doit être leur réforme pour la tranquillité & le bonheur des individus ! Je n'ai ni le temps , ni le courage de vous en analyser les défauts ; mais j'en exa-

minerai la grande charpente & les principaux traits, c'en sera assez pour vous faire juger du reste.

Il n'est aucun pays qui offre une bigarrure aussi extraordinaire dans ses Loix, que le Royaume de France. Chaque Province a son code & ses usages, & ce mélange monstrueux de Réglemens étonne, embarrasse tous les Citoyens, & les met dans une incertitude éternelle de leurs droits. Celui qui hérite à Paris n'est point héritier en Normandie, & l'homme que la Loi désigne propriétaire à Toulouse, ne l'est plus s'il transporte son domicile à Amiens.

Mais au milieu de ce chaos de Loix incohérentes, plus ou moins à charge aux hommes, plus ou moins nuisibles à la Société, il en est quatre principales, si impolitiques, si désastreuses, si contraires au bien général, que la liberté ne peut exister que par leur anéantissement. Ce sont celles qui ont établi les  
droits

droits d'aînesse, les substitutions, les emprisonnemens pour dette, & l'indissolubilité du mariage.

Le droit d'aînesse est un des fruits de cette vanité anti-sociale, qui a produit tant de distinctions factices & odieuses, destructives du bon ordre & de l'union si désirables parmi les membres d'une même association. La Loi faite par le puissant s'est prêtée à ces préjugés funestes: Elle-même a coopéré à arrêter la propagation de l'espèce qu'elle doit favoriser, à détruire l'égalité des Citoyens qu'elle doit établir; elle a entretenu, fomenté cette distinction absurde & barbare, qui fixe les yeux d'un père sur un seul de ses enfans, & en accumulant sur lui seul la fortune de plusieurs, livre le reste à une situation précaire, qui alimente le célibat des deux sexes. Elle-même enfin, a contribué au désordre social, en réunissant les fortunes dans un petit nombre de mains, en ôtant à



un grand nombre d'individus les moyens nécessaires , pour en faire aux autres un superflu inutile.

L'Angleterre n'est point à l'abri de ce reproche , & les traces absurdes des folies féodales , nous ont encore laissé des impressions difficiles à effacer. Je sais que les politiques ont cherché à défendre par des sophismes un usage que nous aurions dû proscrire. Je n'ai jamais senti, je l'avoue, cette nécessité de dépouiller tous les frères , pour donner à l'aîné une fortune démesurée. S'il est important que les Pairs aient une fortune indépendante , pour être , par leur position , à l'abri de la corruption , il n'est pas également nécessaire qu'ils aient une fortune immense aux dépens de leurs frères , qui souvent ont si peu. La considération attachée à la Pairie , est déjà un avantage qui leur promet des alliances plus considérables ; & dès qu'un Pair , par sa position , est toujours à por-

tée d'avoir une fortune convenable, j'aurais voulu qu'on n'étendît pas cette convenance jusqu'à l'abus & à l'injustice.

Les Substitutions partent du même vice; mais à tous ces inconvéniens, elles joignent encore un système raisonné de vol & d'injustice, qui révolte. Tout homme est maître, doit être maître de sa propriété. Mais ce droit peut-il lui survivre? A-t-il le droit, par un acte de sa volonté privée, de régler le destin des propriétés pour les siècles qui le suivront? Toute association a des loix générales pour la propriété, qui commandent impérieusement, avant les fantaisies particulières des individus. Ces Loix doivent la protection la plus indéfinie à tout Propriétaire; mais quand elles ont rempli cet objet sacré envers moi, puis-je, en me transportant, par ma volonté écrite, dans le futur contingent, empêcher ces Loix de remplir ce même devoir envers les races à venir. Lorsque

je substitue ma fortune sur la tête de mes descendans, quel est mon dessein, si ce n'est de leur donner le droit d'enfreindre les Loix de la propriété; de livrer à leur mauvaise foi, à leur avidité, la propriété d'autrui, en enlevant à leurs Concitoyens le gage de leurs créances?

Tandis que la Loi favorise d'une manière si odieuse les débiteurs - possesseurs des biens substitués, elle traite avec une sévérité, non moins aveugle qu'inhumaine, tous les autres débiteurs. Je ne fais s'il existe une législation, qui sur cet objet ait porté plus loin l'erreur, que celle d'Angleterre. En frappant sur le propriétaire au lieu de la propriété, elle a mis l'homme à la place de sa chose. Par cette subversion d'idées, elle a exposé la liberté à toutes sortes d'attaques; elle punit par la perte du premier des biens, des actions qui sont le plus souvent des erreurs ou des infortunes, & rarement des délits.

En France les Loix ont été moins sévères , elles n'ont pas livré indistinctement la liberté de tout Citoyen à la vengeance du créancier. Mais au milieu de cette réserve , on remarque une distinction odieuse , où il est aisé de reconnaître l'intérêt personnel & l'esprit de corps. Tandis que la Loi reconnaît l'injustice de ravir au Citoyen sa liberté pour une créance pure & simple , elle permet à l'homme de loi de l'en dépouiller pour les frais de la poursuite de cette créance. La mesure même qu'elle a fixée aux frais , pour emporter cette contrainte , n'a été qu'un engagement pour l'homme de justice de les augmenter , & les moyens n'ont pas dû manquer dans une marche judiciaire où tout est arbitraire.

Mais de toutes les erreurs légales , la plus pernicieuse peut-être pour l'ordre social , la plus vexatoire sans doute pour les individus , est cette Loi si mal calculée , de l'indissolubilité des mariages.



Soit qu'on la considère dans son principe, soit qu'on en calcule les effets, on n'est pas moins révolté des raisons impolitiques qui l'ont fait admettre, que des malheurs & des vices qu'elle produit.

Nous avons cru remédier à tant de maux par l'établissement de la répudiation. Mais en cédant, dans la Chambre haute, à l'impulsion des Evêques, qui voient la bible en tour, si nous avons peut-être fourni aux individus un allègement de leurs chaînes, nous avons en revanche introduit & consacré un délit qu'il était possible d'éviter, en suivant les vrais principes de l'association. La répudiation, dit un Publiciste moderne (1), se fait par la volonté & pour l'avantage de l'une des Parties, indépendamment de la volonté & de l'avantage

---

(1) M. le Scène des Maisons. Contrat conjugal. On va incessamment en publier une nouvelle édition considérablement augmentée.

de l'autre. Elle suppose une injure , un offensé & un coupable. Était-il sage , pour se conformer à l'usage des Juifs , d'ajouter un nouveau crime au nombreux catalogue des délits ? Était-il politique d'en faire , pour ainsi dire , une Loi à tout individu accablé de la chaîne conjugale , en ne lui offrant que ce moyen de finir son infortune ? Il était si naturel de dire : l'homme ne peut pas plus répondre de ses affections morales pour l'avenir , que des impressions physiques. Pourquoi vouloir lui faire contracter l'absurde obligation de voir ou de sentir toujours ce qu'il voit ou sent une fois ?

En France cette erreur est adoptée sous tous ses rapports. Aussi tous les effets funestes qui en découlent se font sentir dans toutes les classes. Ils sont tels , qu'il est indispensable pour le Législateur d'en préserver les Citoyens. Mais , plus sage sans doute que

le Législateur Anglais, il saura poser sur une base plus juste, une institution sociale, qui a tant d'influence sur la prospérité publique & le bonheur particulier.

Loin de gêner, dit encore l'Auteur que j'ai cité, cet acte essentiellement libre, par mille absurdes restrictions, le Gouvernement doit le faciliter, y encourager par toutes sortes de moyens. Il doit plus encore : veiller à ce qu'il réponde à son but, à ce que des restrictions bizarres & contre nature, inventées dans des tems d'ignorance, pour le profit d'un Ordre particulier de l'Etat, n'empoisonnent point ses fruits, & ne s'opposent point à ses effets. Mais quel sera le moyen le plus efficace ? Sera-ce la répudiation ? sera-ce le divorce ? La question me paraît facile à résoudre, & se réduit à ceci. Dès que vous gênez la liberté primitive de l'homme, par une institution sociale, vous donnez nais-

lance à un nouveau crime , puisque son infraction devient un délit. Or , est-il de l'intérêt de la Société de multiplier les délits ? De deux moyens donnés , doit-elle préférer celui qui introduit un nouveau crime parmi les hommes , à celui qui , en conduisant au même but , doit au contraire le prévenir ? Non , sans doute , direz-vous. Eh bien , vous avez résolu le problème. La répudiation suppose le crime , & le divorce le prévient.

Vous voyez par ces extraits du Code civil Français , combien le Législateur s'est égaré , combien peu le Droit naturel , la seule base de toute Loi raisonnable , fut consulté dans la fabrication de ces institutions anti-sociales. Si je parcourais le Code entier , à chaque pas je vous arrêteraï sur une disposition impolitique & injuste , par-tout la raison & le bon sens feraient entendre des réclamations.

Mais si les Loix sont presque toutes



absurdes, les formes sont pires, & les abus des unes & des autres intolérables. On a introduit des formalités, (1) dit Montesquieu, dont l'excès est la honte de la raison humaine. Il serait assez difficile de décider si la forme s'est rendue plus pernicieuse lorsqu'elle s'est introduite dans la Jurisprudence, ou lorsqu'elle s'est logée dans la Médecine; si elle a fait plus de ravages sous la robe d'un Jurisconsulte, que sous le large chapeau d'un Médecin: & si dans l'une elle a plus ruiné de gens, qu'elle n'en a tué dans l'autre.

En parcourant ce qu'on appelle ici l'Ordonnance, c'est-à-dire le Règlement des formes judiciaires; on apperçoit bientôt que le but de ceux qui la rédigèrent, ne fut que d'établir des moyens de ruine pour le Plaideur, & d'arbitraire pour le Juge. Son texte obscur, & tou-

---

(1) Lettres Persannes.

jours insuffisant, a donné occasion à des interprétations diverses : chaque Tribunal a adopté la sienne, & ce qu'on gagne à Rouen se perdrait à Toulouse. Les Commentateurs en ont profité pour embrouiller encore cette incompréhensible trame : c'est la toile que l'araignée tend à sa proie ; dès qu'on en est enveloppé, il n'est plus possible de s'en dégager. A l'ombre de cette confusion, le Juge, maître de choisir l'interprétation qui lui plaît, met souvent l'arbitraire à la place de la justice ; sa volonté prend la place de la Loi ; de la Loi qui devait tout faire pour contenir la prévarication, & qui a tout fait au contraire pour la favoriser, & lui assurer l'impunité.

Il est pourtant aisé de saisir les principaux traits de cette Ordonnance. Ils offrent une intention simple ; c'est le remplissage qui a tout perdu. Toute affaire doit être portée à l'audience,

discutée devant les Juges, jugée en public & à portes ouvertes. Mais il est des questions si compliquées, dont la décision porte sur l'examen de tant d'écrits, de tant de titres, que le Législateur a prévu l'inconvénient, l'impossibilité même pour le Juge de prononcer sur ces questions sans connaître, au moins sommairement ces titres. Pour cela il a imaginé ce que l'on appelle rapport, c'est-à-dire de nommer l'un des Juges du Tribunal pour examiner tous ces titres, en faire un extrait par écrit, instruire par ce moyen les autres Juges, & les mettre en état de décider sans surprise.

C'est sur ces bases, qui, au premier coup-d'œil paraissent raisonnables, que les gens de Loi ont eu l'art de bâtir le système d'oppression le plus corrompu & le plus arbitraire. La vénalité des charges a forcé d'attribuer au Juge un salaire, sous le nom d'épices; mais comme cette

vente de la Justice avait quelque chose de révoltant, pour en adoucir l'odieux, on a attribué les épices aux affaires en rapport, espérant faire illusion, en raison du travail particulier que ces affaires procurent. La Loi elle-même a donc éveillé l'avidité des Juges. Comme les affaires en rapport sont les seules productives, la chicane & l'adresse ont sçu trouver le moyen de les faire entrer toutes dans cette classe. En vain des Réglemens ont-ils déterminé de la manière la plus précise la nature des caules soumises à cette forme, l'avarice a trouvé un subterfuge pour leur échapper. On a fait inférer que toute affaire d'audience, qui n'aurait pu être jugée dans une session parlementaire, serait de droit mise en rapport. A ce moyen toute affaire est devenue susceptible de rapport, en dépit de tous les Réglemens; & les Tribunaux se sont mis tellement à leur aise à ce sujet, qu'on commence à faire



ajouter les causes au rôle avant même qu'il soit possible de prévoir si on aura le tems de les plaider ou non.

Le nombre étonnant de causes ainsi appointées , passe tout calcul. Chaque Conseiller en a sa portion plus ou moins grande ; & c'est en raison de cette distribution que les Charges produisent par an depuis mille écus jusqu'à cinquante mille francs, qui sont à peu-près le montant de leur valeur : ces derniers sont en petit nombre , & prennent la dénomination de grands Rapporteurs. Un certain Abbé Terray était si employé qu'on a calculé qu'en donnant un quart-d'heure de sa vie à l'examen de chaque affaire dont il était chargé , les quarts-d'heure étaient encore au-dessous du nombre des causes qu'il jugeait.

Accablés d'une multiplicité si grande d'affaires , les grands Rapporteurs n'en sortiraient pas sans l'aide de leurs Se-

crétaires. Ces Secrétaires forment au Palais un des emplois les plus lucratifs & les plus corrompus ; lucratifs, ce sont eux qui examinent, extraient, font les résumés des affaires. Le plaideur qui le fait, court vers l'homme de qui dépend son sort, lui ouvre sa bourse, emploie tout pour le corrompre. Sûr que son adversaire en fait autant, il croit toujours ne point offrir assez. Le Secrétaire seul fait dans son ame qui a le mieux parlé & qui a la raison la plus pesante. Corrompus, cela est nécessaire, indispensable. Un subalterne obscur, qui n'a de frein ni dans l'honneur, auquel il ne doit aucun compte, puisqu'il n'est chargé de rien ; ni dans la crainte, puisque l'injustice commise ne retombe point sur lui ; peut-il avoir d'autre principe moteur qu'une avidité insatiable ? Ce sont pourtant ces extraits qui font la base des jugemens. Le Rapporteur en fait son instruction, autrement il n'aurait point

besoin de Secrétaire, & cette instruction dirige le Tribunal.

Encore si les Avocats présens, au jugement, étaient à même d'arrêter les erreurs ! Non ; l'usage, d'accord avec cette corruption, a voulu que toutes ces causes se jugeassent dans le secret. La Loi, en admettant des jugemens par appointement, ne voulait pas qu'ils nuisissent aux audiences ; elle ordonna que ces causes fussent jugées hors du tems destiné aux plaidoiries ; mais elle n'entendit pas sans doute que ce fût à portes closes ; elle ne l'entendit pas, puisqu'elle défend de juger les appointemens dans aucun autre lieu que le palais de la Justice. Un abus criminel a interprété le silence de la Loi ; & ces causes qui ont le plus besoin de la publicité pour corriger les vices de la forme, sont précisément celles qu'on juge dans les ténèbres.

Aussi

Aussi serait-il absurde de prétendre que le Magistrat, qui est homme, avec tant de moyens d'abuser impunément, ne soit pas souvent dupe des illusions qu'on lui prépare, ou que ses propres passions lui fournissent; que seul au fait des détails d'une affaire, il n'entraîne, ne subjugué aisément les autres Juges, qui les ignorent; que la paresse, les égards, la réciprocité doivent nécessairement contenir; chez qui une habitude fastidieuse a dû éteindre l'envie de discuter, & qui n'ont pas même l'aiguillon d'un auditoire pour leur donner quelque activité.

Ainsi le Rapporteur, comme dit le commentaire de l'Ordonnance, influe le plus sur les jugemens. La Cour prononce donc d'après le sentiment du Rapporteur, le Rapporteur d'après l'extrait du Secrétaire, & le Secrétaire d'après l'éloquence du client.

Ce jugement, prononcé dans les té-



nèbres , porte un caractère qui répond à sa marche. Conçu dans un style gothique & inintelligible , hérissé de phrases absurdes & de répétitions inutiles, la seule chose qui lui manque est précisément ce qui devrait en être l'essence. Il porte bien les condamnations , mais aucune des raisons qui les ont fait prononcer. Comme si le jugement était absolument arbitraire ; comme si le Juge ne devait aucun compte de l'application qu'il fait de la Loi ; comme si les actes faits au nom de cette Loi , ne devaient pas être motivés , & avoir autant de publicité qu'elle.

Pour couronner une marche si inique , pour enhardir l'abus & assurer l'impunité , ces jugemens individuels sont couverts du nom & de l'autorité du Corps. Si chaque Arrêt était porté au nom du Rapporteur qui le prononce , il resterait peut-être quelque ressource à l'opprimé. Un homme n'en impose pas

comme un Corps. Il est plus facile de l'attaquer, & sa responsabilité pourrait lui servir de frein. Mais l'erreur ou l'injustice d'un Juge se commet sous le nom de tous. En attaquer un, c'est les attaquer tous. On a intéressé l'honneur, ou plutôt la vanité du Corps à défendre jusqu'aux prévarications de ses Membres, encore qu'il les condamne en secret ; & les formes, au lieu de Juges, semblent avoir préparé des oppresseurs à la faible.

Enfin, pour qu'il ne manque aucun moyen de corruption, l'usage a voulu que les cliens allassent solliciter les Juges. On voit une femme jeune & jolie, car ce sont celles sur-tout qu'on choisit pour sollicitrices, aller plaider d'avance sa cause ou celle de ses parens dans le tête-à-tête ; donner à ses raisons tout le poids que les graces, les charmes, les larmes mêmes de la beauté savent tant augmenter, quand l'homme, livré à ce pres-

tige enchanteur, en pompe, dans le secret, l'illusion par tous les sens.

Ne croyez-vous pas, disais-je l'autre jour à un Magistrat éclairé & vertueux, que je rencontre quelquefois, ne croyez-vous pas que cet usage des sollicitations, prépare au Magistrat une partie des erreurs dans lesquelles il est entraîné. Cet usage s'est introduit sous prétexte d'éclairer sa religion; mais n'est-il pas plus propre à l'obscurcir? La personne qui sollicite, en raison de son adresse, de son talent, de ses circonstances ne peut-elle pas établir des préventions; & si le client est plus adroit que le Juge, ne peut-il pas le subjuguer? Le Magistrat écoute les deux parties, je le veux; mais l'une s'exprime avec plus d'intérêt, discute avec plus d'adresse, peint avec des couleurs plus séduisantes. Si nos idées sont toujours modelées d'après la manière dont nos sens les ont reçues, le jugement qui en est le résultat, ne doit-il

pas se sentir de la forme qu'on a su leur donner ? Les plaidoyers & les écrits ne suffissent-ils pas pour l'éclairer ? Dans cette position sa raison froide pèse les droits. Les deux parties s'y présentent à égal avantage , & le Magistrat ne voit point les raisons à travers les prestiges des talens , des qualités & des circonstances diverses.

Serait-ce l'amour du pouvoir , si naturel à l'homme , le plaisir d'en jouir aux yeux de ceux sur qui on l'exerce , qui maintiendrait un usage que la raison proscriit ? Mais le Magistrat n'est-il pas assez honoré par l'exercice de la portion la plus étendue du pouvoir exécutif ? C'est par lui que doivent régner l'ordre & la justice entre ses concitoyens. Ce noble emploi devrait-il permettre à son ame une puérile vanité dont la jouissance produit tant de dangers.

En Angleterre toute sollicitation est proscrire. Le Magistrat prendrait pour



une offense un mot d'affaire qui lui ferait dit hors du sanctuaire. Je n'oublierai jamais une sentence, digne d'être gravée en lettres d'or, du célèbre Chef de la Justice, Lord Mansfield. Il se rencontrait à dîner avec un homme qui avait devant lui un procès d'une grande importance. Le client crut pouvoir profiter d'une rencontre si favorable pour le préparer sur quelques détails de sa cause. Le Lord indigné, lui tourne le dos & demande son carrosse. Je ne dîne point, dit-il aux convives surpris, avec un homme assez peu délicat pour faire servir l'hospitalité à la corruption. Frappé de ce trait noble & énergique, parce que les âmes de même nature s'électrifient, puissions-nous, me dit le Magistrat Français, puissions-nous voir établir ici ce préjugé sacré ! Toutes les remarques que vous faites sont justes, & croyez, Milord, que dans la robe tous les honnêtes gens gémissent de tant d'abus.

Vous auriez de la peine à imaginer jusqu'à quel degré de corruption le désordre judiciaire est porté. Je l'avoue, je n'y aurais pas cru moi-même, si je n'en avais pas été le témoin; si je n'avais eu la patience de suivre la filière par laquelle on fait souvent passer un rapport pour arriver au jugement. La cause était singulière & piquante; la question était si simple qu'un enfant l'eût décidée en un quart-d'heure. L'opprimé inspirait l'estime & l'intérêt. La curiosité fit le reste.

Un Procureur, devenu Magistrat, eut la manie de la gloire littéraire : il engage, moyennant deux-cents louis, un Ecrivain, que lui-même, au nom du Gouvernement, venait de ruiner par l'arrêt d'un ouvrage estimé; il l'engage à composer une histoire sur une matière déterminée, pour être donnée au Public sous son nom. Il paie d'avance moitié du prix convenu. L'ouvrage est fait & livré. La possession lui inspire l'envie de

s'affranchir du reste du paiement. Une querelle s'en suit : après avoir épuisé tous les autres moyens, l'Ecrivain s'adresse à la justice : il n'existait point de marché par écrit ; mais il existait assez de preuves pour forcer le débiteur à convenir du travail, à convenir qu'il avait des quittances dont aucune n'était pour solde ; pour constater enfin que le paiement n'était pas clos.

Le Magistrat se laisse condamner à la première Jurisdiction ( il n'y a point là moyen d'appointement ), & il appelle au Parlement. L'Ordonnance commande impérieusement de porter à l'Audience toute cause qui passe 2000 livres, & où il n'y a point de titres à examiner ; c'est l'article le plus clair & le plus précis. Jamais cause ne fut donc plus déterminément dans cette acception, qu'une affaire de cent louis, & où la question ne s'élève que faute de titres.

Cependant Arrêt du Parlement, au

rapport d'un Juge ami & compère du frère de l'Intéressé, qui appointe l'affaire sommairement. Opposition de la part de l'Ecrivain : fort de la Loi, il récusé une fausse route, qui ne lui promet qu'une chute. Il réclame l'audience que prescrit la Loi. L'honnête président d'Ormesson appuie son droit; & malgré l'entêtement du Rapporteur, l'affaire est renvoyée à l'Audience : mais, par une seconde infraction de la Loi, les frais de cet incident ne sont point adjugés, encore qu'elle commande impérieusement de le faire.

Pour obtenir des aveux inévitables, l'Ecrivain fait interrompre son Adversaire sur faits & articles. Le Commissaire de la Cour, se trouve un Docteur de Sorbonne. Le Magistrat interrogé porte avec lui un ouvrage philosophique, attribué à son Adversaire : il en extrait les propositions qui blessent le plus les préjugés de la Sorbonne; &



par une manœuvre condamnée par la Loi à une amende déhonorante, il égare le Juge & l'interrogatoire est tronqué. Troisième infraction de la Loi.

Le Procureur-Magistrat venait d'être renvoyé à l'Audience pour y plaider, & c'est ce qu'il ne voulait pas. Il obtient un ordre d'ajouter la cause au rôle, quoique la Scession Parlementaire ne fût pas à moitié. L'Ecrivain s'oppose de nouveau à cette marche oblique. Nouvel incident. Un Rapporteur est nommé; mais, à l'instant de prendre connaissance de l'affaire, on change le Rapporteur, sans en donner aucune raison; & le nouveau Rapporteur fait enfin appointer l'affaire, contre les termes exprès de la Loi, qui dit impérieusement : tout ce qui peut être jugé à l'Audience doit y être jugé ( Ord. du 11 Février 1519, art. 19 ); & qui n'excepte que les affaires où il se trouve beaucoup de titres à examiner. Quatrième infraction de la Loi. On n'oublia pas

alors d'adjuger les frais de l'incident : c'était le Magistrat qui gagnait.

Enfin, on nomme un Rapporteur sur l'appointment. Ce Magistrat, d'une probité connue, se saisit de l'affaire; mais il ne convenait pas, sans doute, au Procureur-Magistrat : sans aucun motif, on le change pour en substituer un second & bientôt un troisième. C'était le compère qui avait le premier appointé sommairement contre le Règlement du 11 Décembre 1780. En vain l'Ecrivain réclame contre tant d'iniquités; on le force de s'adresser au Chef de la Justice, & ce n'est qu'après l'avoir mis dans le cas de s'alliéner les Juges par ses plaintes, que le Rapporteur est changé.

La discussion s'engage alors. L'Ecrivain publie un Mémoire : il prouve l'existence du travail, l'évidence d'un paiement non-parfait : il prouve que son Adversaire, Homme de Loi & Magistrat lui-même, a cherché à séduire celui

qui l'a interrogé, qu'il s'est parjuré plusieurs fois dans cet interrogatoire. Nulle réponse à ces inculpations, qu'un Arrêt à huis-clos, qui, copiant mot pour mot les conclusions prises par l'Adversaire, déboute l'Ecrivain de toutes ses demandes; supprime ses Mémoires, comme contenant des faits faux, calomnieux & injurieux; le condamne en dix livres de dommages & intérêts, & en tous les frais, même à ceux réservés contre le texte exprès de la Loi.

Vous croiriez sans doute, Milord, ces faits exagérés, si je ne vous disais pas que j'en suis le témoin : j'élague encore cent petites anecdotes odieuses, qui montrent une partialité décidée. Au reste, tout ce que j'ai cité est constant : j'ai sous les yeux tous les Rapporteurs changés à volonté, l'interrogatoire illégal, les Mémoires, les preuves & l'Arrêt; &, en les parcourant, je me demande s'il est bien possible qu'on décide ainsi du

fort des Citoyens , au mépris de la Loi. Je n'entrerais pas dans la discussion du point en question ; je n'examinerais pas , si après la certitude du travail , les Juges pouvaient débouter l'Ecrivain , sans que la certitude de sa solde fût également constante : mais je leur demanderais pourquoi on a enfreint les dispositions de la Loi , pour s'acharner à trois reprises , & pendant deux années , à ôter de l'Audience une cause qui devait y être ? Pourquoi on a ôté , sans motif , & à plusieurs reprises , des Rapporteurs nommés ? Je demanderais pourquoi des parjures , démontrés par l'opposition des dépositions sous serment & des propres lettres du déposant , n'ont pas même arrêté l'attention ? Je demanderais pourquoi dans les deux incidens jugés , on a , contre les termes de la Loi , réservé les frais de celui perdu par le Magistrat , & adjugé ceux de l'incident qu'il a gagné ?

Je demanderais , & c'est le point le



plus important , comment on a pu se permettre de supprimer les Mémoires , comme calomnieux , d'ordonner l'affiche de l'Arrêt , de prononcer des dommages contre celui qui demande le prix d'un travail reconnu & livré. La calomnie ne peut porter assurément sur cette demande. Aucune loi n'a appelé de ce nom la réclamation d'une créance , même de celle qu'on ne peut constater. La calomnie ne peut donc avoir pour objet , que le reproche des parjures contenus dans l'interrogatoire , & l'illusion faite au Juge interrogeant. Mais si cet acte juridique porte des assertions sous serment , contredites par les propres lettres du fermenté ; si cet acte renferme une dénonciation d'un ouvrage politique , absolument étranger à la cause , & que la Loi réprouve positivement ; les parjures sont donc constatés , l'illusion tentée reste donc prouvée. Comment donc appeller l'Arrêt qui taxe de calomnie

une dénonciation de droit naturel & positif, puisqu'elle fait partie des défenses? Cette injure, la plus atroce de toutes, puisqu'elle se couvre de l'apparence de la justice, n'est-elle pas aussi la plus criminelle? Je demanderais à la Cour, dont le nom contenance l'Arrêt, & qui sans doute n'a point vérifié les faits, ce qu'elle doit à un Rapporteur qui l'a égarée au point de lui faire prononcer un Arrêt, qui impute à tort la calomnie à un homme estimable, qui, pour satisfaire à des convenances, pour couvrir l'honneur de celui qui a dû le perdre par des parjures, cherche à deshonoré l'homme juste & innocent. Quoi ! ce Parlement qui a montré tant d'énergie contre les abus ministériels, qui a sollicité la liberté de la Presse, pour dévoiler *les crimes des Puissans*, qui n'a mérité l'estime publique que par l'expression de ces principes d'équité, permettrait, couvrirait, soutiendrait les

abus judiciaires? Il empêcherait les plaintes contre les malversations de ses Membres, quand il les échauffe & les provoque contre les malversations du Ministère. Il aurait deux poids & deux mesures? Non, la Loi qu'on fait pour autrui, devient nécessairement la nôtre. Je l'ai dit à l'homme opprimé : osez faire entendre vos réclamations, & l'on reviendra sur une erreur. Le tems de l'arbitraire est fini. Les Magistrats s'en sont trop montrés les ennemis, pour se le permettre à eux-mêmes.

On a enfreint la Loi, en ôtant votre affaire de l'Audience pour la cacher dans les ténèbres d'un appointement défendu par l'Ordonnance (1). On a enfreint la Loi, en vous faisant payer les frais d'un incident, réservés contre le texte de l'Ordonnance (2). On a enfreint la Loi,

---

(1) Ordon. du 11 Février 1519, art. 19. Ordon. de 1667, tit. XIV, art. VII.

(2) Ordon. de 1667, tit. XXXI, art. III.

en vous faisant payer trois cents quatre-vingt-neuf livres de vacations & d'épices ; ce qui , aux termes de l'Ordonnance , fait dix-huit vacations , abstraction faite de l'exécutoire , dans une cause où il n'y avait aucun titre à examiner , & par conséquent aucun prétexte à une seule vacation (1). On a enfreint la Loi , en tolérant les parjures de votre Adversaire , l'illusion qu'il a voulu faire au Juge interrogeant , pour vous faire supporter en dommages l'amende que la Loi prononçait contre lui-même (2). On a enfreint toutes les loix , en vous inculpant de calomnie , quand vous n'avez avancé que des faits prouvés par les actes mêmes du Procès. Osez dénoncer à la Cour même ces malversations odieuses , pires cent fois que les lettres-de-cacher ,

---

(1) Edit servant de Règlement pour les Epices & Vacations , art. XXXIV.

(2) Ordon. de 1667, art. VIII, tit. X. Procès-verbal de l'Ordon. art. VIII. Ordon. de 1539 , art. 39.



qui laissent au moins des ressources ! osez faire retentir les cris de votre honneur outragé ! Le Magistrat doit compte de ses fautes, comme tout autre Citoyen ; autrement, il exercerait la tyrannie la plus terrible. Qu'ils arrivent, ces cris, à l'oreille du Corps, & lui-même s'empressera de réparer les fautes de ses Membres, aux yeux de l'assemblée auguste qui se tient pour les censurer toutes.

Si les abus judiciaires sont si multipliés, ce n'est pas pourtant que le Législateur n'ait prévu les inconvéniens & n'y ait opposé une digue (1). *Déclarons, dit la Loi, tous Arrêts & Jugemens qui seront donnés contre la disposition de nos Ordonnances, Edits & Déclarations, nuls & de nul effet & valeur, & les Juges qui les auront rendus, responsables des dommages & intérêts des Parties.* C'est

---

(1) Ordon. de 1667, art. VIII, tit. I.

le Conseil qui connaît de ces infractions. Mais telle est l'influence , tel le pouvoir des Corps , qu'on a réussi encore à rendre cette Loi illusoire. Consultez un Avocat au Conseil sur un Arrêt contradictoire à l'Ordonnance. L'usage du Conseil , vous dira-t-il , est de n'admettre en cassation que les Arrêts portant sur les points qui intéressent l'ordre public. Etonné de cette distinction , vous en demanderez l'explication , & la Jurisprudence qui a eu l'art de tout dénaturer , vous apprend que les mariages , les testamens & quelques autres institutions sociales sont tout ce qui s'appelle pour elle ordre public. Quoi , la propriété individuelle , la justice due à tous les Citoyens n'intéressent pas l'ordre public ! Etrange confusion d'idées ! Mais , dit-on , le respect dû aux Cours fait qu'on évite le plus possible des cassations qui font toujours un scandale , & si on admettait toutes les infractions ,

ce scandale serait trop multiplié. Ainsi donc, la multiplicité des délits leur assure l'impunité! Ainsi en vain la Loi doit la justice, a promis la justice à tous. La propriété, la sûreté, l'honneur des Citoyens seront livrés à un despotisme judiciaire, qui n'aura point de frein. Mais moi, malheureux, dira l'opprimé, moi, dont la propriété n'entre point dans votre ordre public, si je suis dépouillé par un Arrêt injuste & infraacteur des Ordonnances, n'est-il pas naturel que j'aie recours à la Loi, n'est-il pas naturel que trouvant qu'elle annule l'Arrêt qui m'opprime, je m'adresse au Tribunal érigé pour me défendre; & loin d'y trouver cette protection qui m'est promise; un usage introduit par le pouvoir des Corps, repousse ma réclamation, rend la Loi vaine & illusoire, & par une application fautive & une double injustice on m'arrache le reste de ma propriété, par une amende,

qui ne fut prononcée que contre celui qui cite des infractions qui n'existent pas. Mais si la Loi m'a trompé, si je n'ai aucun droit à la justice, si je suis livré à tous les abus de la force, brisez donc vos Loix qui m'égarent, déchirez ces Réglemens, ces Ordonnances qui m'ont séduit. Abandonnez-moi tout entier à mon infortune. Sans espoir, sans protection, j'irai, oui, j'irai du moins chercher un pays où les Loix seront effectivement des Loix; où l'œil attaché sur cette ressource du faible, en m'y conformant, en la révéant, en la réclamant, je trouverai à son ombre la paix de l'homme juste.

Je vous ai mis, Milord, dans le secret des abus judiciaires en France, & vous en voyez assez pour sentir combien, je ne dis pas une réforme, mais un changement total est nécessaire & urgent. En vain avec ce Code monstrueux & ces formes absurdes espérerait-on éta-



blir une liberté, une sûreté, une propriété. Toutes les dispositions tendent à les violer, & le Français ne fera jamais qu'un esclave, tant qu'il existera des Loix que le Juge pourra interpréter ou enfreindre.

La confection du nouveau Code Civil demandera sans doute des connaissances vastes & une sagesse réfléchie. Mais je répète encore ce qu'on a dit dans le Code Criminel. Ne serait-ce pas une erreur de charger de cette refonte ceux que le préjugé désigne, je veux dire les gens de Loi? Imbus d'une science fausse & erronée, est-ce donc de leurs idées nécessairement viciées qu'on doit attendre de justes résultats? Si l'on voulait régénérer les droits naturels de l'homme, devrait-on employer des Monopoleurs à en établir les bases? Et si l'on voulait faire sentir les beautés du système de Newton, serait-il sage d'y employer des Cartésiens.

Je ne puis assez m'étonner de cette contradiction , de cette absurdité qui mène la plupart des hommes à prendre toujours les noms pour les choses. Un homme de Loi , quand elles sont mauvaises , est de tous les hommes le moins propre à la confection de nouvelles Loix, si on les veut bonnes. Il ne fera jamais qu'un mélange monstrueux des vieilles idées & des nouvelles. Malgré lui ses habitudes le domineront. Son ouvrage ne sera qu'un replâtrage , & ses corrections des palliatifs , peut-être plus dangereux que le mal même. Le respect humain empêche souvent de dire des vérités qu'on croit offensives pour quelques individus. Mais en politique , il ne faut que le vrai.

Des Loix générales & uniformes pour le Royaume seraient assurément un avantage inappréciable , & si l'on y réfléchit bien , on se convaincra aisément que l'opposition à une opération si sage

vient plutôt des préjugés qui tyrannisent les hommes, que d'aucune raison valable. Mais quelles qu'elles soient, la clarté & la précision les plus grandes doivent en caractériser l'énoncé. Aucune interprétation ne doit être permise, & le Juge doit recourir au Législateur, s'il s'élève des doutes.

Les formes ne doivent pas être moins strictes, & la simplicité la plus grande doit prévenir les abus de la chicane. Si j'étais chargé d'un pareil ouvrage, tant au Civil qu'au Criminel, je voudrais faire deux tables, pour ainsi dire, généalogiques; dans la première, je poserais les actions des hommes relatives à la société en général, & celles relatives à ses membres, comme les deux sources principales des délits; chacune d'elles me donnerait trois branches, la liberté, la sûreté, la propriété. Chacune de ses divisions fournirait les subdivisions qui comprendraient toutes les infractions,

appartenant à chaque classe. Le délit , le titre de la Loi & la punition y seraient exprimés. Cette table formerait le Code Criminel. D'après le même plan , je formerais la table du Code Civil. Ces tables ou planches seraient aisément exécutées par le burin , & chaque Citoyen serait dans le cas d'avoir sans cesse sous les yeux les deux Codes , qui doivent faire la règle de sa conduite.

Mais quelque peine que l'on se donne , quelques changemens que l'on opère , quelques précautions que l'on prenne , tous les travaux seront à pure perte , toute la sagesse sera vaine , toutes les précautions inutiles , tant que l'exécution des Loix sera entre les mains de Corps puissans. Ce fut une grande sagesse dans nos ancêtres , de ne point ajouter ce mal terrible aux inconvéniens qu'entraîne presque toujours la puissance judiciaire. Si nous avons conservé la liberté civile , nous la devons sur-tout



au discernement de ne point confier cette arme dangereuse à des Corps assez puissans pour consacrer les abus.

Serait-il donc si difficile en France d'établir la liberté, la sûreté & la propriété sur une base qui fût à l'abri des abus judiciaires? Qu'on se défie de l'esprit des Corps, de l'influence des Corps, des préjugés des Corps, & la tâche deviendra simple & facile. Il n'est question que de décider un point. Veut-on sacrifier, comme on l'a fait jusqu'à présent, le bonheur national à l'intérêt d'un Corps? Il ne faut que laisser tout dans le désordre actuel. Mais veut-on faire céder des intérêts privés & abusifs à la félicité publique; voici ce qu'on peut faire, & le bonheur est infail-  
libile.

Réformer toutes les Cours Souveraines du Royaume en remboursant les charges.

La France offre une surface de

26,950 lieues quarrées, qu'on diviserait en 36 quarrés, d'environ 30 lieues quarrées chacun. Au point le plus central possible, on établirait un grand Bailliage ou Cour Souveraine, composée de neuf Juges, un Procureur-Général, un Avocat-Général & un Greffier. Le Président aurait 10,000 livres de gages, & chacun des autres Officiers 4000, à la charge par le Greffier d'avoir un Clerc à sa solde, stipulée 1000 francs. Ce seraient donc 36 Cours Souveraines, composées de 432,000 Officiers, dont la dépense ferait une somme annuelle de 2,076,000 livres, en y ajoutant 4000 livres par chaque Cour pour les frais communs.

On établirait à Paris un grand Conseil d'Etat, composé de 36 grands Juges, à 24,000 livres de gages chacun. Le Président en aurait 36; deux Greffiers, l'un à 10 & l'autre à 5000 livres, & 9000 livres pour les frais extraor-

dinaires, ce qui formerait une dépense de 900,000 livres: en l'ajoutant à la dépense des Bailliages, on aurait un total de 2,976,000 livres.

Toutes ces Cours Souveraines rendraient la justice gratuite, en attendant que les circonstances permissent à la Nation de la rendre telle dans toutes les Jurisdictions subalternes, par le remboursement des charges de ces Tribunaux.

Les grands Bailliages jugeraient toutes les causes d'appel en dernier ressort.

Le grand Conseil ne connaîtrait que des infractions des Loix.

#### *Procédure civile.*

Chaque Bailliage formerait trois Chambres, composées des trois Juges, qui expédieraient les affaires concurremment & à tour de rôle.

Quand un procès serait appelé dans

une Chambre, le Président nommerait sur le champ six Avocats au hasard, pour faire la fonction de Jurés. Ils entendraient sur un banc séparé les plaidoyers contradictoires. Ils opineraient ensemble sur l'application de la Loi, & le plus ancien donnerait alors aux Juges & à haute voix le résultat de leurs opinions. Les Juges, maîtres de suivre ou non l'opinion des Jurés, prononceraient un jugement qui exprimerait toujours la conformité ou la non conformité avec l'avis des Jurés. Dans le cas d'appel en cassation par devant le grand Conseil, un Arrêt infractaire des Loix, en opposition à l'opinion des Jurés, deviendrait un délit à la charge des Juges.

Dans les causes de long examen, où il y aurait beaucoup de titres à vérifier, l'un des Juges serait nommé pour cet examen. Il en ferait un extrait circon-



tancié. Après les plaidoyers des Avocats, le Juge rapporteur lirait cet extrait à haute voix. Les Avocats repliqueraient. Les six Jurés donneraient leur opinion, & les Juges prononceraient.

Les frais de la procédure se régleraient sur la valeur de l'objet en discussion. Deux tiers seraient pour l'Avocat gagnant & un tiers pour le perdant. Leur totalité monterait à dix pour cent pour toute somme jusqu'à dix mille livres inclusivement. Sept & demi pour les sommes depuis dix jusqu'à cinquante. Cinq pour cent depuis cette somme jusqu'à cent mille francs, & deux pour cent en sus pour tout ce qui irait au-delà. Les Avocats-Jurés auraient une rétribution des six livres chacun par séance. Dans ce nouvel ordre judiciaire plus de Procureur, dont l'institution fiscale n'eût pour objet que la ruine des Plaideurs, l'éternité des procès, & propagation de la chicane. Les Avo-

cats seuls seraient chargés de la poursuite des procès. Leurs fonctions plus libérales & plus nobles seraient encore relevées, par l'espérance d'être admis un jour au rang des Juges. Ces places devraient être la récompense de ceux dont les lumières & la probité se feraient fait le plus remarquer. Tels sont les traits principaux d'une procédure, dont les accessoires seraient faciles à arranger, mais qui ôterait toute ouverture aux abus, pourvu que la Loi fût claire & précise & les peines, contre ses infractions, certaines & sévères.

*Procédure criminelle.*

Tout homme jugé dans les Tribunaux subalternes & venant par appel devant la Cour Souveraine, ne pourrait être plus de quatre mois prisonnier. Trois fois par an tous les procès d'appel seraient terminés & dans cette forme.

Douze grands Juges du Conseil d'État partiraient pour les Provinces ; chacun aurait trois Bailliages sous sa juridiction. Le grand Juge, assisté de trois Juges du Bailliage, qui changerait à chaque procès, formerait une Chambre criminelle, dans laquelle le Procureur Général ferait la partie publique. On nommerait pour la session soixante Bourgeois d'une probité reconnue, qui seraient tenus de faire la fonction de Jurés. Douze d'entre eux formeraient un Juré légal & suffisant pour l'instruction d'un procès. L'accusé aurait le droit d'en récuser trente, sans articuler de motifs que sa volonté. Sur les trente autres il pourrait en récuser douze, sur des motifs admis & jugés valables par le Tribunal ; les dix-huit autres seraient jurés nécessaires & irrécusables.

Le Procureur Général formerait & motiverait son accusation ; il administrerait ses preuves & ses témoins. Le Conseil

feil de l'accusé défendrait sa partie ; & dans le cas où le malheureux n'eût point de moyens ni de ressources , un Avocat serait nommé d'office. On devrait même établir , fomenteur un préjugé d'honneur pour ces sortes de défenses. Quand le procès aurait été entièrement discuté , le Grand - Juge expliquerait aux Jurés la Loi & tous les cas auxquels elle s'applique. Les Jurés se retireraient alors dans un lieu particulier pour y convenir de l'opinion qu'ils auraient formée sur l'application de la Loi au délit imputé. Il ne leur serait plus permis de sortir que lorsqu'ils seraient tous d'une même opinion. Alors , d'après cette opinion portant *coupable* ou *non coupable* , le Grand - Juge prononcerait la décharge ou la peine portée par la Loi.

Les Grands-Juges seraient employés dans les procédures criminelles, une seule fois par an chacun ; de manière qu'à tour



de rôle douze seraient en tournée & vingt-quatre en résidence.

Je crois, Mylord, qu'avec ces deux Codes, un peuple serait autant à l'abri des abus & des injustices, qu'il est possible de l'espérer d'une Société humaine. Qui pourrait donc arrêter une Nation qui s'assemble pour réparer ses maux, & l'empêcher d'en saisir les moyens ! quelle considération peut balancer le bonheur général ? Serait-ce le remboursement des Charges ? Eh ! peut-il entrer en concurrence avec la liberté, la sûreté, la propriété de tous les Citoyens. En est-il un, en quelque rang qu'il soit, quelque soit sa puissance ou ses alentours, qui ne puisse être victime d'un plus grand ou d'un plus puissant que lui, dès que les formes judiciaires prêtent à l'abus, à l'arbitraire, à l'injustice. Marigni fut puissant & perdit la vie. L'aurait-il perdue avec des Jurés ? La Chalotais perdit sa santé & son repos

dans une prison, sous l'inquisition d'une Commission judiciaire abusive. Aurait-il été malheureux, si le Code dont j'ai posé les bases eût existé? Les trois condamnés à la roue l'auraient-ils été, & leur défenseur décrété, si des Loix justes eussent existé? Mon ami, aurait-il été jugé à travers tant d'infractions, d'ordonnances, si les Juges eussent eu un frein qui les astreignît à l'exécution des Loix? O Français, Français, qui à force de souffrir, semblez avoir perdu les sensations & le sentiment, vous êtes sur des charbons ardents, & vous marchandez sur le prix de l'eau qui va vous sauver la vie. Vous êtes vingt-quatre millions d'individus, la moitié de vous avec *vingt sous chacun* achètera son bonheur. Si vous balanciez, vous mériteriez tous vos maux.

---

*LETTRE XLVIII.*

M<sup>IL</sup>ORD,

LE bonheur d'un peuple dépend des deux pouvoirs, dont l'influence agit & réagit sans cesse sur toutes les actions de sa vie. Ce sont les Puissances législative & exécutive. Par-tout où la Nation ne consent point ses Loix, il n'y a point de liberté publique; mais par-tout où le pouvoir exécutif n'est point enchaîné par ces Loix, point de liberté civile. La fortune, l'honneur, la vie n'ont plus de sûreté. Mieux vaudrait-il encore être privé de la liberté publique, que de cette liberté civile, dont les effets sont si directs. L'une a une influence plus généralisée, & par cela même, ses abus sont plus aisément con-

tenus par l'opposition de la masse des intérêts communs ; l'autre , divisée autant de fois qu'il y a d'individus , les prend dépourvus & sans forces : toute résistance isolée devient vaine : l'oppression se multiplie dans le secret : la plainte même devient un crime , & le genre de tyrannie le plus désastreux avilit , dépouille , égorge les malheureux Sujets. Telle est l'influence terrible de l'abus de la puissance exécutive.

La puissance exécutive se divise , dans une Monarchie , en pouvoir politique & pouvoir judiciaire. C'est au nom du Prince que tous les deux s'exercent. Il est le principe de leur action , le foyer de leur activité , le censeur de leur exercice. Mais tous deux ne peuvent , ne doivent pas être exercés par lui , parce qu'on ne peut réunir dans un seul les moyens établis pour se servir de contrôle , autrement un désordre inévitable naîtrait de cette union.



Le Prince exerce toute la puissance politique , extérieure & intérieure , mais cet exercice même le met souvent dans le cas d'avoir des intérêts à discuter avec les membres de la Société. Il ne peut donc exercer la partie de son pouvoir qui forme l'exercice judiciaire ; autrement il serait juge & partie , & souvent obligé de s'exécuter lui-même , ce qui devient une supposition absurde.

D'ailleurs le Prince est membre essentiel du pouvoir législatif. Par lui les Loix sont sanctionnées ; par lui les Loix sont exécutées. Or , celui qui participe si essentiellement à leur confection , ne saurait les exécuter lui-même sans danger. Son influence sur la confection & sur l'exécution des Loix , en exclue l'exercice , puisqu'il réunirait deux moyens de mettre sa volonté à la place de la Loi , & il serait difficile qu'il ne réussit pas , par l'un ou par l'autre , dès que son intérêt le demanderait. De-là naît

la nécessité d'une puissance judiciaire distincte, & qui dans une Monarchie forme la troisième roue de la machine politique.

Or, si le pouvoir judiciaire fait une partie essentielle, quoique distincte, de la puissance exécutive; celui qui est revêtu de la plénitude de cette puissance, de laquelle dépend le bonheur public, peut-il vendre à une corporation d'individus le droit de l'exercer? en vérité cette question seule paraîtrait un blasphème, si ce qui existe en France n'autorisait à la faire. Le Ministre, qui le premier conçut une si coupable idée, devait être un homme bien profondément corrompu. C'étoit un Prêtre.

Comment le Cardinal du Prat ne sentit-il pas, que le plus criminel des abus pour un Chargé de procuration, pour le Représentant d'un peuple, étoit de vendre les intérêts de ses Commettans; que le Prince, obligé de se défaire

lui-même de cette fonction difficile par crainte de l'abus , était tenu par cela même au scrupule le plus minutieux dans le choix de ceux qui devaient le remplacer ; que la puissance judiciaire doit sur-tout être dans les mains des plus vertueux , & qu'en vendant le droit de rendre la justice , c'était par le fait se dépouiller du droit de censure , qui n'avait plus la même force sur des propriétaires ; c'était en faire un objet de spéculation financière , & donner aux acheteurs le droit de la vendre à leur tour ? Comment ne vit-il pas que les Charges , devenant une propriété , & par conséquent héréditaires , il éteignait tout motif pour arracher l'homme à sa paresse naturelle ; que le Juge serait donc nécessairement ignorant & négligent ; que les Offices , étant une manière de faire valoir son argent , il était dans la nature de l'homme d'en tirer le meilleur parti possible ; que le Ma-

gistrat serait par-là exposé à la corruption, & que cette corruption est d'autant plus inévitable que les occasions sont multipliées, les moyens faciles & l'impunité plus assurée ? Comment revit-t-il pas que ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, l'idée de la propriété, servirait elle-même à couvrir, à protéger le crime, & que le Juge prévaricateur était bien plus facile à punir ou à changer, s'il n'était pas identifié avec son office, que celui qui le possédait à titre de propriété : que l'homme avait alors l'art de se confondre avec sa propriété ; que tous ses co-propriétaires avaient un intérêt impérieux de le protéger, de le défendre, de faire cause commune, & que c'était mettre la prévarication à l'abri puissant des grands Corps ? Comment ne sentit-t-il pas enfin, que le droit de juger les hommes n'appartient à aucun qu'à titre de la confiance & du consentement public, réel



ou supposé ; qu'un Juge à titre d'argent & par droit d'héritage est un monstre en politique ; que de pareils jugemens ne pouvaient être que des actes illégaux, contre lesquels les droits des hommes, l'équité & la raison réclamaient également ? Le peuple capable de se prêter à un pareil mépris de ses droits devait être bien ignorant, ou bien avili.

Eh bien ! le croirez-vous, Milord ? Il est encore des hommes qui défendent une institution si perverse : tant il est vrai, qu'il n'est rien que l'intérêt privé ne dénature & n'empoisonne ! la finance d'une charge, dit-on, suppose un homme riche, & le riche doit être moins exposé à la séduction. Comme si on n'avait que l'alternative de tirer le Juge de la classe riche ou de la classe indigente.

Si les charges se donnaient au mérite, à l'honneur, à la probité ; si elles étaient la récompense des Avocats distingués

par une longue carrière de travaux & de vertus : peut-on assez mal penser de son pays pour croire , qu'à travers une carrière honorable & lucrative , un homme n'aura pas acquis de quoi vivre indépendant. L'expectative des Magistratures , en relevant son état , ne procurera-t-elle pas à l'Avocat de plus riches mariages ? Et la force publique , distributive des dépenses utiles , ne lui fixera-t-elle pas des appointemens analogues à son état ?

D'ailleurs l'homme riche est-il donc moins corruptible ou moins corrompu que l'homme d'une fortune médiocre ? Est-on plus avide , quand par raison & par habitude on a circonscrit ses desirs , que , lorsqu'étant au sein de toutes les fantaisies , on s'est accoutumé à desirer tout ce qu'on voit , & à vouloir tout ce qu'on desire ? Sera-t-on plus circonspect , plus jaloux de son honneur , lorsque jetté , en sortant de l'adolescence ,

dans une charge devenue son patrimoine , on n'y portera que la convenance d'un rang & d'un état , l'ignorance des principes & des devoirs , la certitude d'une considération attachée à la place , indépendamment du mérite , l'insouciance & l'amour des futilités ; que lorsque vieilli dans l'étude des loix & des droits des hommes , accoutumé à surprendre les détours de la chicane , fort de ses travaux , on changera de poste pour s'exposer davantage aux yeux & à la censure publique , en jugeant les intérêts des hommes ? Serait-il quelqu'un qui pût balancer entre cette alternative , à moins d'être égaré par le plus criminel égoïsme ?

Notre code civil est sans doute trop embrouillé , nos formes sont trop compliquées , trop tortueuses , & les gens de loi nous ont assassinés de toutes ces subtilités , qui font filtrer nos fortunes dans leurs poches. Mais du moins la

Justice n'est point chez nous une matière des Juges. Nos Procureurs assurément ne valent pas mieux que ceux des Français ; & cela doit être : mais on n'entend point contre les Juges ces sarcasmes , ces plaintes répétées & éternelles , qui retentissent ici de tous côtés. Je ne détaillerai point jusqu'à quel degré ces plaintes sont fondées : il suffit que l'organisation soit mauvaise ; qu'elle soit absolument calculée pour les abus. J'ai déjà trop du principe pour chercher les effets ; & comme je ne suppose jamais dans les hommes que des hommes , je n'ai besoin pour les juger que de connaître la nature de l'institution dont ils éprouvent l'influence.

Croyez-vous , Milord , qu'au milieu des nombreux changemens qu'exige la reconstruction du monument gothique des Français , il en soit un plus pressant que l'abolition de cette révoltante vénacité des offices. L'habitude semble



accoutumer les hommes à leurs maux. Si pourtant cet objet, avec tous ses effets funestes, venait à fixer fortement l'attention des Peuples : je ne fais si mon sentiment me trompe ; mais il me paraît que cet ensemble désolant & terrible, bien senti, ne pourrait manquer d'arracher un cri général.

Je conçois que là, où il y a tant à réparer, chaque objet, considéré séparément frappe par son importance. Cependant chacun a des effets circonscrits ; mais l'ordre judiciaire embrasse tout, s'étend à tous ; c'est l'honneur, c'est la liberté, c'est la vie, c'est la fortune qu'il est question d'assurer : aussi, quelques pressans que soient tous les remboursemens ; aucun, si j'étais Français, non, aucun ne se ferait de mon aveu, avant celui des offices de judicature.

---

*LETTRE XLIX.**MILORD,*

DANS un Gouvernement arbitraire , l'esprit aristocratique & l'esprit prohibitif se prennent par la main , si l'on peut parler ainsi , marchent à pas de géant , & bientôt , comme Briarée , ils embrassent , saisissent , arrachent tout de leurs cent bras. C'est alors qu'on peut dire avec raison : hors l'Aristocratie & le Monopole , point de bonheur , point de salut.

L'anarchie féodale n'était en France qu'une pure Aristocratie. Les princes qui en avaient été victimes préparèrent sa destruction par l'affranchissement des serfs. Louis XI passa sa vie à lui creuser un tombeau , & Richelieu enfin l'y

précipita. Si Richelieu n'eut pas été nourri du poison du Despotisme ; s'il avait voulu donner à ses Concitoyens une constitution juste & équitable ; si enfin il eut été vraiment un grand homme , la circonstance était singulièrement favorable pour opérer le bien. A l'abri de son caractère ferme & décidé, on aurait pu voir sortir des cendres de l'Aristocratie une nation heureuse & libre, sous le plus puissant Monarque de l'Europe. Mais Richelieu ne versait le sang des Grands , que pour satisfaire deux passions dominantes : l'amour du pouvoir & ses vengeances. Aussi , en détruisant les Aristocrates , il n'éteignit pas l'Aristocratie ; & le pouvoir arbitraire, devenu le seul oppresseur, donna lieu à une nouvelle espèce d'Aristocratie , non moins funeste que celle qu'il venait d'exterminer.

Le Despotisme est un mal qui dévore tout, jusqu'à ce qu'il se dévore lui-même.

Comme

Comme il ne connaît que la force, on ne lui échappe que par la force : c'est la seule chose qu'il veut qu'on craigne en lui ; c'est aussi la seule chose qu'il respecte en autrui. Dans cette corruption sociale, les loix sont sans vigueur : on retombe dans un état, qui ne diffère de l'état de nature, que par une plus grande somme de malheurs ; puisqu'on a contre soi & l'abus de la force & l'abus de la loi. De cette position violente naît la nécessité de réunir ses forces pour obtenir une sûreté que refuse la Loi, & qu'on attendrait envain d'une force isolée. On forme de petites associations, sous le nom de corps, parce que ces intérêts réunis présentent une résistance efficace à l'abus du pouvoir, & donnent à la loi le courage de se montrer. Tout être isolé, est un malheureux qu'on écrase sans peine.

On ne tarda guère à saisir ces vérités.

*Tome II.*

**Z**



Il existait des Corps dans l'Etat : le Clergé, les Parlemens apprirent bientôt au reste de la Nation que l'homme, aisément sacrifié comme individu, était respecté comme membre d'un Corps. La Noblesse, abattue & rampante à la Cour, réunit ses intérêts & fortifia son existence. Tous les Citoyens se rapprochèrent de ceux avec lesquels leur état leur donnait des rapports. Les Corporations se formèrent, & la Société n'offrit plus qu'une chaîne graduelle de petites confédérations, qui pesaient les unes sur les autres; mais qui se consolidaient de l'oppression des supérieures, par la tyrannie exercée sur les inférieures.

Un Gouvernement corrompueur avait éveillé cet esprit, par la situation précaire dans laquelle il mettrait les individus; son insatiable avidité profita de cet état violent pour leur ravir leur argent. Il les avait rendus malheureux,

il leur vendit alors cette sûreté qu'ils n'auraient dû tenir que de la Loi. Dès qu'on eut fait sentir aux Citoyens la nécessité d'appartenir aux Corps & aux Compagnies ; on en ferma les portes , & elles ne s'ouvrirent qu'à prix d'argent. Tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes , la Magistrature , les Emplois , la Noblesse , tout devint vénal : les petites Corporations , elles-mêmes , celles qui ne rassemblaient que l'industrie , le travail & les moyens d'existence , ne se réunirent qu'en payant. Ainsi , par le système le plus corrompu qui fut jamais , l'argent prit la place de la vertu , de l'honneur , du mérite & des talens , & le droit sacré que tout homme a de vivre de son travail & de son industrie fut méconnu , foulé aux pieds ; il fallut acheter le droit d'existence.

Il fallait bien quelque compensation pour tant de sacrifices. Ce fut la Justice qui les paya. Elle ne fut plus relative

aux actions, mais mesurée sur les hommes & les Corps. L'esprit aristocratique le plus funeste devint l'esprit public : *Il faut appartenir à quelque chose*, devint un adage des classes supérieures : *Il faut avoir un état*, fut celui de la Bourgeoisie. Ces adages ne signifiaient point : il faut se rendre utile à la Patrie ; mais, il faut avoir un titre de Colonel, de Conseiller, de Secrétaire du Roi, d'Avocat, d'Académicien : non pour en avoir les talens, non pour en remplir les fonctions ; mais pour appartenir à un Corps ; pour avoir l'égide de ce Corps ; enfin , pour échapper aux vexations.

C'est sur ce titre de l'homme que porte toujours la première question des Officiers Publics. Il sert de règle à leur conduite & de base à leur décisions. Un Bourgeois a-t-il à se plaindre d'un Noble, un Payfan d'un gros Bénéficier, un homme quelconque, d'un Magistrat ;

on calcule les égards dûs au Corps. La justice suit les rangs , les distances & les rapports , & il n'est pas jusqu'au buveter du Palais dont il serait sage de respecter l'insolence.

L'insolence graduelle devient naturellement la suite d'un pareil désordre. Comme on ne compte pour rien les droits , pas même les siens , on est vil envers tout ce qui est au-dessus , insolent pour tout ce qui est au-dessous de soi. Le Noble méprise l'Annobli , l'Annobli le Bourgeois , le Bourgeois l'Artisan , & l'Artisan le Payfan. Le Magistrat seul les tient tous en respect , parce que cette anarchie , le mettant à la place de la loi , tout le monde est sujet à son empire.

Aussi une vexation minutieuse & de détail tourmente les Citoyens & avilit leurs ames. Epreuve-t-on une injure ou une injustice , le premier calcul porte sur les rapports de celui qui offense. Est-il



Noble , ou appartient-il à un Corps puissant ? Est-ce sur-tout la courtisane ou le valet d'un Grand , quelque poignant que soit le mal il le faut endurer. Si vous osiez vous plaindre , on vous écraserait avec les noms & les places , heureux encore si , à la fin , vous n'étiez pas puni du mal qu'on vous a fait.

Croyez-vous , Milord , qu'une telle confusion forme réellement une société ? De petites confédérations , concentrées dans leur intérêt exclusif , & sacrifiant tout ce qui ne leur appartient pas ; des corporations qui n'ont d'autre lien que la crainte mutuelle qu'elles s'inspirent ; un Gouvernement qui ne respecte que ces faisceaux de forces , parce qu'il en craint la résistance , & que ses Agens eux-mêmes en font partie ; au milieu de tout cela , des individus isolés , pressés sans cesse entre ces Corps , écrasés par l'un , étouffés par l'autre , & trouvant toujours , contre l'action de leurs droits ,

la réaction des intérêts puissans des Corps ; tout cela ne vous offre-t-il pas un tableau peu différent de celui des hordes d'Esquimaux ou d'Illinois , heurtant sans cesse leurs prétentions & leurs injustices dans les déserts de l'Amérique Septentrionale !

---

## LETTRE L.

# MILORD,

J'AIME son esprit , & non ses mœurs , me disait un Académicien , en parlant d'un homme qui amuse & qu'on déchire , qu'on méprise & qui occupe. C'est ce que je dirais aussi des Français. Cette parité de sentiment serait-elle fondée sur ce que , chez un Peuple , l'homme du jour est naturellement le portrait des mœurs du moment ?

Oui, je l'avoue, j'aime cette Nation, & si dans mes tableaux la teinte sombre & sinistre l'emporte presque toujours, c'est la nature & non l'humeur qui la place sous mes pinceaux. Le Peintre, assis sur le penchant de la crête du Mont-Jura, ne peut tracer que le désordre & la confusion. Les nuages qui l'entourent portent la foudre dans leurs flancs; des précipices affreux sont ses points de perspective; des ruines de roches antiques, prêtes à crouler dans des abîmes, sont les seuls groupes que lui offre le site; le désordre de la destruction fournit les ombres; & s'il veut animer son tableau de quelques êtres vivans, son œil ne rencontre que des aigles & des vautours.

Comme lui je n'ai eu à vous peindre que des aigles aristocrates & je me suis naturellement intéressé au sort de leurs victimes; comme lui je n'apperçois que le vautour du monopole & des privi-

lèges exclusifs , & mes idées prennent la teinte sombre , analogue à ce que je décris.

Le monopole est une production naturelle de cet esprit aristocratique dont je vous ai parlé. Quand dans l'organisation d'un Peuple il s'est formé une multiplicité de petites confédérations , chacun des membres détache son intérêt de l'intérêt général , pour le concentrer dans l'association dont il fait partie , & l'esprit public se perd dans l'esprit de Corps. Chaque Corps , égoïste par la nature même de sa position , cherche à pomper tous les sucs nourriciers , destinés à la nourriture commune. Les plus puissans ont la part la plus grande , mais tout est attiré , & il ne reste pour la multitude isolée que la privation , la misère & le désespoir.

La propriété, dans tous les pays du monde , ne présente qu'une idée simple , également apperçue par tous , c'est la somme



des richesses foncières ou mobilières , amassés par ses propres travaux , ou par ceux de ses pères. Dans le pays du monopole , & des privilèges exclusifs , c'est toute autre chose ; c'est la somme des moyens propres à dépouiller les autres de tout ce qui leur appartient , ou de ce qui pourra leur appartenir. Aussi un tel Peuple est-il nécessairement divisé en deux classes , celle qui dépouille & celle qui est dépouillée , la troupe des oppresseurs & celle des opprimés.

Le voyageur stupéfié fixe des yeux étonnés sur un régime si extraordinaire , & il se dit à lui-même : est-il bien possible que d'un côté on ait porté si loin l'injustice , la déraison , la barbarie ; de l'autre la sottise , l'aveuglement & la faiblesse ? Le croirez-vous bien , Milord , j'ai parcouru toutes les classes de Citoyens , & je n'ai trouvé que le malheureux Savoyard , dont les commissions ne soient point esclaves d'un privilège

acheté à prix d'argent ; encore n'est-ce pas faute de tentatives de la part de l'esprit prohibitif.

Si vous tournez les yeux vers l'ordre public, vous voyez d'abord les revenus de l'Etat entre les mains de soixante monopoleurs privilégiés, qui assiègent tous les besoins imaginables des Peuples & les prennent par inanition pour mieux assurer leur recette. Il est vrai que leurs profits ne sont pas ce qu'ils étaient jadis. Ils se sont trouvés trop en concurrence avec l'urgence des besoins du Gouvernement, pour que celui-ci n'entrât pas en partage. Mais le Peuple y a-t-il gagné ?

La Justice forme douze fermes entre les mains de privilégiés héréditaires. La Noblesse exerce le monopole des emplois militaires & des places lucratives amovibles. Tout le reste est en privilège exclusif entre les mains des annoblis ou des valets de cour.

Mais ces abus du monopole d'administration n'ont au moins que des effets circonscrits. C'est celui qui porte directement sur les arts , sur l'industrie , sur tous ces moyens multipliés qui font la subsistance du Peuple & qui doivent être libres comme l'air qu'ils respire : c'est celui qui dit à l'homme : l'Ordre social ne t'a laissé que la vente de tes bras pour alimenter ton corps ; je partagerai le prix de cette vente. Le salaire ne représente , en général , que l'aliment de chaque jour ; j'arracherai la moitié de cet aliment , & du reste tu vivras si tu peux , tu nourriras tes enfans , ou tu les laisseras mourir de faim ; c'est-là le monopole horrible dont les effets désastreux révoltent la raison & indignent l'humanité.

Cet esprit de monopole a tellement égaré une administration , toujours prête à se laisser séduire , dès qu'on lui a montré de l'or , que le non-propriétaire

chercherait en vain un moyen d'existence, sans un sacrifice d'argent qui lui en permette l'exercice. Veut-on trouver sa subsistance dans le trafic ? Le monopole vous attend à l'ouverture de la boutique. Toutes les marchandises sont déjà classées par l'esprit prohibitif. La vente de chaque branche appartient exclusivement à une corporation ; il faut lui payer une somme considérable pour être agrégé au monopole : autrement, faisie, amende & ruine. S'est-on enfin décidé à ce sacrifice, on place l'enseigne si chèrement achetée, de l'exercice de sa liberté. Le Voyer arrive ; & , sans autre titre qu'un ancien abus, il faut payer encore le droit d'annoncer au Public, qu'on vient d'acheter le droit d'user de sa liberté.

Des parens sages & prévoyans ont-ils, aux dépens de leurs sueurs & de leurs privations, fourni à leur enfant, par un métier quelconque, les moyens



d'une honnête existence? Le privilège exclusif lui enchaîne aussi-tôt les bras. Quelque soit cet art ou ce métier, il est soumis au monopole. Il faut payer le droit de l'exercer, c'est-à-dire, il faut acheter le droit de vivre.

L'Etranger lui-même, gêné dans toutes ses actions, trouve, dans les choses les plus insignifiantes, sa liberté enchaînée par le monopole. La voiture qu'il a louée est commode; il veut en vain s'en servir pour visiter Versailles, Saint-Germain, &c.; le monopole l'arrête, & lui dit impérieusement : servez-vous de mes voitures. — Mais elles sont détestables. — Je le fais; le droit que j'ai de forcer tout le monde à s'en servir, m'exempte de toute attention. — Mais je paye la mienne par mois. — N'importe. Tout ce que la politesse française me porte à faire, c'est de vous permettre de vous servir de votre voiture, en me payant comme si vous usiez des miennes..... Il se fâchera peut-

être de cette centième contradiction éprouvée en deux jours. Eh bien, je quitte, dira-t-il, un pays où l'on ne peut rien faire de ce qu'on veut. Je ne verrai point vos environs de Paris ; mais au moins je me servirai de ma voiture commode, du Cocher qui me mène à ma fantaisie, pour gagner la frontière. — Non pas, lui dit la Poste. J'ai seule le droit de vous mener. — Mais je ne suis point pressé. — N'importe, il faut courir. — Eh bien, que le Diable m'emporte, dira-t-il impatienté, pourvu que ce soit loin d'ici. Allons, mettez trois chevaux ; la voiture est légère, & je n'ai qu'un porte-manteau. — Il vous plaît à dire, Monsieur ; il en faut quatre. — Et pourquoi, je vous prie ? — Quatre roues & deux personnes, c'est l'Ordonnance. — Mais l'Ordonnance ne peut disposer & de ma volonté & de ma bourse..... On n'écoute point, & quatre chevaux le conduisent, à travers les privilèges, jusqu'au Royaume voisin.

Cet abominable système s'était tellement emparé des esprits, qu'on a vu long-tems tous les faiseurs de projets, les intrigans de Cour, les courtiers ministériels ne rêver qu'aux moyens d'inventer de nouveaux monopoles, ne fonder leur fortune présente ou avenir que sur des privilèges exclusifs. Toutes les actions nécessaires ou de fantaisie, tous les besoins réels ou factices de l'homme ont reçu ces chaînes odieuses. Le Ministère accordait à l'intrigue, à la faveur, à l'avidité de ses protégés, la création de charges, d'offices, de droits exclusifs d'exploitation ou de trafic, inconnus par-tout ailleurs, inutiles & vexatoires pour le peuple, & n'ayant d'autre but que d'enrichir quelques particuliers aux dépens de tous. Aussi ces entraves terribles embrassent tout, s'étendent à tout, & les opérations même de l'esprit ne leur ont point échappé.

Si le Prêtre doit vivre de l'autel,  
l'Ecrivain

L'Ecrivain a un droit bien plus sacré sans doute de vivre du produit des connaissances qu'il a acquises par ses veilles. Espèce de commerce le plus noble, le plus désintéressé, le moins onéreux à une Nation, puisque le consommateur n'est conduit que par la volonté la plus libre; le plus avantageux même, puisqu'il attire l'argent de l'Etranger, sans que cette industrie use aucune valeur en matière première, & qu'il fait renaître des richesses sans en consommer.

Cependant, par un abus non moins injuste qu'insensé, la prohibition de la Presse exerce, d'un côté, un monopole en grand sur toutes les idées des Ecrivains, proscriit ce qui ne convient point à ses caprices, ou à ses vues coupables; tandis que, de l'autre, le privilège exclusif moissonne le champ des Sciences, des Arts & de la Littérature, propre encore à produire quelque utilité.

Il ne peut exister qu'une seule espèce



de privilège dans tout Gouvernement bien ordonné, c'est celui qui appartient à une invention utile à la Société, dépendant entièrement du génie de l'inventeur. Pour le dédommager de ses dépenses, pour le payer de ses peines, il obtient la permission exclusive de vendre l'objet inventé, pendant un nombre d'années donné; & encore ce terme doit être très-circonscrit, puisque tout droit exclusif, étant nécessairement un abus, il serait peut-être plus avantageux de n'en permettre aucun, & que le Public récompensât ce qui est utile à la chose publique.

Cette exception fut le prétexte des privilèges accordés en Librairie. En donnant à l'Ecrivain le droit exclusif de vendre à son profit le produit de ses connaissances, on voulut lui assurer le prix de ses veilles. Mais le monopole qui convoite tout, saisit bientôt l'idée d'accaparer ces faibles ressources du talent. On imagina de classer tous les genres, toutes les

espèces de connaissances, & en étendant à l'Art même un privilège qui ne pouvait appartenir qu'à l'ouvrage de l'Artiste, on obtint d'avance le droit de parler seul & périodiquement de l'Agriculture, du Commerce, de la Physique, de la Musique, &c. Les Libraires, les gens à argent, les hommes les plus éloignés des connaissances humaines, s'emparèrent du domaine des gens instruits. Cinquante Journaux ou Monopoleurs d'un esprit rarement leur partage, devinrent les frélons de toutes les sciences. Mais, en faisant des extraits des fleurs, ils les desséchèrent. L'esprit léger de la Nation, qui se prête à toutes les impressions qu'on lui donne, reçut des idées aussi fausses que superficielles, & la décadence des Lettres, du goût & des Ecrivains, en fut la suite inévitable.

On n'apperçut pas plutôt les spéculations pécuniaires qu'offraient les Jour-

naux, que les gens à argent, ou ce qu'on appelle les Capitalistes, s'en emparèrent. Le Négociant & le Marchand réunirent bientôt toutes ces espèces de fermes d'esprit. Eux seuls étaient en état de semer à propos l'argent nécessaire pour se ménager la décision des Bureaux; & le calcul n'était pas faux. Le sacrifice de quelques centaines de louis à l'acquisition de cinquante ou soixante mille livres de rente était une avance assez adroite. Tandis qu'on repoussait l'homme à talent du champ qui lui appartient, l'homme à sacrifice était mis en possession. On permettait à l'Ecrivain de labourer, & au Capitaliste de recueillir.

L'entrepôt principal de ces monopoles était dans la Capitale, entre les mains de trois ou quatre Privilégiés. Vingt Monopoleurs subalternes venaient y affermer les monopoles particuliers des Provinces, & cet étrange trafic des Lettres formait d'immenses revenus aux accapa-

reurs, très-peu lettrés, de ce privilège exclusif.

En vérité, Milord, l'esprit se fatigue en parcourant un détail si révoltant d'iniquité & de folie, & ma main se lasse d'en tracer la chaîne, dont on ne trouverait la fin qu'à la dernière classe de la Société. Peut-être l'ai-je trop suivie pour votre sensibilité; mais je ne puis me défendre d'une réflexion que cet ensemble affreux fait naître.

Nous avons souvent cherché le principe de la corruption étonnante des mœurs politiques & civiles des Français. En général, nous la trouvons dans l'arbitraire du Gouvernement, mais nous ne pouvons fixer déterminément les causes, analysées & distinctes, que fournit ce tableau. S'il est vrai en politique que l'inégale répartition des richesses est la vraie cause de la corruption d'un Peuple, quelle Nation réunit jamais plus de moyens d'opérer cette destruction po-



litique. Par la dissipation des finances, la bourse du Peuple a toujours été se vidant dans celle des courtisans & des traitans. La propriété foncière s'est par-là concentrée dans un petit nombre de mains. Le Peuple s'est donc détaché de l'intérêt public, & la corruption politique s'est nécessairement introduite. Mais le mal n'était encore qu'à moitié. Le monopole & les privilèges exclusifs ont envenimé, ont gangrené la plaie. Toute la propriété mobilière, tout le numéraire du Royaume s'est accumulé dans un autre nombre de mains très-circonscrit. Un million d'hommes, deux peut-être, en cavant au plus fort, ont tout possédé, & vingt-trois millions d'individus n'ont pu se procurer la subsistance que par un travail très-pénible, ou par les moyens moins pénibles du vice & de la corruption.

Ainsi, d'un côté, une richesse sans bornes, acquise sans peine, a permis,

a excité toutes les folies, toutes les extravagances, tous les vices. De l'autre, des besoins pressans, toujours renaissans, ont exigé une bassesse, une abnégation de toutes les vertus qui font l'homme. Le monopole a dépouillé le Peuple, & le Peuple a cherché sans cesse dans le détail à tromper le Monopoleur. L'esprit de vol est devenu l'esprit public. Par une suite nécessaire de cet horrible désordre, tous les liens de la Société se sont relâchés ou rompus. Toutes les vertus sociales se sont éteintes. L'homme a été sans honneur : la femme sans pudeur : les amis sans foi, & le domestique sans fidélité. On a fui le mariage qui n'est qu'une gêne pour l'homme vicieux. Les Courtisans & les Monopoleurs, regorgeant de richesses, ont promené leurs desirs & leurs profusions dans toutes les classes du sexe. Le luxe effréné de leurs courtisannes, éblouissant, humiliant peut-être la vanité des femmes honnêtes, a

préparé leur chute ; malgré elles , leurs yeux ont été sans cesse attirés par cet éclat corrompéur ; semblables au papillon , attiré irrésistiblement par l'éclat de la lumière qui doit le brûler.

Tous ces maux & beaucoup plus encore sont les fruits funestes de ce système prohibitif & exclusif que des Ministres pervers ont successivement établi , en trompant le Prince & en ruinant le Peuple. Car le Peuple & le Prince sont les seuls qui n'en tirent aucun avantage. Ils sont les seuls dont les intérêts en souffrent. Ils sont les seuls contre qui le crime s'est commis. Qu'ils se réunissent donc enfin. Le mal peut disparaître encore. Il disparaîtra dès que l'égoïsme ne pourra plus semer l'erreur sous les pas du Prince. Il cessera , dès que la voix de la vérité lui aura appris que tout privilège exclusif est un vol ; que tous les subterfuges pour l'établir sont des mensonges , sont des crimes envers lui &

la Société; envers lui, dont ils rendent le nom l'instrument du désordre public, quand il est celui qui a le plus d'intérêt à son bon ordre; envers la Société qu'ils dépouillent de ses droits essentiels & inaliénables.

En effet, tout homme dans la Société doit vivre de sa propriété, ou des services qu'il rend à la propriété. Or, si la propriété est l'unique cause, le seul objet de la force publique, c'est elle qui doit supporter les frais qu'elle occasionne. Le non-propriétaire, dépouillé de sa portion par les diverses circonstances, est affranchi de droit de sa part des charges, puisqu'il est privé de sa part du bénéfice. Isolé, pour ainsi dire, dans la Société, privé de la subsistance que lui assurait la propriété, il ne lui reste qu'une subsistance précaire, achetée par les services que son industrie ou ses bras rendent à la propriété, dispensatrice des subsistances. Son moyen n'est donc plus que



l'exercice de sa liberté naturelle. Or ; cette liberté, l'unique bien du malheureux, est sacrée pour toute association. La gêner est une tyrannie ; lui ravir le salaire de ses peines est un vol. Tout Gouvernement qui se permet ces abus, en est bien puni par les effets. Dans son aveuglement, il sème le vice & la misère, & il ne recueille que le désordre & la haine.

---

## LETTRE LI.

**MILORD,**

D'APRÈS tout ce que j'ai mis sous vos yeux, relativement à la liberté civile, il me semble que pour l'assurer on devrait faire une charte qui contiendrait les bases suivantes.

*Charte de la liberté civile.*

1°. La Loi est au - dessus de tous, obligatoire pour tous. Nul ne pourra être soustrait à sa censure.

2°. La liberté de l'homme sera sacrée. Nul ne pourra lui porter atteinte; nul ne pourra la perdre que par ordre des Juges légaux, & conformément à la Loi. Tout homme prévenu d'un délit, non capital, sera admis à donner caution pour son élargissement.

3°. Nul ne pourra être prisonnier pour accusation de crime, plus de quatre mois, ni jugé que par ses Pairs.

4°. Nul ne pourra être jugé au civil sans l'avis, exprimé au jugement, des Jurés-Avocats nommés à cet effet.

5°. Aucun procès civil ou criminel ne pourra être instruit que publiquement & à portes ouvertes.

6°. Il n'y aura dans l'Etat que des

Loix uniformes, tant au civil qu'au criminel, exercées au nom du Prince.

7°. La prévarication du Juge sera punie par une amende, toujours le double de la perte causée.

8°. Tout Citoyen indépendant sera apte à posséder toute espèce d'emploi.

9°. Le travail de l'homme sera libre. Aucune gêne ou entrave ne pourra enchaîner son industrie & ses moyens légaux d'existence.

10°. Tout homme pourra servir Dieu de la manière & suivant le culte qu'aura adopté sa conscience.

11°. Il n'y aura aucun droit de chasse que sur son propre domaine.

12°. Le divorce sera établi, avec les Loix propres à conserver au mariage le respect & l'importance qu'on doit y attacher pour le maintien du bon ordre.



---

---

*LETTRE LII.***MILORD,**

J'ADMIRE toujours la sagesse des Anglo-Américains dans la confection & la promulgation de leurs Loix. Cette méthode de discuter chaque Loi, d'en faire le projet, de la soumettre aux observations publiques par la voie de l'impression, pour ensuite la faire promulguer par l'assemblée qui succède à celle qui l'a préparée, me paraît la perfection de la sagesse humaine. Quand il est question pour un peuple de se régénérer en entier, d'établir une constitution de laquelle doit dépendre le bonheur de la race présente & des races à venir ; l'importance de si grands changemens demande une maturité de réflexion.



xions , qui seule peut produire d'heureux résultats.

Je crois donc qu'il serait peu sage pour l'Assemblée actuelle de promulguer ses Loix aussi - tôt après leur confection. Cette précipitation indiscrete pourrait empêcher la moitié du bien qu'on a droit d'en attendre.

Selon moi six arrêtés, en forme de Loi, devraient être pris d'abord.

Arrêté que tous les impôts quelconques sont abrogés.

Arrêté qu'on percevra pour une année seulement, les mêmes impôts abrogés par l'arrêté précédent.

Arrêté que la liberté de la presse sera indéfinie, sans autres bornes que la calomnie défendue par les Loix.

Arrêté que la liberté individuelle ne pourra être ravie que pour des délits positivement exprimés par les Loix.

Arrêté que les supplices atroces seront suspendus, & que celui de la corde

fera le dernier, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Arrêté que toutes les procédures civiles & criminelles se feront publiquement, & que les Avocats des Parties y seront appellés.

Ces six arrêtés sont d'une justice si évidente, d'un avantage si frappant, d'un adoucissement si urgent pour les Peuples, que ce sont les seuls qu'il soit pressant de ne point retarder.

D'après cela on pourrait s'occuper mûrement de toutes les Loix qui doivent servir de base à la constitution. A mesure qu'un arrêté serait formé, il devrait être imprimé & soumis à la discussion publique. De ce frottement d'idées partiraient nécessairement quelques étincelles lumineuses qui serviraient à rectifier les erreurs, s'il s'en glissait, ou à confirmer les bonnes vues par un assentiment public plus généralisé. Ce serait après avoir fait passer successivement toutes les Loix par cette

espèce de discussion, qu'on les reprendrait l'une après l'autre pour un dernier examen & un arrêté définitif.

Quand tous les points auraient passé par cette maturité de délibération, il conviendrait que le Prince fit alors partir de nouvelles lettres de convocation pour une seconde tenue d'Etats, en ménageant un mois d'intervalle. Les Membres des premiers seraient toujours éligibles pour les seconds.

Ces seconds Etats, nécessairement composés d'un grand nombre de nouveaux Membres, reprendraient chaque arrêté en considération, & leurs arrêtés définitifs, sanctionnés par le Prince, deviendraient des Loix.

Je sens combien ce retardement ferait propre à contrarier l'impatience Française. Le desir & l'imagination vont à pas de géant; l'on n'a plutôt posé la première pierre de l'édifice qu'on voudrait le voir achevé. Mais l'on vient à réfléchir

réfléchir qu'il s'agit du bonheur de tous, de tous les intérêts préfens & à venir; si l'on réfléchit que ce grand ouvrage demande d'immenses connoissances; que la Nation est encore jeune en politique; que ce retard lui fait un cours d'instruction, pourrait-on regretter fix mois de plus pour obtenir le fruit précieux de la félicité publique?

Cette première Assemblée sera nécessairement une explosion. Mille oppositions diverses se croiseront en raison des différentes instructions; instructions données vaguement, sur des objets vaguement apperçus. On y portera, sans doute, l'amour du bien public; mais il tiendra de la nature des premières passions. Il sera violent, brûlant, emporté. Cette effervescence va souvent au-delà du but; cette effervescence ne permet point ce calme qui seul apperçoit tous les rapports, calcule tous les détails. Elle convient merveilleusement pour en-



ramer des discussions, mais elle est moins propre à prendre les décisions. La première Assemblée ressemblera au génie qui crée, qui arrache à la nature ses secrets ; la seconde fera le goût qui choisit, qui élague, qui perfectionne, & de l'union de leurs résultats naîtra pour la Nation une source inaltérable de bonheur. *Hâtez-vous lentement* convient peut-être plus encore à la confection des Loix, qu'à toute autre opération de l'esprit humain.

---

### LETTRE LIII.

MILORD,

Mille remerciemens pour votre empressement à m'adresser la Lettre de M. de Calonne : il est bien juste que j'y réponde, en vous rendant compte de ce

que j'en pense : c'est une dette que votre obligeante attention m'a fait contracter, & dont je m'acquitte.

Vous avez déjà trouvé, dans les idées que je vous ai communiquées, des réponses péremptoires à toutes ses assertions ; aussi je ne prendrai de sa Lettre que les principaux traits &, en le mettant sans cesse en contradiction avec lui-même, je vous développerai le système machiavéliste que le Ministre écrivain n'a pas même pris soin de déguiser.

Nourri des abus du pouvoir arbitraire, M. de Calonne montre avec assez de naïveté son étonnement prodigieux sur la révolution opérée dans les idées. Trop peu instruit pour remonter à la cause, il attribue à des pamphlets insignifiants, un changement qui n'est dû qu'aux malversations ministérielles & aux réclamations parlementaires. Il oublie que les Ministres qui ne doutent de rien, qui savent si bien *prendre leur parti*, sans demander d'inu-

*tiles instructions* , ne rencontrent pas moins la digue inébranlable de la raison & de la justice ; il ne se rappelle plus que quand les *Gouvernans* ne croient point avoir besoin de secours pour résoudre de prétendues difficultés ; quand ils prennent les hommes pour un troupeau qu'on dirige à son gré , ces hommes se ressouvient quelquefois de ces droits auxquels il ne croit point ; & , comme au tems des premiers Notables , savent arrêter la marche d'un Ministre arbitraire.

Peut-être est-il vrai , qu'en profitant des premiers instans d'une satisfaction générale , excitée par la promesse des *Etats-Généraux* ; qu'en rassemblant d'abord ces *Etats* , on aurait pris la Nation dans l'enfance de son instruction ; qu'on ne se serait occupé que des nouveaux plans de finance , qu'on aurait toujours mis en avant comme l'objet des délibérations auxquelles la Nation devait se préparer ;

*peut-être que le desir d'être de l'Assemblée aurait absorbé toute autre prétention ; que les anciennes formes auraient été conservées, & que personne ne se serait avisé d'y trouver à redire.*

Mais cette surprise indécente de la part du Gouvernement, cet abus du fort contre le faible, des gouvernans contre les gouvernés, qu'eut tenté M. de Calonne, puisqu'il fait un reproche de ne l'avoir pas pratiqué, que prouve-t-il contre la justice & les droits des Peuples ? Et si ces espérances eussent été trompées ; si, comme il lui arriva à l'Assemblée des Notables, ce calcul d'une obéissance passive se fût trouvé faux dans les Etats, n'eût-il pas été cent fois plus embarrassant, plus dangereux peut-être d'enrainer dans cette Assemblée des discussions inévitables sur les privilèges, qui se seraient nécessairement aigries par le rapprochement des oppositions, & n'auraient peut-être



trouvé de fin que dans l'effusion du sang. La méthode de M. de Calonne n'était donc pas moins dangereuse dans ses effets, qu'injuste & malhonnête dans son principe. Ce système est d'autant plus étonnant dans ce Ministre, que l'expérience devrait lui tenir lieu d'instruction ; qu'égaré par les mêmes idées, lors de l'Assemblée des Notables, les discussions qui s'élevèrent malgré lui, que toute sa tournure arbitraire ne put arrêter, qui finirent par le culbuter, étaient une leçon propre à lui inspirer une défiance raisonnée des dispositions d'une grande Assemblée.

Mais telle est la manière de voir de tout homme qui n'a d'autre instruction que la triture des affaires. Il ne connaît que sa routine : hors de là, la raison lui paraît folie, & les principes des êtres de raison. Aussi M. de Calonne est-il tout étonné que les Ecrivains s'étayent des principes du droit naturel, *comme*

*fi, dit-il, les principes ou la raison avaient quelque chose de commun avec les idées qu'on doit avoir aujourd'hui de la Monarchie française.*

Cependant ces principes qui paraissent si ridicules à M. de Calonne, page 12, sont cités avec respect, lorsqu'il parle, page 131, de ce contrat primitif qui n'existe pas, mais qui est censé s'être fait entre le Peuple & le Souverain, & avec plus d'amphase encore, page 203, ou, en parlant des droits de liberté, de sûreté, de propriété, on lit : *ils sont écrits, ces droits sacrés, au grand livre de la nature; ils le sont au code de la justice & de la raison; &, loin qu'aucun pacte social les ait sacrifiés, leur maintien est au contraire une condition essentielle du contrat primitif qui est le fondement de toutes les souverainetés. Tout ce qui les viole n'est donc qu'abus & usurpation.*

Quoi ! M. de Calonne, ce contrat pri-

*mitif, ce droit naturel si sacré, quand il s'agit de la liberté civile, ne serait qu'illusion & folie, quand il est question de la liberté publique d'un Peuple! Tout ce qui le viole ne serait qu'abus & usurpation, & en même-tems les réclamations contre ces abus seraient coupables & incendiaires! Cette contradiction ne serait-elle pas l'effet de la double illusion de vos affections diverses? Comme fugitif & malheureux, vous desirez sans doute que la liberté de l'homme soit sacrée; comme Ministre en espérance, vous voudriez que la liberté d'un Peuple ne parût qu'un rêve.*

Au reste, cette contradiction n'est pas étonnante dans un homme qui s'égare au point de confondre le fait avec le droit. Lisez, page 34 & suivantes, ses preuves de la réunion de tous les pouvoirs dans la main d'un seul. Il se propose d'abord de constater cette vérité par le point de droit, & ce droit il le prend dans les

*faits du premier âge de la Monarchie ; où la force décidait de tout , où l'ignorance couvrait tout de ses ténèbres , où l'on ne voit que violence & confusion , où il y avait si peu de loix , que le pouvoir d'en faire laissait à peine de faibles traces. Tels sont les faits que M. de Calonne donne pour preuves de droit. Il serait difficile peut-être de trouver dans le plus mauvais des pamphlets tant d'ignorance & de hardiesse réunies.*

C'est pourtant là l'homme qui , à chaque page , reproche à une grande Nation de n'avoir aucune instruction sur les matières politiques ; qui croit que tout ira mal , s'il ne dirige la marche des opérations , s'il n'éclaire les discussions , si l'on n'adopte le projet qu'il esquisse !

Ce projet conçu par un homme qui prend le fait pour le droit , qui n'a d'autre instruction en législation que les erreurs qu'il est question de détruire ; d'autre but que de flatter des Corps dont



il voudrait regagner la bienveillance, offre un résultat digne des bases sur lesquelles il pose. Sa division incomplète de loix constitutionnelles, judiciaires & particulières, présente un cahos, une confusion d'idées & de droits incohérens, qui changeraient un mal dans un pire, & prépareraient à la Nation une anarchie aristocratique, nécessairement destructive.

*Toute Monarchie pleine, dit M. de Calonne, reunit dans un seul tous les pouvoirs ; la puissance appartient au Monarque seul, sans dépendance & sans partage. Les Assemblées nationales sont faites pour éclairer le Souverain par leurs conseils, sans qu'il soit obligé de les suivre, ni même de les demander toutes les fois qu'il veut faire usage de son pouvoir législatif.*  
Page 44 & 45.

Comment l'Ecrivain, qui a posé ces principes, qui a employé 50 pages à les étayer de citations & de faits, qu'il

appelle preuves de droit , les a-t-il assez oubliés , pour dire , page 79 : *le principe essentiel & la première condition d'un Etat monarchique est d'avoir des Loix fondamentales & qu'elles soient stables , & s'il n'y en avait pas , elle ne pourraient diriger la conduite du Souverain , sa volonté seule en tiendrait lieu , & ce serait le despotisme : si elles n'étaient pas stables , & si le Souverain pouvait les changer , il n'y aurait aucune règle à laquelle il ne pût déroger , & ce serait encore le despotisme.*

Mais si le Prince est seul Législateur , sans dépendance & sans partage , s'il peut faire usage de son pouvoir législatif , sans suivre ou demander d'avis , sa conduite ne sera donc dirigée que par des Loix fondamentales dépendantes absolument de sa volonté. Si les prérogatives de la Couronne sont inaliénables , si c'est un fidéicommiss qu'il faut transmettre à ses descendans tel qu'on l'a reçu de ses ancê-

*tres.* Page 47. Tous les Princes ont donc essentiellement les mêmes droits; le Fils aura donc le droit de changer les Loix que le Père avait le droit de faire; puisque le droit législatif serait illusoire, si l'exercice n'en était absolu & indépendant. Il s'ensuit donc, qu'il est contradictoire de supposer des Loix constitutionnelles, qui lient celui, qui seul a le droit de les faire & de les changer. Le système constitutionnel de M. de Calonne pose donc, en dernière analyse, sur des principes opposés, absurdes & étonnés de se trouver ensemble.

M. de Calonne qui dépouille ainsi de tous ses droits une Nation dont l'existence n'était comptée de son tems pour rien., page 61, est d'une libéralité envers les Corps, qui n'est guères d'accord avec ce zèle ardent pour les prérogatives de la Couronne.

( Page 111. ) *Le premier article du Règlement constitutionnel porterait, que toute*

*Loi constitutionnelle serait d'abord communiquée au Parlement de Paris pour y faire ses Observations présentées à l'Assemblée des États par les Gens du Roi.* Et à quel titre, M. de Calonne ? Quoi le premier article constitutionnel , rendrait constitutionnel un Corps puissant , qui n'a ni le vœu , ni le choix des Peuples ; qui n'est composé que d'acquéreurs d'une propriété , comme celle d'une maison ; qui seroient membres nés des États dans la personne des Gens du Roi ; qui , enfin appuyés d'une existence aussi inexpugnable , deviendraient nécessairement des Aristocrates despotes , puisque par l'influence qu'ils auroient sur la Législation constitutionnelle & judiciaire , ils tiendraient le Prince même dans une dépendance absolue. C'est alors qu'ils seroient effectivement les tuteurs des Rois & les tyrans des peuples.

En effet M. de Calonne , qui suppose la confection des Loix judiciaires opé-



rée par le Roi dans son Conseil, veut que le projet de ces Loix soit communiqué aux Cours, pour leur assurer la même influence sur toutes les branches de Législation; & s'il les contraint à l'enregistrement, après des Remontrances itératives, il leur ménage le droit de dénoncer & la Loi & le Législateur aux prochains Etats Généraux, ( page 111. ) Quelle extravagante combinaison de rapports inconséquents ! C'est un Corps civil, subalterne, sans titre ni mission, qui défère aux Etats Généraux, *qui ne sont que des Conseillers*, les Loix du Souverain *qui est seul Législateur suprême & indépendant*. Eh ! M. de Calonne, où avez-vous pu rassembler tant d'inconséquences politiques ? Comment ne sentez-vous pas que cette censure des Magistrats sur le Prince, des Commis sur le Commettant, des Subalternes sur le Chef, est la supposition la plus absurde & la plus indécente ? Comment ne sen-

rez-vous pas que cette dénonciation aux Etats Généraux , faisant nécessairement reculer tout Ministre qui se trouverait en opposition avec de grands Corps , rendrait l'autorité du Prince , toujours timide , chancelante & illusoire ; que toute subordination serait nécessairement détruite par cet épouvantail ; que les Cours souveraines envahiraient l'autorité exécutive , dont elles ne sont que les Agens , & que tous les abus imaginables en seraient la suite. Quoi vous appelez *usurpation* le droit inaliénable que tout Peuple a de consentir ses Loix ; *dégradation de la Souveraineté* ( pag. 33 ) , la Justice qui porte le Prince à reconnaître ce droit , & vous dépouillez le Prince de ses droits essentiels , pour en revêtir des Corps que vous voulez flatter ! Voilà ce qui vraiment est *dangereux & incendiaire*, ce qui n'offre qu'un *blasphème politique*. Non , M. de Calonne, un Monarque à la tête de sa Nation , con-

solidant les droits dont le maintien lui est confié , sanctionnant les Loix qui font le vœu de tous , est bien loin d'être dégradé. Sa position est la plus noble , la plus glorieuse ; mais elle serait vraiment avilie , si , enchaîné par des Corps Aristocrates , son pouvoir législatif ou executif était soumis à leur censure.

Je ne suivrai point l'ex-Ministre dans ses discussions de comptes ou ses querelles ministérielles. Je me tais sur ce qui ne me fournit point matière à un jugement raisonné. Je veux croire M. de Calonne , infiniment moins coupable qu'on ne l'a dit ; aussi pur même que l'or qu'on lui a reproché d'avoir dissipé. Mais s'il est innocent sur toutes ces inculpations , il est criminel assurément d'avoir fait l'ouvrage d'un mauvais Citoyen.

En général , cette Lettre écrite avec chaleur & rapidité , porte tous les caractères d'illusion , que la longue habitude

rude des sophismes donne aux gens d'affaires ; qui , par le grand nombre de duppes qu'ils font , les accoutume à ne douter de rien. Le Calonne de cette Lettre est toujours le Calonne dont je vous ai tracé le portrait. Il semble , comme dans le Tableau parlant , qu'il vienne lui-même y glisser l'original à la place de la copie.

Je ne le croyais pas instruit , je l'avoue ; mais je lui prêtais une finesse plus réfléchie. C'est le malheur des gens à imagination vive , d'être souvent eux-mêmes duppes de l'erreur qu'ils préparent à autrui.

Quand il serait vrai qu'un parti puissant lui eût dit : « Allons , M. de Calonne , vous avez de l'adresse , de l'esprit , une manière de dire agréable & séduisante. Voici le moment de nous servir & de vous montrer. Ramassez toutes vos forces , tous vos moyens , tous vos sophismes. Jetez

*Tome II.*

*Cc*



» la défiance sur le Ministre qui jouit  
» de la confiance du Prince & du Pu-  
» blic ; allarmez l'autorité elle-même  
» sur ses propres vertus ; provoquez une  
» rixe ministérielle propre à égarer les  
» esprits. On favorisera , on soutiendra  
» ces tentatives. Si elles réussissent , si  
» vous parvenez à entrer dans les Etats  
» Généraux , à y entamer une discussion  
» de comptes , elles donnera aux idées  
» une tournure qui deviendra décisive  
» pour la marche des délibérations.  
» Toutes les idées dirigées vers les fi-  
» nances meneront irrésistiblement à  
» l'impôt. Cette matière , la seule que  
» nous ne pouvons éviter , sera débattue ,  
» arrangée la première. Quand on pas-  
» sera aux autres objets , nous excite-  
» rons , nous fomenterons des oppo-  
» sitions interminables , & faute de  
» s'entendre , il faudra indispensable-  
» ment se séparer. Le Peuple fera mé-  
» content. Dans les mécontentemens

» il est aisé d'opérer la chute d'un Mi-  
 » nistre. On aura repris l'habitude de  
 » vous voir , & il ne sera pas difficile  
 » alors de faire un premier Ministre  
 » d'un homme qui viendra de jouer un  
 » grand rôle dans les Etats Généraux.

Quant il serait vrai qu'on lui eût offert une amorce aussi séduisante, M. de Calonne aurait dû sentir que ce château portait sur un fable mouvant , & que ce qui pouvait faire la matière d'une intrigue de Cour dans un tems ordinaire , était hors de saison dans un instant d'un si grand intérêt , à l'égard d'un Prince fatigué des intrigues & des intriguans , & décidé à ne prendre que l'avis de son Peuple réuni.

Quant à la réclamation de M. de Calonne pour rendre compte de sa conduite ministérielle , & se laver , s'il le peut , des inculpations qui lui ont attiré ses disgraces , elle me paraît de la plus grande justice. Son affaire ne peut , ne

doit point entrer en concurrence avec les délibérations qui intéressent la Nation ; mais lorsque les objets relatifs à la liberté publique & civile auront été fixés & déterminés, il sera juste de l'entendre, & même de l'entendre contradictoirement avec ceux qu'il inculpe. Il se trouve entre les résultats de M. Neker & les siens une différence de plus de cinquante millions ; c'est un point de fait à éclaircir, absolument indépendant de la conduite patriotique de l'un, & & du système machiavéliste de l'autre ; & je crois qu'à la fin de l'assemblée il serait aussi avantageux qu'équitable de fixer là-dessus l'opinion par un jugement motivé & réfléchi.



---

*LETTRE LIV.*

MILORD,

ENFIN le moment des grands développemens approche. Encore quelques jours & les États ouvriront leur première séance. Les Ordres semblent se réunir, les intérêts se rapprocher; & dans plusieurs districts la cordialité & l'union n'ont pas moins distingué les privilégiés, que le reste de la Nation. C'est un présage heureux pour les opérations ultérieures.

Je sens combien la curiosité va vous donner d'impatience; je me charge de ne point la laisser languir. A mesure que les matières seront mises en délibération, je continuerai, avec plus d'exac-



( 398 )

titude encore, s'il est possible, de vous  
analyser les débats & leurs résultats.  
Adieu.

**F I N.**

16/001

